

FMI
Les peuples entrent en
résistance

Témoignages de :

Colombie
Afrique du Sud
Ile Maurice
Brésil
Corée du Sud
Algérie

Introduction par Eric Toussaint

En collaboration avec ATTAC
et
l'Association internationale des techniciens, experts
et chercheurs (AITEC)

C A D T M



SYNTHÈSE
EDITIONS

Cette publication a bénéficié du soutien de la Fédération genevoise de coopération, grâce à une subvention de la Ville de Genève, et du Conseil suisse des missions évangéliques.

© Centre Europe - Tiers Monde (Cetim)
Genève, septembre 2000

ISBN Cetim : 2-88053-027-X
ISBN Syllepse : 2-913165-28-1
ISBN Cadtm : 2-9600254-1-5

Dessin de couverture : Alain Cassani

En exergue :

Extrait de l'allocution prononcée par le Secrétaire général de la Confédération générale du Travail du Burkina Faso, M. Sagnon Tole, à l'intention du Directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, à l'occasion de la visite de ce dernier au Burkina le 20 octobre 1995. In *Rapport sur l'état des droits de l'Homme en Afrique 1995/96*, Union interafricaine des droits de l'homme (UIDH), Cotonou, 1996.

*Monsieur le Directeur général,
pour les masses populaires burkinabè,
comme celles d'autres pays,
victimes de vos plans d'ajustement structurel,
un slogan bien triste mais adapté
a fait son chemin :
FMI = Famine + Misère + Impérialisme...*

Avant-propos

Les conséquences sociales des Programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par le Fonds monétaire international (FMI) aux pays du Sud, pour ne parler que d'eux, sont de mieux en mieux connues. De nombreux articles, documentaires et ouvrages les ont mises en évidence : les drames engendrés par le poids de la dette du Tiers Monde commencent, enfin, à faire parler d'eux. En revanche, les résistances auxquelles se heurtent ces plans sont davantage passées sous silence. Tout au plus, au fil de l'actualité, est-il parfois fait mention d'émeutes ou de mises à sac de supermarchés. Mais, si l'on s'en tient aux reflets que nous en offre la télévision, ces mouvements paraissent aussi éphémères que violents. Trop souvent, l'image qui en est retenue est celle de peuples du Sud où n'alternent que passivité résignée et explosions incontrôlables et sans perspective.

Pourtant, ces luttes sont aussi multiples que variées. Elles frappent non seulement par leurs aspects défensifs, de refus, mais encore par une volonté populaire de dessiner des alternatives à la mondialisation libérale. Toutes, d'une manière ou d'une autre, posent les mêmes questions : quels autres modèles de développement, que ceux basés uniquement sur le profit maximum de quelques-uns, pourrait-on proposer ? Comment remettre l'épanouissement des êtres humains, à commencer par la satisfaction de leurs besoins fondamentaux,

au centre de ce processus ? Que vaut une démocratie si elle ne garantit pas à chacune et chacun la possibilité effective de participer au débat sur l'avenir commun ? Quelle réalité recouvre le droit, pourtant régulièrement proclamé, des peuples à l'autodétermination si ces derniers n'ont plus prise sur les Etats qui sont censés les représenter, et si les Etats eux-mêmes abdiquent leur souveraineté face aux « forces de l'économie » ?

L'idée de ce livre est née d'un séminaire portant sur « La résistance aux programmes d'ajustement structurel » tenu dans le cadre des Rencontres internationales « Contre la dictature des marchés, un autre monde est possible », organisées à Saint-Denis les 24, 25 et 26 juin 1999. La plupart des signataires des articles publiés ci-après y prirent part. Ils viennent de tous les continents et évoquent les combats menés contre les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) et, plus généralement, contre les diktats de la mondialisation libérale, dans six pays : l'Afrique du Sud, l'Ile Maurice, le Brésil, l'Algérie, la Colombie et la Corée du Sud. Leurs analyses, et ce n'est pas leur moindre mérite, ne sont pas celles d'universitaires, parfois savantes, mais souvent distantes. Elles reflètent le bilan que font de leur combat des militantes et des militants, souvent à la pointe des luttes dans leur propre pays et sur le plan international.

Cet ouvrage, réalisé à l'initiative du CETIM, est le résultat d'un vaste tissu de collaborations. Celle des auteur-e-s, bien sûr, qui ont accepté de s'astreindre à la rédaction de ces récits, malgré leurs nombreuses et intenses activités militantes. Celle

FMI : les peuples entrent en résistance

d'ATTAC France qui, avec le concours de quatre autres organisations, avait été la principale architecte et organisatrice de ces Rencontres, et dont certains membres ont pris en charge la traduction des textes reçus ; celle du CADTM, dont le président a rédigé l'introduction qui suit ; celle de l'AITEC qui a produit certaines annexes ; celle des Editions Syllepse qui se sont jointes à la publication de ce petit volume, voulu bon marché et accessible à tous ; celle enfin des bailleurs de fonds cités en page de garde, dont l'apport nous a permis, entre autres, d'assurer l'envoi de mille exemplaires gratuits à des associations du Sud francophone, au travers des réseaux constitués par les uns et les autres.

En donnant à des mouvements du Sud l'occasion d'exposer le sens et les raisons de leurs luttes, cet ouvrage veut non seulement offrir aux lecteurs européens la possibilité de les connaître, mais aussi de dégager ce qu'elles ont en commun avec leurs propres situations et combats afin d'échafauder des pistes nouvelles pour fortifier les solidarités.

Bernard Cassen
Président d'ATTAC France

Florian Rochat
Directeur du CETIM

Du Sud au Nord : crise de la dette et programmes d'ajustement

*Introduction par Eric Toussaint**

A partir des années 1980, la crise de l'endettement public, tant des pays du Tiers Monde et de l'Est que des pays industrialisés, a été systématiquement utilisée pour imposer des politiques d'austérité au nom de l'ajustement. Accusant leurs prédécesseurs d'avoir vécu « au dessus de leurs moyens » en recourant trop facilement à l'emprunt, la plupart des gouvernements en fonction depuis lors ont progressivement infligé un « ajustement » des dépenses publiques, sociales en particulier, comme s'il s'agissait d'ajuster une ceinture en la resserrant de deux ou trois crans.

Pour ce qui est du Tiers Monde et de l'Est, le formidable accroissement de la dette publique commença à la fin des années 1960 et déboucha sur une crise de remboursement à partir de 1982. Cet endettement connaît des responsables. Ils se trouvent essentiellement dans les pays les plus

* Eric Toussaint est président du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, Bruxelles) et auteur de plusieurs articles et ouvrages, dont ceux cités en note 1 infra.

Introduction

industrialisés : les banques privées, la Banque mondiale et les gouvernements du Nord qui ont littéralement prêté à tour de bras des centaines de milliards d'eurodollars et de pétrodollars.

Pour placer leurs surplus de capitaux et de marchandises, ces différents acteurs du Nord ont prêté à des taux d'intérêt très bas. La dette publique des pays du Tiers Monde et de l'Est a ainsi été multipliée par douze entre 1968 et 1980. Dans les pays les plus industrialisés, l'endettement public augmenta également fortement pendant les années 1970, les gouvernements tentant de répondre à la fin des « trente glorieuses » années d'après-guerre par des politiques keynésiennes de relance de la machine économique.

Un tournant historique s'amorça en 1979, 1980, 1981, avec l'arrivée au pouvoir de Thatcher et de Reagan, qui appliquèrent dès lors à grande échelle les politiques rêvées par les néolibéraux.

D'emblée, ils procédèrent notamment à une très forte hausse des taux d'intérêt, qui obligea les pouvoirs publics endettés à transférer aux institutions financières privées des montants colossaux. A partir de ce moment, à l'échelle planétaire, le remboursement de la dette publique constitua un puissant mécanisme de pompage d'une partie des richesses créées par les travailleurs salariés et les petits producteurs au profit du capital financier.

Ces politiques, dictées par les néolibéraux, amorçaient une formidable offensive du capital contre le travail. Endettés, les pouvoirs publics se sont mis à réduire les dépenses sociales et d'investissement, pour « équilibrer » les comptes ; puis, ils eurent

recours à de nouveaux emprunts, pour faire face à la montée des taux d'intérêt : c'est le fameux effet « boule de neige », vécu aux quatre coins de la planète durant les années 1980, soit une augmentation mécanique de la dette causée par l'effet combiné des taux d'intérêt élevés et des nouveaux emprunts nécessaires au remboursement des emprunts antérieurs.

Pour rembourser la dette publique, les gouvernements se servirent abondamment de l'impôt, dont la structure fut modifiée de manière régressive au cours des années 1980-1990 : la part des recettes fiscales provenant des prélèvements sur les revenus du capital diminua, tandis qu'augmentait la part des recettes provenant des prélèvements sur le travail salarié, d'une part, et sur la consommation de masse, via la généralisation de la TVA et l'augmentation des accises, d'autre part.

Bref, l'Etat prit aux travailleurs et aux pauvres pour donner aux riches, au capital : exactement l'inverse d'une politique redistributive, qui devrait être pourtant la préoccupation principale des pouvoirs publics...

La crise de la dette publique des années 1980 est intimement liée au processus de déréglementation qui préside à la mondialisation néolibérale. En effet, l'augmentation colossale de l'endettement public, de la fin des années 1960 au début des années 1980, est allée de pair avec le développement du marché des « eurodollars », soit l'une des premières étapes de la déréglementation du système monétaire international et des marchés des changes.

Introduction

Enjeux stratégiques de l'ajustement structurel dans les pays de la périphérie

Les politiques d'ajustement structurel commencent à être appliquées dans les pays de la périphérie juste après l'éclatement de la crise de la dette en août 1982. Elles constitueront la poursuite, sous une forme nouvelle, d'une offensive débutée quelque quinze ans auparavant.

Quels étaient les enjeux de cette offensive ?

Pour les stratèges des gouvernements du Nord et des institutions financières multilatérales à leur service, à commencer par la Banque mondiale, il fallait impérativement répondre à un défi, la perte de contrôle sur une partie croissante de la périphérie : des années 1940 aux années 1960, les indépendances asiatiques et africaines s'étaient succédées, le bloc de l'Est européen s'était élargi, les révolutions chinoise, cubaine et algérienne avaient triomphé, des politiques populistes et nationalistes, mises en oeuvre par des régimes capitalistes de la périphérie - du péronisme argentin au parti du Congrès indien de Nehru en passant par le nationalisme nassérien -, s'étaient fait jour... En bref, de nouveaux mouvements et organisations s'étaient développés pêle-mêle au niveau international, constituant autant de dangers pour la domination des principales puissances capitalistes.

Les prêts massifs octroyés, à partir de la seconde moitié des années 1960, à un nombre croissant de pays de la périphérie (à commencer par les alliés

stratégiques, le Congo de Mobutu, l'Indonésie de Suharto, le Brésil de la dictature militaire, et en allant jusqu'à des pays comme la Yougoslavie et le Mexique) jouent le rôle de lubrifiant d'un puissant mécanisme de reprise de contrôle. Ces prêts ciblés visent l'abandon par ces pays de leur politique nationaliste et une connexion plus forte des économies de la périphérie au marché mondial dominé par le centre.

Il s'agit également d'assurer l'approvisionnement des économies du Centre en matières premières et en combustibles. En mettant les pays de la périphérie progressivement en concurrence les uns par rapport aux autres, en les incitant à « renforcer leur modèle exportateur », l'objectif est de faire baisser les prix des produits qu'ils exportent et, par conséquent, de réduire les coûts de production au Nord et d'y augmenter le taux de profit. Il s'agit enfin, dans un contexte de montée des luttes d'émancipation des peuples et de guerre froide avec le bloc de l'Est, de renforcer la zone d'influence des principaux pays capitalistes.

Certes, on ne peut pas affirmer qu'il y a eu, de la part des banques privées, de la Banque mondiale et des gouvernements du Nord, mise en place d'un complot. Il n'en reste pas moins qu'une analyse des politiques suivies par la Banque mondiale et par les principaux gouvernements des pays industrialisés en matière de prêts à la périphérie, n'était pas dépourvue d'ambitions stratégiques...¹

¹ Lire pour une analyse plus approfondie Eric Toussaint, *La bourse ou la vie*, chapitres 9 et 10, Bruxelles / Genève / Paris, 1999, 2^e édition, CADTM, CETIM, Luc Pire, Syllepse ; Eric

Introduction

La crise qui éclate en 1982 est le résultat de l'effet combiné de la baisse des prix des produits exportés par les pays de la périphérie vers le marché mondial et de l'explosion des taux d'intérêt. Du jour au lendemain, il faut rembourser plus avec des revenus en diminution. De là, l'étranglement. Les pays endettés annoncent qu'ils sont confrontés à des difficultés de paiement. Les banques privées du centre refusent immédiatement d'accorder de nouveaux prêts et exigent qu'on leur rembourse les anciens. Le FMI et les principaux pays capitalistes industrialisés avancent de nouveaux prêts pour permettre aux banques privées de récupérer leur mise et pour empêcher une succession de faillites bancaires.

Depuis cette époque, le FMI, appuyé par la Banque mondiale, impose les plans d'ajustement structurel. Un pays endetté qui refuse l'ajustement structurel se voit menacé de l'arrêt des prêts du FMI et des gouvernements du Nord. On peut affirmer sans risquer de se tromper que ceux qui, à partir de 1982, proposaient aux pays de la périphérie d'arrêter le remboursement de leurs dettes et de constituer un front des pays débiteurs avaient raison. Si les pays du Sud avaient instauré ce front, ils auraient été en mesure de dicter leurs conditions à des créanciers aux abois.

En choisissant la voie du remboursement, sous les Fourches Caudines du FMI, les pays endettés ont transféré vers le capital financier du Nord l'équivalent de plusieurs plans Marshall. Les politi-

Toussaint, Arnaud Zacharie, *Le Bateau ivre de la mondialisation*, Bruxelles / Paris, 2000, éd. CADTM / Syllepse.

ques d'ajustement ont impliqué l'abandon progressif d'éléments clé de la souveraineté nationale, ce qui a débouché sur une dépendance accrue des pays concernés à l'égard des pays les plus industrialisés et de leurs multinationales. Aucun des pays appliquant l'ajustement structurel n'a pu soutenir de manière durable un taux de croissance élevé. Partout, les inégalités sociales ont augmenté. Aucun pays « ajusté » ne fait exception.

Les nouveaux prêts accordés par le FMI depuis 1982 suivent trois objectifs : 1) établir les réformes structurelles imposées par l'ajustement ; 2) assurer le remboursement de la dette contractée ; 3) permettre progressivement aux pays endettés d'avoir accès aux prêts privés via les marchés financiers.

En quoi consiste cet « ajustement » ?

L'ajustement structurel comprend deux grands types de mesure. Les premières sont des mesures de choc (généralement, la dévaluation de la monnaie et la hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays concerné). Les secondes sont des réformes structurelles (privatisation, réforme fiscale, etc.).

Les dévaluations imposées par le FMI ont atteint régulièrement des taux de 40 à 50 %.

Elles visent à rendre plus compétitives les exportations des pays concernés de manière à augmenter les rentrées de devises nécessaires au remboursement de la dette. Autre avantage, non négligeable si on se place du point de vue des intérêts du FMI et des pays les plus industrialisés, elles entraînent une baisse du prix des produits exportés par les pays du Sud.

Introduction

Pour ces derniers, elles ont des effets plus négatifs : elles engendrent une explosion du prix des produits importés sur leur propre marché et dépriment du même coup la production intérieure. Ainsi, non seulement leurs coûts de production augmentent, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et l'artisanat - ce d'autant plus qu'ils incorporent désormais de nombreux intrants importés suite à l'abandon des politiques « autocentrées » - mais le pouvoir d'achat de la grande masse de leurs consommateurs stagne (le FMI interdisant toute indexation des salaires). De plus, ces dévaluations provoquent une aggravation des inégalités dans la répartition des revenus, les capitalistes, qui disposent de liquidités, ayant pris soin d'acheter des devises étrangères avant leur mise en oeuvre. Ainsi, dans le cas par exemple d'une dévaluation de 50 %, la valeur de leurs liquidités double.

La politique de taux d'intérêt élevés, quant à elle, ne fait qu'accroître la récession intérieure : le paysan ou l'artisan qui doit emprunter pour acheter les intrants nécessaires à sa production, hésite à le faire ou réduit sa production par manque de moyens.

Par contre, le capital rentier prospère. Le FMI justifie ces taux élevés en affirmant qu'ils attireront les capitaux étrangers dont le pays a besoin. En pratique, les capitaux qui sont attirés par de tels taux sont volatils et prennent la direction d'autres cieux au moindre problème ou quand une meilleure perspective de profit apparaît.

Autres mesures d'ajustement spécifiques aux pays de la périphérie : la suppression des subsides à certains biens et services de base et la contre-réforme agraire. Dans la plupart des pays du Tiers Monde, la nourriture de base (pain, tortilla, riz...) est subventionnée de manière à empêcher de fortes hausses de prix. C'est souvent le cas également pour le transport collectif, l'électricité et l'eau. Le FMI et la Banque mondiale exigent systématiquement la suppression de tels subsides, ce qui entraîne un appauvrissement des plus pauvres et quelques fois des émeutes de la faim.

En matière de propriété de la terre, le FMI et la Banque mondiale ont lancé une offensive de longue haleine qui vise à faire disparaître toute forme de propriétés communautaires. C'est ainsi qu'ils ont obtenu la modification de l'article de la Constitution mexicaine protégeant les biens communaux (appelés *ejido*). Et un des grands chantiers sur lequel travaillent aujourd'hui ces deux institutions est la privatisation des terres communautaires ou étatiques en Afrique sub-saharienne...

Mesures d'ajustement communes au Nord et au Sud

La réduction du rôle du secteur public dans l'économie, la diminution des dépenses sociales, les privatisations, la réforme fiscale favorable au capital, la déréglementation du marché du travail, l'abandon d'aspects essentiels de la souveraineté des Etats, la suppression des contrôles de change, la stimulation de l'épargne-pension par capitalisation, la déréglementation des échanges commerciaux, l'encouragement des opérations boursières...

Introduction

toutes ces mesures sont appliquées dans le monde entier à des doses variant selon les rapports de forces sociaux. Ce qui frappe, c'est que du Mali à l'Angleterre, du Canada au Brésil, de la France à la Thaïlande, des Etats-Unis à la Russie, on constate une profonde similitude et une complémentarité entre les politiques appelées d'« ajustement structurel », à la périphérie, et celles baptisées au centre d'« assainissement », d'« austérité », ou de « convergence ».

Partout, la crise de la dette publique a servi de prétexte au lancement de ces politiques.

Partout, le remboursement de la dette publique représente un engrenage infernal de transfert des richesses au profit des détenteurs de capitaux.

François Chesnais résume la situation en quelques phrases : « Les marchés des titres de la dette publique (les marchés obligataires publics), mis en place par les principaux pays bénéficiaires de la mondialisation financière et puis imposés aux autres pays (sans trop de difficultés le plus souvent) sont, au dire même du Fonds monétaire international, la pierre 'angulaire' de la mondialisation financière. Traduit en langage clair, c'est très exactement le mécanisme le plus solide, mis en place par la libéralisation financière, de transfert de richesses de certaines classes et couches sociales et de certains pays vers d'autres. S'attaquer aux fondements de la puissance de la finance suppose le démantèlement de ces mécanismes et donc l'annulation de la dette publique, pas seulement celle des pays les plus pauvres, mais aussi de tout pays dont les forces sociales vivantes refusent de voir le gouvernement continuer à imposer

l'austérité budgétaire aux citoyens au titre du paiement des intérêts de la dette publique. »²

Les plans d'ajustement structurel et autres plans d'austérité constituent une machine de guerre visant à détruire tous les mécanismes de solidarité collective (cela va des biens communaux au système de pension par répartition) et à soumettre toutes les sphères de la vie humaine à la logique marchande.

Le sens profond des politiques d'ajustement structurel, c'est la suppression systématique de toutes les entraves historiques et sociales au libre déploiement du capital pour lui permettre de poursuivre sa logique de profit immédiat, quel qu'en soit le coût humain ou environnemental.

Il faut rompre avec cette logique, abandonner les politiques d'ajustement structurel, où qu'elles s'appliquent, et reconstruire un ensemble de mécanismes de contrôle du capital de manière à donner la priorité à l'Humanité. De là l'importance de créer collectivement grâce à des solidarités Nord/Sud, Est/Ouest, de nouveaux réseaux de lutte citoyenne. Les multiples résistances dont ce livre est l'écho, peuvent déboucher sur un nouveau projet émancipateur.

Bruxelles, juillet 2000.

² F. Chesnais, *Tobin or not Tobin*, Paris, 1998, éd. L'Esprit frappeur.

Dakar 2000 :
« Afrique : des résistances aux alternatives »

A l'initiative originelle du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), de l'APROFES (Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise), du CONGAD (Coalition des ONG de Développement) et du CNCD (Centre National de Coopération au Développement), Dakar 2000 vise la mise en réseau de la société civile africaine (ONG, syndicats, associations de femmes et de jeunes, etc.).

Une semaine de mobilisation (du 10 au 17 décembre 2000 à Dakar) donnera lieu à une analyse de l'endettement africain et de l'impact des plans d'ajustement structurel sur cinq secteurs (éducation, terre, services de base, femmes et syndicats), puis à la définition d'alternatives panafricaines de développement.

Partant de la situation africaine, la rencontre de Dakar vise l'élargissement de la problématique à l'ensemble des rapports Nord-Sud, sous l'impulsion de Jubilé Sud et d'organisations du monde entier.

L'Appel d'Amsterdam (avril 2000), signé par des centaines d'organisations des quatre coins du monde, demande l'annulation de la dette africaine, l'arrêt des plans d'ajustement structurel et la mise en place d'un modèle de développement alternatif, tout en appelant à la rencontre de Dakar de décembre 2000.

Cette rencontre est ainsi appelée à déboucher sur la constitution d'un réseau international Nord-Sud, permettant l'établissement de stratégies de mobilisation et de sensibilisation en faveur d'un *autre* développement.

Dakar 2000 Coordinating Committee : jubilee.dk2000@sentoo.sn

CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), 29 rue Plantin,
1070 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32) (2) 5275990 ; fax : (32) (2) 5226127
E-mail : cadtm@skynet.be ; <http://users.skynet.be/cadtm>

Afrique du Sud

Introduction



Population : 38.8 millions (dont 50 % urbaine)

Espérance de vie : 54.7 ans (23 % de décès avant 40 ans, 51 % avant 60 ans)

Mortalité enfants - de 5 ans : 65 ‰ Alphabétisation des adultes : 84 %

Femmes avec emploi salarié : 29 %

Nombre de syndiqués (1995) : 3 154 000 (41 % des salariés)

Produit national brut (PNB) : 130.2 milliards \$

Par habitant : 3 210 \$ Croissance annuelle moyenne 1975-95 : 1.7 %

Produit intérieur brut (PIB) : 129.1 milliards \$

Agriculture : 5 % Industrie : 39 % Services : 57 %

Consom. privée : 62 % Consom. publ. : 21 % Epargne int. brute : 17 %

Exportations : 28 % du PIB **Importations** : 27 % du PIB

Principales export. : produits agric. (15 %), combust. (10 %), minerais (12 %), produits manufacturés (55 %)

Destinations : pays industrialisés (62 %), pays en développement (37 %)

Dette extérieure : 25.2 milliards \$ (20 % du PNB)

Service de la dette : 4 589 millions \$ (A comparer avec l'aide reçue : 497 millions \$)

Ce service égale 13 % des export. ou 47 % du budget public de l'enseignement.

Investissements directs étrangers nets :

En 1997 : 1 705 millions \$ En 1985 : - 449 millions \$

Rang selon l'Indicateur du développement humain (PNUD) : 101 s/174 pays

Population disposant de moins d'un dollar par jour : 23.7 % (1989-94)

Rapport entre revenus des 20% les plus riches et des 20% les plus pauvres : 19.2

Chiffres 1997, sauf indications contraires. Voir définitions et sources en annexe.

La résistance contre le néolibéralisme grossit

*par Brian Ashley**

Le 16 avril 2000, Washington aura été le théâtre de gigantesques manifestations demandant la dissolution du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Ce jour-là, M. Trevor Manuel, Ministre des finances d'Afrique du Sud se sera trouvé de l'autre côté des « barricades », présidant l'importante réunion du Conseil d'administration du FMI...

Le FMI en Afrique du Sud

C'est ce même Trevor Manuel, ancien militant radical et ancien responsable du Front démocratique uni - l'alliance d'organisations radicales qui s'est substituée au Congrès national africain (ANC) lorsque ce dernier a été interdit dans les années 1980 - qui avait accueilli en 1996 en Afrique du Sud le directeur général du FMI afin qu'il y prononce une série de discours et y « fasse connaître ses

* Brian Ashley est coordinateur du Centre d'information alternative et de développement (AIDC - Alternative Information & Development Centre) et responsable national de Jubilé 2000/Afrique du Sud. Il est également membre du Comité international de coordination de Jubilé 2000.

Afrique du Sud

critiques ». « Nous avons invité M. Michel Camdessus dans le but d'accroître nos bonnes relations avec le FMI... Il veut discuter avec les mouvements syndicaux, les organisations étudiantes aussi bien qu'avec le monde des affaires et les responsables gouvernementaux », avait-il alors expliqué.

La visite de M. Camdessus venait rappeler le soutien historique du Fonds au régime d'apartheid. Ce dernier lui avait notamment accordé des prêts de plus d'un milliard de dollars durant les années 1970, au moment où les émeutes de Soweto suscitaient la panique des milieux financiers, et au début des années 1980, quand le prix de l'or s'étant effondré, le gouvernement avait un besoin urgent d'aide extérieure. L'ANC en exil avait vertement condamné cette attitude.

Par la suite, le FMI encouragea le gouvernement sud-africain à suivre des politiques économiques de plus en plus néolibérales jusqu'à concevoir, au début des années 1990, une taxe sur la valeur ajoutée massivement contestée par la population.

En novembre 1993, à la veille des premières élections multiraciales, le FMI accorda un prêt important assorti de « conditionnalités » secrètes destinées à s'assurer que la nouvelle Afrique du Sud ne s'écarterait pas des politiques économiques conservatrices dont elle héritait. Le Fonds demanda aussi que soient maintenus à leurs postes le Ministre des finances du Parti national de M. Frederik De Klerk et le gouverneur de la Banque centrale.

Finalement, ce prêt ne fut pas conclu avec le régime d'apartheid, mais avec le Conseil exécutif de transition qui comprenait le Parti national et l'ANC de M. Nelson Mandela. Il venait à point nommé : il

FMI : Les peuples entrent en résistance
s'agissait moins pour le FMI d'aider l'Afrique du Sud à lutter contre la sécheresse qui ravageait alors le pays que d'assurer à des investisseurs inquiets que l'ANC poursuivrait une politique économique « raisonnable » et n'exécuterait pas son programme de nationalisation.

Ajustement structurel « made in Afrique du Sud »

L'invitation faite à Michel Camdessus par le gouvernement de Nelson Mandela de visiter la nouvelle Afrique du Sud coïncidait avec un changement radical de politique économique. En 1995, le rapport annuel du FMI annonçait déjà ce glissement : « L'évolution du débat économique en Afrique du Sud a été extraordinaire. Il y a seulement 18 mois, les discussions portaient sur l'interventionnisme gouvernemental, les services publics et les nationalisations. Aujourd'hui, elles tournent autour de la discipline budgétaire, de la liberté du commerce comme moteur de la croissance et des privatisations. » (*Sunday Time*, 9 avril 1995).

En juin 1996, le Ministre des finances lançait une nouvelle stratégie macro-économique qui ressemblait étrangement aux 11 principes de réussite économique établis par le FMI, aussi appelés les 11 commandements. En effet, en insistant sur la réduction des dépenses publiques (notamment les dépenses dites de « consommation » dont la diminution menacera les services sociaux), en maintenant des taux d'intérêt élevés, une croissance tournée vers les exportations et le libre-échange, et en organisant les privatisations, ce nouveau GEAR (stratégie pour la croissance, l'emploi et la redistribution) singeait les programmes d'ajustement

Afrique du Sud

structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale, autrement dit des politiques favorisant les intérêts des puissants conglomérats et des banques au détriment de ceux des travailleurs, des pauvres, des femmes, des jeunes et de l'ensemble des catégories sociales marginalisées.

L'accueil chaleureux reçu par la délégation sud-africaine au sommet annuel du FMI et de la BM à Washington, en octobre 1996, était l'aboutissement de plusieurs mois de collaboration étroite au cours desquels avait été conçue la politique sud-africaine en matière d'économie et de développement. Cette politique s'écartait nettement du programme électoral de reconstruction et de développement adopté par l'ANC avec le soutien du mouvement social.

Le GEAR, cet ajustement structurel « made in Afrique du Sud », est un sinistre échec. Les variables essentielles de la stratégie gouvernementale (croissance, emploi, taux d'intérêt et de change) n'ont jamais atteint les objectifs fixés. Par exemple, depuis le lancement du GEAR, 750 000 emplois ont été perdus, alors que le programme annonçait la création d'un million d'emplois nouveaux. La croissance se maintient péniblement à 1 %, au lieu des 6 % annoncés. Ces chiffres reflètent autant le fiasco des politiques économiques défendues par le FMI, en tout cas en regard de leurs objectifs annoncés, que leur complète incapacité à tenir compte de l'héritage de l'apartheid.

Les critiques et la résistance populaires grandissent

Ces échecs, mais surtout celui de la politique de redistribution des terres et de construction de

FMI : Les peuples entrent en résistance

logements, ainsi que les promesses de développement non tenues, ont suscité les critiques, en particulier au sein de la COSATU, la puissante fédération syndicale qui soutient l'ANC.

Quand le GEAR a été rendu public, le gouvernement a tenté d'utiliser son allié, le Parti communiste sud-africain (SACP), pour faire passer la pilule. Le SACP a tout d'abord accueilli favorablement le GEAR. Mais il changea de ton quand, au congrès de la COSATU, en 1997, les chefs de l'ANC furent hués tandis que les délégués criaient des slogans hostiles au GEAR. La COSATU fustigeait une politique gouvernementale favorable au « big business » et incapable de répondre aux besoins de changement du pays. Cette attitude incita le SACP à adopter une ligne plus critique, d'autant plus que des forces moins radicales se joignaient aux critiques de la COSATU. Le Conseil des Eglises d'Afrique du Sud, plate-forme des principales formations religieuses, adopta des résolutions défavorables au GEAR.

Le SANGOCO (South African Non Governmental Organisations Committee), qui regroupe les organisations non gouvernementales d'Afrique du Sud, lança une campagne intitulée « guerre à la pauvreté » qui invitait les communautés rurales à participer à des forums de discussion. Des milliers de femmes et d'hommes ordinaires du monde rural et des ghettos urbains vinrent témoigner alors de l'incapacité du gouvernement à lutter contre la misère. « Où est la nouvelle Afrique du Sud ? », demanda une femme d'un certain âge. « Aujourd'hui, les choses sont comme du temps de l'apartheid ». Dans de telles conditions, le rapport final adopté

Afrique du Sud

par le SANGOCO considéra sans surprise le GEAR... comme le principal obstacle à l'éradication de la pauvreté !

Cependant, ces critiques ne se transformèrent pas tout de suite en résistance active, en raison notamment de l'alliance tripartite ANC-COSATU-SACP où est reconnu le rôle dirigeant de l'ANC. Face à l'hostilité active des anciens partis blancs, critiquer le gouvernement est ressenti comme déloyal et pourrait faire le jeu des forces désireuses de démontrer l'insuccès du gouvernement de l'ANC. Ce n'est donc que récemment que ces critiques ont débouché sur des manifestations de masse. En outre, les négociations politiques du début des années 1990 avaient démobilisé une population rassurée par la présence de militants radicaux au gouvernement et qui attendait tout de ce dernier. La plupart des Sud-africains estimaient qu'il n'existait, de toute façon, aucune alternative à la politique de développement suivie.

La création de la CANSA, Campagne contre le néolibéralisme en Afrique du Sud, et la campagne Jubilé 2000-Afrique du Sud, pour l'annulation de la dette laissée par le régime d'apartheid, ont changé la donne. La CANSA est née au moment de la tournée de M. Michel Camdessus. Elle convia le directeur général du FMI ainsi que le Ministre des finances à un débat public, débat qui, bien sûr, n'eut pas lieu. Au Cap, des manifestations se déroulèrent à l'aéroport et devant le Parlement où le directeur général du FMI s'adressait à un groupe de députés ANC sceptiques. Les actions de la CANSA contribuèrent à persuader la COSATU et d'autres

FMI : Les peuples entrent en résistance
organisations de masse de boycotter les réunions
publiques de M. Camdessus.

L'émergence de ce mouvement de contestation conduit à s'interroger sur les raisons du changement de politique gouvernementale. Dans un document stratégique interne de l'ANC, M. Thabo Mbeki, qui succéda à M. Nelson Mandela à la présidence de l'Afrique du Sud, en donne lui-même l'explication suivante : « Les autorités de l'apartheid ont imposé au pays le fardeau d'une dette sans précédent dans le but unique de changer le rapport des forces pendant la période de transition. De cette manière, ce groupe anti-démocratique évitait un trop grand affaiblissement politique. »¹

Dans la période qui précéda les premières élections multiraciales, les militants radicaux demandaient déjà que l'ANC rejette toute responsabilité pour les dettes du régime d'apartheid. Le nouveau gouvernement issu de l'ANC devait, selon eux, invoquer le caractère « odieux » de cette dette pour la faire disparaître avec la ségrégation, comme le droit international le lui permet. C'est ainsi que les ONG, les Eglises, les syndicats et d'autres associations s'allièrent dans le cadre de la campagne Jubilé 2000 en 1998. De nombreuses personnalités connues pour leur combat contre l'apartheid soutinrent ce mouvement : les archevêques Desmond Tutu, Dennis Hurley, Ndungane, Beyers Naude, le professeur Fatima Meer, l'auteur de la biographie officielle de M. Nelson Mandela, M. Barney Pitso, membre de la commission des droits de l'Homme... Des associations locales se constituèrent et un

¹ The State and Social Transformation, 1997.

Afrique du Sud

intense débat s'en suivit, le Ministre des finances continuant de défendre avec vigueur la décision d'honorer les dettes de l'apartheid.

En 1999, le gouvernement sud-africain a versé 48 milliards de rands [près de 7 milliards de dollars, N.d.l.e.] au titre du service de la dette. Malgré cela le poids de la dette croit toujours. Les collectivités locales et le secteur privé participent aussi au paiement des sommes, dont la plupart sont dues à des banques étrangères. Ces versements détournent l'épargne nationale, font pression sur le Rand et contribuent à maintenir les taux d'intérêt élevés, alimentant ainsi le chômage. Une grande partie de ce dû résulte des prêts contractés par le régime d'apartheid pour se maintenir. Il est donc inique de payer pour un système qui a opprimé la très large majorité des Sud-africains.

De plus, le gouvernement a dépensé des milliards de rands pour acheter des corvettes, des sous-marins, des hélicoptères et des avions de combat. Devant l'opposition de la population et des députés, le Ministre de la défense, M. Terror Lekota, a simplement fractionné cette dépense en deux (21 milliards puis 9). Le ministre a confirmé que la deuxième tranche serait, selon toute probabilité, payée, aggravant d'autant le déficit budgétaire.

La CANSA est rejointe par d'autres mouvements de protestation contre le néolibéralisme, comme ceux qui s'opposent à la réduction des moyens donnés à l'enseignement public, à la privatisation des entreprises et des services ou qui défendent les employés du secteur public...

FMI : Les peuples entrent en résistance

**La lutte salariale des employés
du secteur public**

Fin 1999, la Ministre de la fonction publique et membre du comité central de l'ANC, Mme Geraldine Fraser-Moleketi, a imposé une hausse des salaires inférieure à celle de l'inflation. 400 000 fonctionnaires ont manifesté à travers le pays. L'année a été ponctuée de nombreuses marches de protestation. L'atmosphère change en Afrique du Sud alors que les salariés redécouvrent leur militantisme d'antan. « Le gouvernement tente de nous intimider en prenant des décisions unilatérales, sans consulter les travailleurs. Nous pensons que la bataille sera longue mais nous sommes déterminés à la mener jusqu'au bout », déclare le Forum des syndicats du secteur public.

Devant la montée du chômage, la COSATU a organisé des campagnes d'action massives avec des grèves et des manifestations. Jubilé 2000 s'est joint à l'Union sud-africaine des ouvriers (Samwu) le 23 février 2000, jour où M. Trevor Manuel présentait son budget le plus marqué par l'austérité, pour protester contre les privatisations, les suppressions d'emplois et le néolibéralisme.

Ces différents mouvements font de plus en plus la une des journaux car ils font écho à la quête d'une société meilleure qui habite de nombreux Sud-africains. Récemment, les associations de femmes, les Eglises et les ONG se sont alliées pour lutter contre la diminution des budgets consacrés à la protection de l'enfance et pour combattre la pauvreté. Une charte du monde rural a été adoptée par les habitants eux-mêmes. Les appels pour rendre

Afrique du Sud

plus accessibles les médicaments contre le Sida se multiplient...

Ces mouvements tentent aujourd'hui d'articuler leurs interventions autour de la recherche d'un développement économique centré sur les besoins des êtres humains. La campagne pour l'abandon de la dette du régime d'apartheid est en même temps un appel pour un secteur public dynamique et l'amélioration de la qualité de vie dans le monde rural. La concrétisation de ces aspirations nécessite une nouvelle politique macro-économique. Ce qui implique que le GEAR, qui repose sur la croissance du secteur privé, doit être remplacé par une stratégie ayant pour priorité la mise en oeuvre d'une politique publique tournée vers la satisfaction des sociaux. In fine, il s'agit de s'opposer aux politiques prônées par le FMI et que le gouvernement a reprises à son compte.

Le Cap, mars 2000.

Traduit de l'anglais par Anne-Cécile Robert.

Alternative Information & Development Centre (AIDC)
P O Box 12943, Mowbray 7700, Cape Town, South Afrika
Tél. : (27) (21) 6851565/6 ; Fax : (27) (21) 6851645
E-mail : aidc@iafrica.com ; <http://aidc.org.za>

Brésil

Afrique du Sud



Population : 163.7 millions (dont 80 % urbaine)

Espérance de vie : 66.8 ans (12 % de décès avant 40 ans, 27 % avant 60 ans)

Mortalité enfants - de 5 ans : 44 ‰ Alphabétisation des adultes : 84 %

Femmes avec emploi salarié : 32 % Chômage officiel (1992) : 5.6 %

Nombre de syndiqués (1991) : 15 205 000 (44 % des salariés)

Produit national brut (PNB) : 784 milliards \$

Par habitant : 4 790 \$ Croissance annuelle moyenne 1975-95 : 3.5 %

Produit intérieur brut (PIB) : 820.4 milliards \$

Agriculture : 4 % Industrie : 35 % Services : 57 %

Consom. privée : 63 % Consom. publ. : 18 % Epargne int. brute : 19 %

Exportations : 8 % du PIB **Importations** : 10 % du PIB

Principales export. : produits agric. (34 %), minerais et métaux (10 %),

produits manufacturés (54 %)

Destinations : pays industrialisés (56 %), pays en développement (41 %)

Dette extérieure : 193.7 milliards \$ (24 % du PNB) 1985 : 104 milliards \$ (49 %)

Service de la dette : 35 578 millions \$ (A comparer avec l'aide reçue : 487 millions \$)

Ce service égale 57 % des exportations ou 70 % des budgets publics de l'enseignement et de la santé réunis.

Investissements directs étrangers nets :

En 1997 : 16 330 millions \$ En 1985 : 1 441 millions \$

Rang selon l'Indicateur du développement humain (PNUD) : 79 s/174 pays

Population disposant de moins d'un dollar par jour : 28.7 % (1989-94)

Rapport entre revenus des 20% les plus riches et des 20% les plus pauvres : 32.1

Chiffres 1997, sauf indications contraires. Voir définitions et sources en annexe.

La longue marche contre les plans du FMI

*par Chico Vicente**

L'économie brésilienne est depuis longtemps contrôlée par le Fonds monétaire international (FMI). Pendant toute la durée de la dictature militaire au Brésil (1964-1984), le contrôle était déjà constant, mais il s'exerçait sous une forme plus discrète que dans la période qui a suivi.

Depuis 1983, avec la crise de la dette extérieure brésilienne, et avec les exigences des créanciers internationaux, le FMI est présent dans quasiment toutes les actions et les plans économiques lancés par les gouvernements successifs aux militaires.

La phase des décrets-lois

En 1983, sept décrets-lois sur la politique salariale ont été prononcés. Le décret-loi était un expédient législatif de la dictature. Imposé par l'exécutif, il prenait valeur de loi dès sa publication, si le congrès ne le rejetait pas. A la suite de la promulgation

* Chico Vicente est président de la CUT/RS (Central única dos trabalhadores - Centrale unique des travailleurs / Rio Grande do Sul), directeur du Syndicat des agents du métro, géographe et militant d'ATTAC/Brésil.

Brésil

de la Constitution de 1988, cet expédient fut appelé « mesure provisoire » (MP) et il existe aujourd'hui encore. Il convient cependant de remarquer que pendant cette période, sous l'intense pression populaire et syndicale pour la fin de la dictature, peu de décrets-lois furent efficaces, dans la mesure où les syndicats, fortement mobilisés, réussissaient à dépasser les limites imposées au moment des négociations.

Ce fut en 1983, le 21 juillet, que le mouvement syndical réalisa sa première grève générale après le coup d'état militaire de 1964. Malgré la répression - l'Etat intervint contre plusieurs syndicats, notamment contre celui des agents du métro de Sao Paulo - la grève marqua une étape importante et l'appui de la population fut décisif.

En 1984, la campagne pour les élections directes fut lancée. Il s'agissait de réintroduire l'élection directe du Président et des gouverneurs, qui avait été supprimée par la dictature militaire. Des mobilisations impressionnantes eurent lieu. Réunissant des millions de personnes dans les rues, elles culminèrent dans un grand rassemblement au centre de Sao Paulo avec plus d'un million de personnes. Les élites ne tinrent pas compte du peuple. Elles signèrent un accord et nommèrent le président civil de leur choix au moyen d'un collège électoral. Il prit le pouvoir en mars 1985.

Depuis le second semestre de 1984, une certaine reprise économique s'était produite. Face à la nouvelle conjoncture politique et économique, l'inflation s'accrut et les syndicats s'affirmèrent. Le nouveau gouvernement se mit à combattre les grèves, en les faisant passer pour des « grèves politiques »

dont l'objectif était de le déstabiliser. Il fut soutenu par le monde des affaires et par les Prud'hommes.

1. Le plan Cruzado

Pour combattre la montée de l'inflation, le gouvernement prit, le 28 février 1986, une série de mesures qui transformèrent totalement le cadre économique du pays.

Ces mesures comprenaient : le gel des prix et des taux de change, la fin de la correction monétaire, une réforme monétaire avec le remplacement de l'unité de monnaie (le *cruzado* se substitua au *cruzeiro*), la conversion des salaires en utilisant comme référence la moyenne du pouvoir d'achat du semestre septembre 1985/février 1986 et la création d'une échelle mobile des salaires, au lieu des réajustements semestriels.

Cet ensemble de mesures prit le nom de « Plan Cruzado »¹.

Les négociations salariales furent à l'époque assez difficiles. Dès août 1986, l'inflation reprit. Le 21 novembre, le gouvernement mit en place le « Plan Cruzado II » qui autorisait des augmentations de prix et mettait fin au premier Plan Cruzado. Il convient de noter ici que les élections des gouverneurs, des députés et sénateurs avaient eu lieu le 25 novembre. Tous les gouverneurs élus, à l'exception d'un seul, étaient du parti du gouvernement qui obtint plus de la majorité absolue à la Chambre

¹ Le Plan « Cruzado » doit son nom à la monnaie nationale, le *cruzado*. Il fut mis en place par les décrets-lois 2-283/86 et 2-284/86. A l'époque, José Sarney était Président de la République et Dilson Funaro Ministre des finances.

Brésil

des Députés, au Sénat fédéral et dans la plupart des assemblées législatives des Etats brésiliens. Le Plan Cruzado entra dans l'Histoire comme un appât électoral.

Le 12 décembre, le mouvement syndical, mécontent, décréta une grève générale contre la reprise de l'inflation et reçut une fois encore l'appui de la population.

2. Le Plan Bresser

Avec le retour d'une inflation galopante, le « Plan Bresser »² établit un nouveau gel des prix, mais limité à 90 jours seulement. Après ce délai les prix et les salaires devaient être réajustés selon un nouvel indicateur créé par le Plan. Le nouveau système de réajustement tentait de tromper les salariés en leur faisant oublier l'inflation qui, pour le seul mois de juin 1987, atteignit 26,06 %.

Le mouvement syndical réagit par une nouvelle grève générale le 20 août. Ce fut toutefois une grève confuse, ajournée à deux reprises. L'adhésion fut faible et le mouvement resta sans effet.

Les syndicats entreprirent des actions en justice pour récupérer leurs droits. Cependant, le gouvernement avait décidé par le décret-loi 2-335/87, qui avait instauré le Plan Bresser, que tout recours à la justice était interdit pour obtenir des réajustements de salaires. Cette manière de faire était un héritage de la dictature militaire, toujours présente dans le gouvernement civil nommé « Nouvelle République ». Malgré cette interdiction, plusieurs syndicats parvinrent à arracher ce réajustement lors de

² Du nom de Bresser Pereira, nouveau Ministre des finances.

négociations et d'autres l'obtinrent par des actions aux Prud'hommes.

En 1988, l'inflation reprit et les grèves se multiplièrent. Le 5 octobre, une nouvelle Constitution fut promulguée qui dessinait un cadre de liberté syndicale relatif et contradictoire : quelques avancées concernant la liberté de grève et d'organisation syndicale y figuraient, mais il n'y avait aucun changement quant au système de négociation collective.

3. Le Plan Verão

Le « Plan Verão »³ créa une nouvelle monnaie nationale qui fut obtenue en divisant par 1000 l'unité monétaire antérieure. Il fixa un nouveau gel des prix, et des salaires, suite aux augmentations abusives de la période précédente. En 1988, l'inflation avait atteint presque 1000 %. Un vrai scandale !

A nouveau, le gouvernement voulait faire endosser aux salariés sa propre incompétence, en établissant des réajustements en dessous du taux d'inflation et en tentant de faire en sorte que les salariés, une fois encore, « oublient » les pertes qu'ils subissaient.

La politique des plans économiques du gouvernement Sarney, orientée par le FMI, s'épuisait. Elle était tombée dans le discrédit populaire. L'insatisfaction des syndicats et des travailleurs conduisit à la grande grève générale des 13 et 14 mars 1989 contre la politique économique du gouvernement.

³ Le plan fut mis en place le 15 janvier 1989. Le Président de la République était toujours José Sarney. Le nouveau Ministre des finances était Marcilio Marques Moreira. *Verão* signifie « été » (la saison).

Brésil

Le gouvernement recula et présenta une mesure provisoire qui fixait des réajustements compensatoires de salaire. Ce fut la première victoire arrachée par une grève générale depuis des années au Brésil.

Le gouvernement Sarney vivait une profonde crise qui rapidement se transforma en crise nationale. Les syndicats en sortirent renforcés et, malgré les efforts du Congrès National et de la Justice du Travail pour contenir ce mouvement, ils progressaient. Les grèves se multipliaient. Le gouvernement prit alors une nouvelle mesure provisoire en décrétant une « Loi sur la grève », qui violait la constitution qui venait d'être promulguée. La loi 7783/89 est toujours en vigueur et, dans la pratique, elle interdit la grève à plusieurs catégories professionnelles considérées comme essentielles.

Sous la pression du mouvement syndical, le Congrès National adopta alors un projet de loi sur la politique salariale - ceci après 6 mois, sans aucune législation sur les réajustements salariaux, alors que l'inflation accumulée entre avril 1989 et mars 1990 atteignait 4853,90 %. Un autre point important qui marqua cet époque fut la candidature de Lula [candidat de la gauche, n.d.l.e.] qui se présenta aux élections présidentielles contre Collor de Mello. Mais il perdit au second tour, pour à peine 4 millions de voix sur un total de 90 millions d'électeurs.

L'inflation du mois de mars 1990 fut de 84,32 %. L'économie était aux portes de l'hyper-inflation, les conquêtes de la période antérieure se perdaient et Lula n'avait pas été élu.

Après 16 années de développement et d'ascension rythmées par les hauts et les bas de l'Histoire, les mouvements sociaux et populaires du Brésil, et particulièrement le mouvement syndical, avaient subi une grande défaite. Restait encore à vérifier si cela tenait à une conjoncture électorale ou s'il s'agissait de l'échec d'un projet politico-structurel.

D'une certaine façon, l'élection victorieuse de Collor de Mello permit aux classes dominantes brésiliennes de sortir de la grave crise qu'elles avaient vécue et de panser leurs plaies internes. Elle mit fin à la période historique connue comme « Nouvelle République », qui fit la transition entre la dictature militaire et la démocratie bourgeoise. C'est ainsi que l'on passa d'une période de politiques économiques confuses et hybrides à la mise en place du néolibéralisme.

4. Le Plan Collor

A partir du « Plan Collor »⁴, la participation directe du FMI dans l'élaboration et la mise en oeuvre des plans économiques fut beaucoup plus visible. Tout en continuant de spolier les travailleurs de tout gain salarial, ces plans intégrèrent d'autres éléments de la politique néolibérale, que seul le Plan Cruzado de 1986 avait inclus jusqu'ici.

Le Plan Collor interféra, de manière abusive, dans la négociation collective. Il confisqua de manière criminelle les dépôts des livrets de caisse

⁴ Plan annoncé le 15 mars 1990, jour de la prise de pouvoir du nouveau Président de la République, Fernando Collor de Mello. La nouvelle Ministre des finances, Zélia Cardoso de Mello, accusée de népotisme, dut quitter le gouvernement.

Brésil

d'épargne du peuple et gela les placements pour 18 mois. Il mit fin à la législation salariale en vigueur et lança le débat de la « libre négociation ».

La victoire de Collor de Mello porta un coup très dur aux secteurs populaires et progressistes du peuple brésilien. Le mouvement syndical se sentit mis en échec et recula. La campagne électorale pour Lula avait été forte et émotive. La frustration était à l'échelle des espoirs qui avaient été placés dans sa candidature.

Collor de Mello entreprit de privatiser les entreprises publiques. Par la suite, Itamar Franco, vice-président de Collor de Mello qui assura la présidence à partir de 1992 quand ce dernier fut démis de ses fonctions, et Fernando Henrique Cardoso, élu en 1994 et réélu en 1998, continuèrent ce programme de privatisation.

Au départ, le programme commença par une propagande calomnieuse du gouvernement, à la radio, à la télévision et dans les journaux ; elle insistait sur l'inefficacité des prestations et la mauvaise gestion des entreprises nationales. C'était l'inoculation d'un poison idéologique dans les coeurs et l'esprit du peuple, qui lui n'aspirait qu'à une amélioration des services publics. On promit des merveilles grâce à la privatisation. En fait, le résultat fut la vente du patrimoine public à un prix ridiculement bas. *[Voir encadré plus bas, n.d.l.e.]*

Collor de Mello licencia, ou mit en disponibilité, des dizaines de milliers de fonctionnaires. Il fit ainsi naître au sein de l'appareil public un ennemi puissant qui se mit à le combattre vigoureusement. Entre la peur de la persécution et la lutte contre un

gouvernement fantoche et corrompu, la fonction publique choisit la lutte et entrava, de l'intérieur, le fonctionnement de l'Etat.

Collor de Mello lança également un programme, brutal et criminel, de réduction des taxes à l'importation, sans aucune équité, sans aucun souci des secteurs industriels naissants ou sensibles à la concurrence internationale sauvage, sans aucune mesure de protection des secteurs qui employaient de forts contingents de main d'oeuvre. Ouvrant les frontières économiques du pays, il porta gravement préjudice aux secteurs industriels nationaux.

A nouveau, comme cela s'était produit avec les privatisations, ses successeurs continuèrent la même politique. Le Brésil passa d'une taxe moyenne à l'importation de 54 % en 1990 (de fait très élevée par rapport à la moyenne internationale suite à la politique protectionniste de la dictature militaire) à un taux de 14 % en 1998 (réellement bas, notamment pour un pays en voie de développement). Il s'ensuivit un violent processus de démantèlement dans le secteur industriel brésilien, qui toucha principalement les micro, petites et moyennes entreprises. Celles-ci n'étaient plus concurrentes face aux produits importés, souvent à des prix de *dumping* ou ouvragés dans des conditions de travail qui relèvent de l'esclavage. Et le résultat de cette politique fut une explosion du taux de chômage, qui passa de 10 % en 1990 à environ 20 % en 1998.

Collor de Mello adopta alors une nouvelle tactique. Il se mit d'une part à attaquer les secteurs combatifs du mouvement syndical, en réprimant les grèves et en s'aidant de la législation pour réduire

Brésil

les droits des travailleurs ; il vola les salariés en passant à l'as l'inflation de 84,32 % qui avait sévit en mars 1990 et en instrumentalisant un pouvoir judiciaire corrompu et servile. D'autre part, avec des méthodes particulièrement malhonnêtes, il commença à coopter les secteurs les plus démobilisés et les plus complices du mouvement syndical au sein du gouvernement. Pour illustration on citera la nomination d'Antonio Magri, leader national de la Confédération générale des travailleurs, intégré au ministère du Travail avec l'appui de la toute jeune Force syndicale⁵, puis son renvoi suite à sa condamnation pour corruption.

Très rapidement, le gouvernement Collor démontra qu'il était totalement corrompu, otage des bas-fonds de la nation. Les scandales devinrent quotidiens. Deux gangs de voleurs professionnels étaient à l'oeuvre au sein du gouvernement et ils compromettaient des parlementaires et des hommes d'affaires en blanchissant l'argent sale, en détournant les budgets, en pratiquant le trafic de la drogue et celui d'influences.

Le premier gang fut connu sous le nom de « Esquema PC Farias ». Son chef, trésorier de la campagne électorale de Collor de Mello, fut ensuite assassiné dans des circonstances qui sont restées obscures. Très lié aux grandes entreprises brésiliennes de sous-traitance, il a brassé des milliards sur des comptes fantômes. Le second gang, appelé

⁵ *Força Sindical*, centrale syndicale de droite, alliée de Fernando Henrique Cardoso. Créée en 1991, la majorité de ses cadres sont issus du PFL, *Partido da Frente Liberal*.

« la mafia des nains du budget »⁶, était dirigé par le député de Bahaia Jao Alves, du parti PFL (Parti du front libéral).

Malgré les fortes attaques du gouvernement contre le mouvement syndical, il restait encore des manifestations de résistance. Les mouvements syndicaux avaient accumulé des forces et connu une forte ascension entre la deuxième moitié des années 1970 et la fin des années 1980. L'énergie emmagasinée dans ces mouvements les poussa à agir, malgré les difficultés. Plusieurs catégories sociales se mirent à lutter pour conserver leurs droits et les augmentations de salaire acquises pendant la période antérieure. Les 22 et 23 mai 1991, la CUT⁷ lança un avis de grève générale, mais celui-ci ne fut pas suivi.

Les dirigeants qui composaient la majorité de la direction nationale de la CUT se virent alors obligés

⁶ « Mafia des nains du budget » : groupe constitué de sept députés de petite taille, spécialisés dans le détournement de fonds et le blanchiment de l'argent sale.

⁷ CUT, Central Única dos Trabalhadores (Centrale unique des travailleurs). Fondée le 28 août 1983, la CUT est une organisation syndicale de classe, plurielle et combative. La majorité de ses dirigeants sont militants du PT (Partido dos Trabalhadores) mais plusieurs d'entre eux viennent aussi du PCB (Partido Comunista Brasileiro), du PC do B (Partido Comunista do Brasil), du PPS (Partido Popular Socialista), du PSB (Partido Socialista Brasileiro), du PSTU (Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado), ou de fractions de gauche du PDT (Partido Democrático Trabalhista). Elle a pour principes fondamentaux la pratique d'une politique d'autonomie de classe et l'exercice permanent d'un mode de fonctionnement démocratique alliant des mécanismes de représentation proportionnelle à la référence stratégique commune du socialisme.

Brésil

de tenter de négocier un pacte social avec le gouvernement Collor. Cependant, le discrédit du gouvernement accablé par les affaires, et la création d'une commission pour enquêter sur les groupes maffieux déjà mentionnés, engendrèrent un fort mouvement populaire, soutenu par les étudiants, qui voulait la chute du gouvernement. Les adeptes du pacte social à l'intérieur de la CUT furent mis en échec et, avec un certain retard, la centrale syndicale s'engagea dans la lutte pour la démission du Président Collor. Etant donné que le gouvernement ne répondait plus aux intérêts de la bourgeoisie locale et du FMI, qu'il provoquait une instabilité politique et qu'il avait perdu toute crédibilité, la classe dominante se divisa et les médias se mirent à attaquer le gouvernement. Le Président corrompu fut démis de ses fonctions, suite au vote du Congrès National du 29 septembre 1992. Ce fut alors, comme écrit plus haut, le vice-président, Itamar Franco, qui devint Président.

Le nouveau président poursuivit la même ligne économique que son prédécesseur. En fait, c'était le FMI qui était aux commandes depuis déjà longtemps. Les privatisations non seulement ne cessèrent pas, mais elles s'accéléchèrent. Les attaques aux droits des travailleurs persistèrent, les tarifs externes continuèrent à être rabaisés sans critères et le chômage augmenta. A l'approche des élections présidentielles de 1994, comme précédemment, le gouvernement prépara un nouveau plan pour tromper le peuple et remporter l'élection. Ce fut d'ailleurs sous la présidence d'Itamar Franco que se consolida au Brésil la vision néolibérale de gestion de l'Etat. A

signaler que Fernando Henrique Cardoso fut son Ministre des affaires étrangères, puis son Ministre des finances.

Le « Plan Real » donna cohérence et continuité à l'application des politiques du FMI. Il unifia les élites et les partis conservateurs et plaça le Brésil dans une nouvelle situation politique et économique.

5. Le Plan Real

Le « Plan Real » fut lancé en juillet 1994 et reposa sur trois taux : taux d'intérêt, taux de change et taux des taxes sur les importations. La monnaie nationale reçut le nom de *real*⁸.

Le taux de change fut artificiellement valorisé situant le real au-dessus du dollar. Ceci altéra les résultats de la balance commerciale, jusqu'alors excédentaire. La surévaluation du real par rapport au dollar eut pour conséquence une augmentation des prix des produits brésiliens, à l'intérieur du pays comme à l'étranger. Les secteurs de l'exportation connurent dès lors de graves difficultés, la désindustrialisation et le chômage s'aggravant brutalement dans ces secteurs.

Comme nous l'avons déjà signalé, la politique d'ouverture commerciale se poursuivit sans critère et sans tenir compte du marché intérieur. Les produits importés, quant à eux, devenaient moins chers, ce qui provoqua une entrée massive de produits d'importation et une paralysie généralisée de l'industrie nationale. Le chômage continuait à augmenter.

⁸ Le *real* est l'unité de monnaie actuelle; au pluriel *real* devient *reais*. En janvier 2000, 1 dollar valait environ 2 reais.

Brésil

Pour pouvoir contrôler ses comptes externes, le gouvernement dut travailler avec des taux d'intérêt très élevés, dans la mesure où le déficit accumulé par la balance commerciale pendant la durée du Plan Real dépassa 10 milliards de dollars. Selon le Département intersyndical de statistiques brésilien, en 1998, le taux d'intérêt annuel moyen était de 26,2 % ; il atteint même à certains moments de crise 49 %.

Ces taux d'intérêt élevés servaient à attirer le capital spéculatif externe pour éviter de déstabiliser les réserves techniques du pays. Par ailleurs, leur impact sur la dette interne fut puissant. En 1997, l'Etat paya 45 milliards de reais d'intérêts sur la dette ; en 1998, 72,5 milliards, en 1999, 95 milliards. En guise de comparaison, le budget total pour la santé publique de l'Union fédérale brésilienne était, en 1999, de 19,5 milliards de reais. A cause du volume croissant des intérêts, la dette interne de l'Etat passa de 153 milliards de reais en 1994 à près de 500 milliards en 1999. La dette externe augmenta de 75,5 milliards de dollars, entre 1994 et 1999, pour atteindre une valeur globale de 240 milliards.

Parallèlement à l'application des politiques économiques basées sur ces « trois taux » pervers, le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso utilisa exactement les mêmes recettes néolibérales que celles qui furent implantées par Margaret Thatcher en Angleterre, à partir de 1979. Ceci provoqua une forte pénurie de liquidité sur le marché en même temps qu'un processus accentué de réduction des émissions monétaires et un coup de frein brutal sur les salaires des fonctionnaires, pratiquement

bloqués pendant cinq ans. Cet ensemble de mesures provoqua une forte récession économique. Le gouvernement Cardoso exonéra également le grand capital, libéralisa les flux financiers, privatisa les entreprises publiques et se moqua des droits acquis, augmentant ainsi brutalement le chômage et l'exclusion sociale.

On peut affirmer que durant les douze premiers mois, en maintenant l'impôt hérité de la période d'hyper-inflation pour les classes moyennes et pauvres de la population, le Plan Real a eu un rôle de redistribution. Il accéléra le rythme de l'activité économique et permit d'accroître les revenus, en particulier suite à l'augmentation du salaire minimum, le 1er mai 1995. Cependant cette phase de prospérité fut interrompue par les mesures récessives adoptées, dès le premier semestre 1995, en réaction à la crise mexicaine.

Le Brésil privatisé

On a promis des merveilles grâce à la privatisation et le gouvernement a prétendu avoir servi les intérêts du pays. Selon ce dernier, il aurait encaissé, jusqu'en décembre 1999, 68,7 milliards de reais, tout en réglant les dettes des entreprises, liquidées à hauteur de 16,5 milliards de reais.

Mais, selon Aloysio Biondi, auteur d'un petit livre courageux écrit en 1999*, le gouvernement n'a pas dit la vérité. Les privatisations ont en fait fonctionné comme des mécanismes d'appauvrissement du pays. Suivant ses propres calculs, il aurait fallu prendre en compte :

- 1) des ventes à crédit, pour un total de 14,8 milliards de reais ;
- 2) des dettes d'une valeur approximative de 16,1 milliards de reais, qui auraient dû être prises en charge par les acheteurs, mais qui furent payées par le gouvernement ;

Brésil

- 3) les investissements réalisés par le gouvernement dans ces entreprises publiques, avant de les vendre, pour un montant de 28,5 milliards de reais ; ceux-ci n'entrèrent pas dans le calcul du prix de vente ;
- 4) le fait que, de 1991 à 1997, 45 % du total des sommes obtenues pour la vente des entreprises publiques le furent en « monnaies pourries ». Pour donner une idée de cette perversité, les entreprises dont les noms suivent furent payées à 95 %, ou même davantage, en monnaies fortement dépréciées : la *Compagnie Sidérurgique Nationale*, à 96 % ; *Cosipa*, à 94,6 % ; *Usiminas*, toutes les usines de pétrochimie, le complexe sidérurgique de Tubarao, *Embraer* et la *Banque Méridionale*, à 100 % ;
- 5) 1,7 milliards de reais que le gouvernement laissa dans les caisses d'au moins deux entreprises privatisées ;
- 6) les dizaines de milliers de salariés que le gouvernement licencia avant de mettre en vente ces entreprises et toutes les charges sociales, retraites et indemnités dont il s'acquitta alors ;
- 7) les ressources fiscales perdues, car les acheteurs purent utiliser des passifs anciens pour faire réduire leur impôt ;
- 8) les bénéfices des entreprises publiques vendues, que l'Etat ne recevait plus ;
- 9) le fait enfin que le gouvernement prêta de l'argent à des taux très bas, pour que certains groupes privés puissent acheter les entreprises en question, alors que les taux d'intérêt de la dette du gouvernement lui-même étaient supérieurs.

En conclusion, selon Biondi, « le gouvernement dit avoir encaissé 85,2 milliards de reais avec les privatisations. Mais les comptes 'cachés' montrent qu'il faut retirer 87,6 milliards de reais de ces 'recettes'. Et de plus, ce chiffre est insuffisant. Il faudrait y ajouter des éléments importants mentionnés plus haut, comme les charges pour les licenciements, les pertes fiscales, etc. Et on ne compte pas dans ces calculs les intérêts de l'argent, en monnaie courante, reçus par le gouvernement. Le bilan général montre que le Brésil brada ses entreprises publiques et qu'aucune réduction de la dette interne n'intervint avant la fin de l'année dernière [1998]. » CV.

* *O Brasil Privatizado : Um Balanço do Desmonte de Estado* (Le Brésil privatisé : un bilan du dépeçage de l'Etat), 1999.

Relever le défi

Le mouvement syndical et populaire avait subi une grave défaite politique avec l'élection de Fernando Henrique Cardoso, en 1994. Cependant, en 1995, la grève nationale dans le secteur pétrolier, où l'on réclamait l'application de l'accord professionnel signé par le Président précédent alors que Cardoso était Ministre des finances, dura un mois. Elle s'affirma comme une forte opposition au modèle qui s'installait.

Le gouvernement Cardoso fit appel à l'armée pour réprimer la grève et le Tribunal supérieur du travail saisit tous les sièges des syndicats pétroliers du pays⁹.

Au plan national, le mouvement syndical essaya de se recomposer le 21 juin 1996 en réalisant une nouvelle grève générale. Cette action ne fut malheureusement pas bien suivie.

Mais, en 1997, ce fut au tour des professeurs, fonctionnaires et élèves de 54 universités fédérales de se mettre en grève pendant 98 jours pour revendiquer des réajustements de salaires et la défense de l'enseignement public, gratuit et de qualité. Ce mouvement reçut un grand appui de la population. Cela montrait que le rapport de forces commençait à se modifier. Moralement, ce fut très important, car en 1997 et 1998 le nombre de grèves dans le

⁹ Plus tard, en 1997 après une vigoureuse campagne, le Congrès National amnistia les travailleurs du secteur pétrolier et les libéra de cette mesure usurpatrice et thermidorienne appliquée par un pouvoir judiciaire entièrement soumis aux diktats de l'exécutif fédéral.

Brésil

pays avait subi une notable diminution à cause de la récession et de l'augmentation du chômage.

Il faut noter ici, qu'à partir de 1996, les grèves s'attaquèrent de plus en plus au non respect des droits des travailleurs, exigeant leur application, alors qu'auparavant elles étaient la plupart du temps uniquement liées aux salaires.

Cela s'explique. Au cours de toutes ces années, les pouvoirs exécutif et judiciaire s'étaient livrés à de violentes attaques contre les droits des travailleurs, en « assouplissant » les relations de travail ou, dans quelques cas, en les supprimant carrément.

En décembre 1994, la MP 794 avait écarté les syndicats des négociations salariales, introduit le *salaires variable* et relativisé la rémunération fixe.

En novembre 1996, le gouvernement Cardoso, cédant à une forte pression du patronat, avait ensuite dénoncé la Convention 158 de l'OIT, qui empêche les *renvois non motivés*.

En août 1997, la MP 1539-34 (le chiffre 34 après le numéro de la Mesure provisoire signifie qu'il s'agit de la trente-quatrième réédition non soumise à l'appréciation du congrès national) autorisa le *travail du dimanche* dans le commerce de détail.

En janvier 1998, ce fut le tour du *contrat à durée déterminée*, que le mouvement syndical qualifia de *contrat-poubelle*, semblable au *contrato basura* (même sens) en vigueur en Espagne. Il convient de signaler que la CUT s'y opposa fortement et que cette mesure échoua car les accords signés dans ce sens furent peu nombreux, et quand ils le furent, ce fut le fait de syndicats comme Force syndicale.

En septembre 1998, la MP 1709 établit le *contrat à temps partiel* et la *banque d'heures*. La première mesure échoua, cependant la seconde, la banque d'heures, devint le cheval de bataille du patronat qui commença à exiger ce terme dans les accords collectifs de travail, avant même de s'asseoir à la table de négociation. Ceci fut refusé par les syndicats de travailleurs.

En novembre 1998, la MP 1726 intronisa la pratique des *démissions temporaires*, semblable au *lay off* nord-américain. Cette mesure n'eut guère plus de succès.

En août 1998, le pouvoir judiciaire supprima 28 des 119 attendus normatifs du Tribunal supérieur du travail (les attendus normatifs servent à orienter les jugements dans les conflits de travail portés devant les Conseils de Prud'hommes) et supprima divers droits jusqu'alors acquis aux travailleurs. Par exemple, il mit fin à la rémunération à 100 % des heures supplémentaires et aux indemnités durant 180 jours suite à un accident de travail et supprima du même coup l'attendu concernant les intérimaires ; il annula la clause qui accordait un avis préalable de 60 jours pour ceux qui étaient renvoyés sans juste motif et réduisit la bonification nocturne de 60 à 20 %, etc.

Le mouvement syndical chercha à réagir comme il le pouvait. Vu la difficulté d'organiser des grèves, on travailla à constituer de véritables mouvements sociaux en réunissant divers secteurs d'exclus de la société. A l'inverse d'actions limitées, on mit sur pied des actions unitaires, fortes, massives ; bien planifiées, elles étaient conçues pour durer.

Brésil

Comme première expérience, on organisa , en novembre 1996 à un niveau régional, la Marche sur Porto Alegre. Les années suivantes, celle-ci prit le nom de *Marche des Sans*, car elle réunissait les sans emploi, sans salaire, sans réajustement, sans toit, sans terre, etc. Chaque année la Marche des Sans attire de nouveaux secteurs comme le mouvement de lutte pour le logement, le mouvement communautaire des quartiers pauvres, les délégués du Budget participatif, les pastorales de l'Eglise Catholique, les partis d'opposition au néolibéralisme, le mouvement étudiant, etc., en plus de différentes tendances du mouvement syndical. La marche, qui rassemble à chaque fois à Porto Alegre des dizaines de milliers de personnes, lutte essentiellement contre les politiques néolibérales de Britto¹⁰ et de Cardoso.

¹⁰ Antonio Britto fut gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul, à l'extrême sud du Brésil, à la frontière avec l'Uruguay et l'Argentine. Allié de Cardoso, il privatisa des entreprises publiques, réprima le mouvement syndical et transféra d'énormes sommes d'argent public vers les grands oligopoles et les monopoles privés. En octobre 1998, il perdit les élections face à la liste du Front populaire dirigée par Olívio Dutra et Miguel Rossetto, le premier étant travailleur du secteur bancaire et le second travailleur du secteur pétrochimique, et tous deux ex-dirigeants syndicaux de la CUT.

Le Plan Real sous le choc de la crise financière internationale

Dans un document intitulé *5 ans de Plan Real*, la DIEESE* déclare : « Le tableau se modifie à partir de 1996. D'un côté la désinflation continue mais de l'autre la trajectoire de croissance et de déconcentration du revenu est interrompue. Le chômage évolue de façon dramatique et s'aggrave à chaque saut des taux d'intérêt. La stabilité monétaire n'est pas accompagnée d'une stabilité économique effective, car le niveau d'activité passe par des modifications diverses et brutales. »

Ainsi, selon l'enquête sur l'emploi et le chômage du DIEESE, dans la région métropolitaine de Sao Paulo, le taux de chômage est passé de 14,2 % en 1994 à 18,3 % en 1998. Pour l'année 1998 le taux le plus élevé enregistré était même de 24,2 %, à Salvador [ancien Bahia, n.d.l.e.]. Le temps moyen de recherche de travail, à Sao Paulo, est passé de 22 semaines en 1995 à 36 semaines en 1998. Cette même année à Brasilia le temps était de 52 semaines. Il faut rappeler qu'au Brésil l'assurance-chômage n'est valable que pour celui qui a travaillé pendant plus d'un an consécutif et qu'elle verse, au maximum, 195 reals durant à peine 20 semaines.

Le Plan Real avait déjà été mis à mal par la crise mexicaine, en 1995. En octobre 1997, pour maintenir sa politique de surévaluation de la monnaie ébranlée par les contre-coups de la crise asiatique, le gouvernement décida une nouvelle élévation des taux d'intérêt.

Moins d'un an plus tard, à partir d'août 1998, ce fut au tour de la crise du moratoire russe de frapper l'économie brésilienne. Le gouvernement suivit le même chemin et provoqua à partir de novembre une nouvelle hausse des taux d'intérêt, mais sa politique n'eut cette fois pas d'effets. Elle n'interrompit pas la fuite de capitaux. Par contre, ses conséquences sur le revenu national et le chômage furent drastiques : le PIB chuta pour la première fois depuis le début du Plan, le rendement moyen des actifs commença à baisser et le chômage battit les records des quinze dernières années.

Le gouvernement réalisa alors un accord avec le FMI et les pays développés et obtint une ligne de crédit de 41 milliards de dollars pour empêcher une attaque contre la monnaie nationale. Cependant, cet accord, qui soumet le Brésil au contrôle du FMI, n'empêcha pas le

Brésil

collapsus de la politique de change et, à partir de juin 1999 après une tentative malheureuse pour changer le régime de change, le marché imposa l'adoption du flottement du real. Dans la pratique cela signifia une maxi-déévaluation, qui mit fin à son ancrage de change et, du point de vue de sa rationalité, au Plan Real lui-même.

* DIEESE, Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques. Ce département agit sous mandat des syndicats brésiliens et établit des statistiques sur l'emploi, le coût de la vie, les grèves, etc. et diverses études plus générales intéressant le monde ouvrier.

La Marche des Cent Mille

En 1999, cette marche prit un caractère national avec la *Marche des Cent Mille*, réalisée à Brasilia le 26 août, sur le thème central de « Fora daqui o FHC e o FMI » (Dehors Fernando Henrique Cardoso, dehors le FMI). La marche mobilisa plus de cent mille personnes, interpella fortement le gouvernement fédéral et réunit plus d'un million cinq cent mille signatures demandant l'installation d'une Commission parlementaire d'enquête sur les magouilles qui eurent lieu au moment de la privatisation du réseau public des téléphones¹¹.

Le MST, Mouvement des Sans Terre, a joué durant ces années un rôle important de lutte contre le

¹¹ *TeleBras*. Le président Cardoso, dont des conversations téléphoniques furent enregistrées et rendues publiques, avait alors tenté de favoriser des entreprises qui avaient financé sa campagne électorale et qui cherchaient à gagner le marché. Cardoso, une semaine plus tard, révéla un plan pour créer 8 millions d'emplois, sans dire d'où viendrait le financement. Ces chiffres fallacieux provoquèrent une certaine crise dans le gouvernement et la chute d'un ministre très lié au Président.

gouvernement Cardoso, en occupant des terres improductives, en donnant le ton dans le débat sur le non paiement de la dette extérieure et en appuyant les luttes qui cherchent à résister et à combattre le néolibéralisme.

La fraction progressiste de l'Eglise catholique réalisa également, le 7 septembre 1999, jour de la Fête Nationale, la quatrième édition du *Cri des exclus*. La CNBB (Confédération Nationale des Evêques du Brésil) fit alors une proposition importante qui devait provoquer de nombreux débats et polémiques durant le mois suivant. Elle proposa l'organisation d'un plébiscite pour savoir si le peuple brésilien pensait que la dette extérieure devait être payée ou non.

En octobre deux nouvelles marches arrivèrent à Brasilia : celle des travailleurs de l'éducation, pour la défense de l'éducation publique, et une autre du MST, pour la défense de la réforme agraire.

Le 12 octobre, ce fut ensuite au tour du *Cri des exclus latino-américains*, avec des mobilisations et des manifestations dans tous les pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Au Brésil, les manifestations eurent lieu à Brasilia et à Foz de Iguacu, à la frontière avec le Paraguay, à l'occasion d'une manifestation internationale qui reçut la participation de travailleurs brésiliens, paraguayens et argentins.

Le 10 novembre, la CUT appela à une Journée nationale de paralysie et de protestation. D'importantes manifestations se déroulèrent, notamment dans le Rio Grande do Sul. Dans cet Etat, des « paralysies » et des protestations se produisirent dans plus de trente et une villes, suivant un

Brésil

mouvement décentralisé. Il y eut des occupations de postes de péage, la grève dans les transports, spécialement dans le métro, l'occupation des locaux de la sécurité sociale et bien d'autres des actes de protestation publique réunissant des dizaines de milliers de personnes. Malheureusement, il n'y eut pas un engagement total de la CUT au niveau national. L'impact politique et social de ces manifestations ne se fit réellement sentir que dans le sud.

Le 30 novembre enfin, à Seattle, au moment de l'installation du « Vol du millénaire », on compta plusieurs importantes manifestations. L'agenda de l'OMC fut mis à mal et le « Vol du Millénaire » ne fut pas installé.

En 2000, des élections municipales auront lieu pour élire les maires et les conseillers municipaux de presque six mille localités du Brésil. Tout indique que ces élections prendront un caractère de plébiscite pour le gouvernement Cardoso.

En termes de mobilisation, outre les luttes du MST et des Autres 500¹², il y aura sans doute en avril et en mai de fortes grèves pour la récupération des salaires et des droits usurpés durant les dernières années. En juillet se tiendra, dans le Rio Grande do Sul, la cinquième Marche des Sans qui aura comme thèmes centraux le combat contre la fraude

¹² *Aqui Sao Outros 500*, ici ce sont d'autres 500 ans ; mouvement populaire au Brésil, qui s'oppose aux célébrations officielles pour les 500 ans de la « découverte » du Brésil par les Portugais. Le mouvement conteste les données historiques et la manipulation à laquelle les médias, le gouvernement fédéral et la bourgeoisie se livrent sur ce thème et il cherche à sauvegarder la mémoire de la lutte des Indiens et des noirs.

fiscale, la corruption et les dettes, intérieure et extérieure. Et du 2 au 7 septembre, nous réaliserons un plébiscite national pour que le peuple brésilien dise s'il veut ou non payer la dette extérieure.

Tout indique que la crise s'approfondira et prendra l'aspect d'une crise nationale. Si cette crise coïncide avec une certaine instabilité de la situation politique et économique internationale, un accroissement, déjà observable, des divisions au sein des classes dominantes brésiliennes et la consolidation d'une opposition active et combative, dominée par les secteurs radicaux de la gauche, le rapport de forces pourrait évoluer rapidement et provoquer des changements très profonds dans la situation politique nationale.

Selon des enquêtes récentes, 59 % de la population désapprouvent le Président. L'indice de rejet est le même que celui de Collor au moment où le pouvoir lui fut retiré.

Les mouvements retrouveront la confiance dans la lutte, mobiliseront à nouveau les masses et, comme tout semble l'indiquer, le gouvernement Cardoso, otage du néolibéralisme, n'aura pas la possibilité de changer les orientations du gouvernement.

Rappelons ici qu'en 1999, le transfert de bénéfices à l'étranger, à la suite des privatisations, a dépassé 7 milliards de dollars. Quand se produisirent, dans les années 1960 et 1970, de fortes mobilisations dans les campagnes, on ouvrit des frontières agricoles dans le centre-ouest du pays et la crise fut contournée. De l'après-guerre aux années 1980, une création constante d'emplois dans l'industrie

Brésil

fut rendue possible grâce à une forte présence de l'Etat dans l'économie. Dans les années 1970 et 1980, le niveau de l'emploi s'éleva grâce à une augmentation sensible des postes dans le secteur public. Maintenant, à ce qu'il semble, ces trois importantes sources d'absorption de main d'œuvre se sont taries. La première parce que, tout simplement, il n'y a plus de frontières agricoles au Brésil. La seconde, parce que la restructuration productive et l'introduction de nouvelles technologies, méthodes et procédés dans le travail ont provoqué un fort déclin du niveau d'emploi dans l'industrie et la troisième parce que le néolibéralisme a privatisé l'Etat et que celui-ci est aujourd'hui un employeur incapable de dynamiser l'économie.

Quand le libéralisme, à la fin du siècle passé, a étendu son hégémonie à la politique et à l'économie, il a conduit l'Humanité à un degré de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale si violent qu'il provoqua la première Guerre Mondiale, en 1914, la faillite de l'économie mondiale, en 1929 et, par conséquent, la seconde Guerre Mondiale, en 1939. Ce furent des dizaines de millions de travailleurs qui perdirent la vie dans ces tragédies.

La recherche et la réalisation de la pleine liberté des investissements, du commerce et de la circulation des capitaux profitent aux grands monopoles et oligopoles privés, au détriment des peuples, et provoquent en outre de fortes instabilités dont ne tirent avantage que ceux qui sont les mieux placés dans le monde de la globalisation néolibérale.

Il y a quelques décennies, les Verts disaient qu'il était nécessaire de penser globalement et d'agir localement. Aujourd'hui, à cause des progrès des

moyens de communication, les décisions des centres de pouvoir impérialistes combinent différentes échelles, contractent le temps et l'espace historiques et réalisent leurs intérêts mesquins, instantanément, au plan mondial. Pour cela, il devient stratégique de penser et d'agir, localement et globalement, puisque les sphères de décision, qui déterminent nos vies et notre quotidien, délibèrent et agissent dans le monde entier et en temps réel.

L'élaboration de nos positions politiques et nos actions révolutionnaires doit tenir compte de ces conditions nouvelles, dans un esprit de solidarité, d'unité et de démocratie. Vu la crise du mouvement syndical international, marquée par la paralysie de quelques-uns et le caractère de « planqués » des autres, la réunion internationale qu'ATTAC organisa à Paris, en juin 1999, s'impose comme un espoir. En définissant comme centre de sa lutte politique le combat contre le « Vol du Millénaire », la résistance aux plans d'ajustement du FMI, l'annulation de la dette extérieure des pays pauvres, l'établissement de la taxe Tobin, un monde libre du danger des transgéniques et l'appui aux femmes, aux noirs, aux Indiens et autres groupes sociaux opprimés, cette réunion devient une porte ouverte pour que nous construisions ce chemin.

Continuer à résister et à combattre le néolibéralisme, et à élaborer des alternatives de gestion démocratique et populaire de l'Etat, pendant que l'on accumule des forces pour avancer vers un socialisme, radicalement démocratique, profondément solidaire et tourné vers la défense la plus intransigeante de l'Humanité et de la Nature, voilà quel est notre objectif stratégique.

Brésil

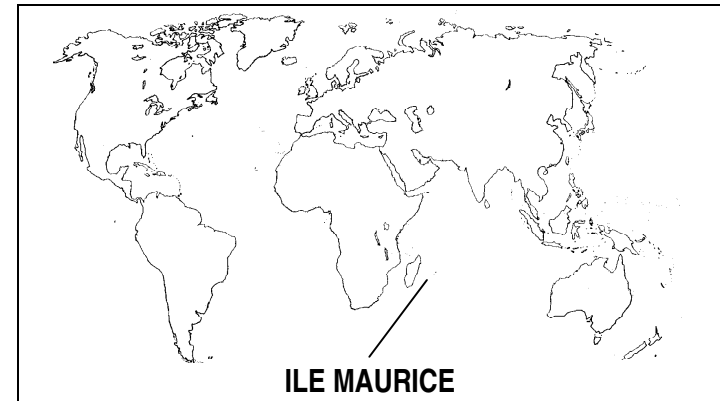
L'Humanité demande une mobilisation. Les structures corrompues et bureaucratisées du vieux syndicalisme n'offrent pas les conditions historiques pour mener à bien cet affrontement de façon satisfaisante. Les centrales syndicales, celles demeurent en cohésion avec la classe qu'elles représentent, et les secteurs critiques de gauche doivent s'organiser pour réaliser à moyen terme, au maximum deux ans, une forte mobilisation internationale, l'éclosion de « milliers de Seattle », en criant à l'unisson leur indignation contre le capitalisme et sa face néolibérale. L'objectif est de réaliser des marches, des manifestations, des protestations et des occupations, au même moment, dans tous les lieux possibles et avec le même objectif : résister et combattre l'exploitation néolibérale capitaliste et construire une ambiance internationaliste pour produire un nouveau projet politique qui refuse, dépasse et transforme, pour la rendre bien meilleure, la réalité des exploités et des opprimés de la planète.

Rio Grande do Sul, mars 2000.

Traduit du portugais par Françoise Cochaud et René Gouédic.
Certains intertitres sont de l'édition.

CUT/RS, Rua Dr. Vicente de Paula Dutra 215, CEP 90110-200,
B. Praia de Belas - POA - RS, Brasil
Tél. : (55) (51) 2242484 ; Fax : (55) (51) 2242125

Ile Maurice



Population : 1.1 million (dont 41 % urbaine)
 Espérance de vie : 71.4 ans (4.9 % de décès avant 40 ans, 19 % avant 60 ans)
 Mortalité enfants - de 5 ans : 23 ‰ Alphabétisation des adultes : 83 %
 Femmes avec emploi salarié : 27 %
 Nombre de syndiqués (1995) : 106 000 (29 % des salariés)

Produit national brut (PNB) : 4.4 milliards \$
 Par habitant : 3 870 \$ Croissance annuelle moyenne 1975-95 : 5.4 %
 Produit intérieur brut (PIB) : 4.4 milliards \$
 Agriculture : 9 % Industrie : 33 % Services : 58 %
 Consom. privée : 64 % Consom. publ. : 12 % Epargne int. brute : 24 %

Exportations : 62 % du PIB **Importations** : 65 % du PIB
 Principales export. : produits alimentaires (sucre) (31 %), articles manufacturés (67 %, dont textile 59 %)
 Destinations : pays industrialisés (94 %), pays en développement (5 %)

Dette extérieure : 2.5 milliards \$ (57 % du PNB) 1985 : 0.6 milliards \$ (61 %)
 Service de la dette : 297 millions \$ (A comparer avec l'aide reçue : 42 millions \$)
 Ce service égale 11 % des exportations ou 3.5 fois le budget public de la santé.

Investissements directs étrangers nets :
 En 1997 : 38 millions \$ En 1985 : 8 millions \$

Rang selon l'indicateur du développement humain (PNUD) : 59 s/174 pays
 Population en dessous du « seuil de pauvreté national » : 11 % (1989-94)

Chiffres 1997, sauf indications contraires. Voir définitions et sources en annexe.

Les femmes à la pointe du combat

*par Rajni Lallah**

L'Ile Maurice est érigée en modèle de réussite des Programmes d'ajustement structurel (PAS) par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). En vérité, la relative prospérité économique de l'île est surtout due à l'existence de quotas et de prix garantis pour le sucre, établis dans le cadre de la Convention de Lomé, menacée aujourd'hui de disparition.

Cette prospérité est aussi le résultat de la résistance des travailleurs mauriciens aux politiques du FMI et de la BM. Bien que l'Ile Maurice soit le premier pays africain où le FMI et la BM ont tenté d'imposer les PAS, l'assurance maladie (des centres locaux communautaires aux hôpitaux modernes d'Etat), ainsi que l'éducation primaire et secondaire sont restées gratuites et universelles. Elles demeurent un droit pour tout citoyen et en main de la puissance publique.

La résistance aux injonctions du FMI et de la BM a suivi trois temps.

* Rajni Lallah est présidente du Muvman Liberasyon Fam (Mouvement pour la libération des femmes) et membre de la Conférence de tous les travailleurs. Texte écrit au nom de Lalit.

Maurice

I. La résistance dans les années 1970 et 1980

Dans les années 1970, le gouvernement travailliste de la période post-coloniale a pour la première fois tenté d'imposer des PAS. Les syndicats, les associations de femmes, les étudiants et les chômeurs se sont immédiatement élevés contre ces politiques. Avant même que les PAS ne soient annoncés, les travailleurs ont commencé à se mobiliser pour la nationalisation de secteurs clés de l'économie.

Cette action faisait partie, à leurs yeux, de la lutte pour la démocratie. La résistance s'est alors transformée en une véritable contre-attaque : une vague de grèves a affecté plusieurs secteurs de l'économie tandis que les associations de femmes, d'étudiants, et les chômeurs commençaient à tisser des liens avec les syndicats.

Une grève massive déclenchée en 1979 par les ouvriers de l'industrie sucrière eut un énorme retentissement, cette industrie étant l'épine dorsale de l'économie mauricienne. Des comités de grèves locaux écloront à travers tout le pays. Ce mouvement, animé par l'idéal démocratique, trouva rapidement un relais dans le monde politique : les travailleurs et les laissés pour compte de la société s'organisèrent en un mouvement appelé Lalit de Klas (La lutte des classes) et se constituèrent comme un courant au sein du parti anticapitaliste Mouvement militant mauricien (MMM).

Face à la résistance populaire, le gouvernement dut renoncer à imposer les PAS.

Dans la foulée, les travailleurs réussirent à empêcher la fermeture d'usines de l'industrie sucrière, à maintenir l'éducation et la santé dans le secteur public, à préserver des prix bas pour l'électricité,

l'eau et les aliments de première nécessité grâce au maintien des subventions publiques. Ils parvinrent également à conserver le système de taxation des entreprises et des hauts revenus. Toutefois, le gouvernement riposta en imposant deux dévaluations de la roupie mauricienne.

Lors des élections générales de 1982, le pouvoir travailliste fut balayé et le MMM remporta tous les sièges au parlement. Cependant, le MMM changea de cap et se lança dans une politique de « nouveau consensus social ». Il s'agissait en fait d'une politique de collaboration avec le capital. Lalit de Klas s'insurgea contre cette trahison et quitta le MMM pour former un nouveau parti, le Lalit.

II. La résistance électorale

Dans les années 1980, les travailleurs apprirent ce que signifiait exactement le « nouveau consensus social ». Le MMM menait une politique néolibérale en tout point semblable à celle du précédent gouvernement, déclarant qu'il n'existait aucune autre politique économique possible. La résistance populaire et les divisions internes aboutirent à l'éclatement du MMM au bout de 9 mois.

Dans la décennie qui suivit, la trahison du MMM affaiblit considérablement le mouvement social. L'expression de la résistance se fit de manière plus passive, au travers des élections. Les salariés rejetaient tous les gouvernements voulant mettre en oeuvre les politiques néolibérales du FMI et de la BM.

En 1982, une série d'élections se tinrent qui virent le MMM naviguer à vue. Le Mouvement commença par éclater et s'allier au Parti travailliste. Puis, il revint au pouvoir et tenta à nouveau

Maurice

d'imposer des politiques pro-capitalistes. Enfin, il éclata à nouveau devant la résistance populaire. Ainsi, les subventions pour le riz et la farine, supprimées en 1992, furent réinstaurées après avoir été le point central du débat aux élections locales.

Bien que les gouvernements néolibéraux fussent régulièrement chassés du pouvoir par les électeurs, leurs membres reformaient à nouveaux des alliances autour de fragments du MMM et du Parti travailliste. Aucune alternative politique ne pouvait ainsi se construire et les travailleurs se limitaient à la défense des acquis sociaux des années 1970.

Les années 1980 virent triompher un capitalisme euphorique : en même temps que le mur de Berlin, il voyait enfin tomber toutes les barrières à son expansion universelle. Comme partout dans le monde, les travailleurs mauriciens se trouvèrent sur la défensive. Le gouvernement et ses idéologues néolibéraux s'employèrent à bâtir l'illusion d'un miracle économique qui éradiquerait la pauvreté et instaurerait le plein emploi. En réalité, la sécurité de l'emploi disparaissait, laissant la place à l'emploi précaire (saisonnier, à temps partiel ou de durée déterminée). La semaine de travail était de 55 heures et les entreprises du secteur privé, en expansion rapide, distribuaient des salaires en dessous du seuil de pauvreté. En outre, les revenus étaient érodés par la hausse des prix dans un contexte de dévaluation de la monnaie et de libéralisation des prix.

III. La résistance des travailleurs unis

A partir de 1992, le mythe du « miracle économique » s'effondra. Le logement social était en crise, la spéculation foncière avait fait s'envoler les prix et le

logement privé était devenu tellement cher que les gens n'avaient pas d'autres choix que d'occuper les terres appartenant à l'Etat. Le gouvernement décréta l'illégalité de ces occupations. Les contrevenants étaient passibles d'une peine d'emprisonnement de 5 ans et se voyaient délogés par les brigades de gendarmes accompagnés de chiens. Leurs maisons étaient ensuite détruites.

Les sans-abri, en particulier les femmes, et les militants de Lalit créèrent alors un Mouvement pour le droit au logement et appelèrent à des manifestations. L'autorité centrale du logement social avait été purement et simplement fermée et le millier de salariés qui travaillaient pour elle, de même que 800 employés de la construction publique, avaient été licenciés.

Une alliance décisive se forma alors entre les travailleurs licenciés, leurs syndicats et le Mouvement pour le droit au logement.

Le 1er mai, Lalit prit par ailleurs l'initiative d'organiser une conférence avec les responsables les plus progressistes du mouvement social. Ce rassemblement souligna la nécessité d'élaborer une plate-forme anticapitaliste.

Ces deux événements cruciaux conduisirent, en 1996, à la réunion de la « Conférence de tous les travailleurs », qui rassembla la quasi totalité des fédérations syndicales, des mouvements de femmes et d'étudiants, des associations de consommateurs et de groupes pour la protection de l'environnement.

Cette Conférence coordonnait un ensemble de réunions locales réunissant entre 1000 et 1500 délégués, hommes et femmes, afin de discuter de la mondialisation, des privatisations, des transports

Maurice

publics, de la protection sociale et de l'Etat providence, des budgets nationaux, etc. Il s'agissait de comprendre comment les mutations économiques se répercutaient sur la population, d'élaborer des politiques alternatives, de tisser des alliances entre les travailleurs, les chômeurs, les sans-abri, les femmes, les étudiants et d'organiser une action unitaire à partir de demandes communes.

Ces conférences débouchèrent sur des manifestations de masse contre les réductions budgétaires et les privatisations. Elles permirent aussi de mener des campagnes unitaires dans les télécommunications et les transports publics.

Par la suite, des « Conférences de tous travailleurs » se réunirent régulièrement sur des questions particulières : privatisations, retraites, fiscalité, transport et industrie sucrière. Elles élaborèrent des « livres blancs », démocratiquement débattus et adoptés, qui proposaient des politiques alternatives.

Les organisations féminines, tel le Muvman Libération Fam (Mouvement pour la libération des femmes, MLF), ont profité des conférences pour établir des alliances stratégiques avec les groupements de femmes actives et d'étudiantes. De plus, faisant partie du réseau panafricain « Femmes pour la loi et le développement en Afrique » qui a voix consultative à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et au sein des instances des Nations unies, le MLF a lancé dans ces instances une campagne pour les droits économiques et sociaux.

Les actions entreprises à partir des Conférences de tous les travailleurs ont mis un frein à la libéralisation de l'économie et à la transformation de l'île en « Mauritius incorporated ». Ce concept, inventé

FMI :les peuples entrent en résistance

par le Ministre des finances, vise à justifier la généralisation des privatisations et l'établissement de seuils de revenus limitant aux personnes les plus pauvres l'accès à la santé, l'éducation, les allocations sociales. Il comprend également l'introduction d'une législation du travail tellement restrictive qu'elle rendrait pratiquement toute grève illégale.

Le gouvernement tente de briser le mouvement

Face au dynamisme du mouvement social, le gouvernement entreprit d'inféoder les syndicats en créant un « Fonds de garantie syndical » et en nommant à son Conseil d'administration des responsables syndicaux, sans toutefois leur donner les moyens de le contrôler. Puis, au vu de l'échec de cette tactique, il se lança dans la répression en licenciant les membres dirigeants des organisations de salariés du secteur de la santé.

Ces derniers avaient contesté la privatisation de ce secteur au cours d'une de leurs assemblées générales. Tous les responsables des Conférences de tous les travailleurs furent menacés de poursuites judiciaires pour de prétendues manifestations illégales. De plus, dans le secteur privé, notamment hôtelier, les salariés qui avaient manifesté contre leur employeur, même en dehors de leurs heures de travail, furent congédiés. En outre, le gouvernement signifia sans détour aux syndicats que la politique de l'Etat n'était pas de leur ressort et qu'ils devaient limiter leur action à la défense des conditions de travail de leurs propres membres.

Une question importante fut alors soulevée au sein du mouvement social : quel est le rôle exact des syndicats ou des associations ? Consiste-t-il

Maurice

simplement à protéger leurs membres, comme le gouvernement et les industriels les y incitent ? Ou bien le rôle des syndicats est-il de défendre globalement les intérêts des salariés ? Les intérêts des travailleurs syndiqués peuvent-ils vraiment être défendus sans que soit pris en compte l'impact des politiques gouvernementales sur leur vie quotidienne ?

Le gouvernement et les entreprises privées n'acceptaient pas que le mouvement social s'empare des questions de politiques publiques et propose des solutions alternatives. Ils s'arrangèrent pour mettre sur pied une fédération syndicale fantôme qui entreprit immédiatement de courtiser les groupements membres de la Conférence de tous les travailleurs. Quelques syndicats se laissèrent séduire par la perspective d'échapper à la répression gouvernementale et d'obtenir quelques avantages.

Les structures de la Conférence s'avèrent alors insuffisamment développées et décentralisées pour faire face à cette contre-attaque gouvernementale, notamment lorsqu'elle s'en prit aux échelons locaux des associations de travailleurs.

Une des difficultés tenait au fait que tous les acquis des mobilisations - plans de privatisations interrompus, non démantèlement des grilles de salaires, abandons avant vote de lois répressives en discussion - , étaient le résultat d'actions défensives. Le mouvement n'avait eu ni le temps ni l'espace politique nécessaire pour passer à une phase offensive.

Une nouvelle période s'est ouverte

En février 1999, les jeunes se révoltèrent et envahirent les rues. Les émeutes avaient été provo-

quées par la mort, entre les mains de la police, d'un chanteur mauricien célèbre, Kaya. L'artiste avait demandé, au cours d'un concert public, la dépénalisation de la *ganja* [marijuana, n.d.l.e.], dont la consommation lui avait valu d'être arrêté.

Ces dix dernières années, la question de la drogue a suscité des débats passionnés dans l'île Maurice. Lait mise à part, les partis traditionnels militent pour une politique répressive dans ce domaine. Par conséquent, la police s'est vue attribuer plus de pouvoir d'arrestation et de détention, pouvoirs dont elle abuse. La dépénalisation de la *ganja* est une revendication populaire, en particulier chez les jeunes, parce que la police l'utilise comme prétexte pour les emprisonner.

Les émeutes prirent de l'ampleur quand les jeunes commencèrent à ériger des barricades tous les 30 mètres pour stopper les bus et les camions, notamment les voitures de luxe dont les excès de vitesse sont un danger pour les habitants des quartiers populaires. 13 commissariats de police furent mis à sac et les personnes qui avaient été emprisonnées pour consommation de drogues, faute d'avoir pu s'offrir les services d'un avocat, furent relâchées. Les jeunes jetèrent des cailloux contre les façades des hôtels de luxe, contre les banques et d'autres symboles d'opulence. Ils se livrèrent aussi au pillage des magasins. C'était une révolte contre les inégalités sociales et la répression gouvernementale. La police eut recours aux bombes lacrymogènes et se mit ainsi à dos la population. Des quartiers entiers rejoignirent la révolte des jeunes et la police dut battre en retraite.

Maurice

Les groupes « communalistes » (un mélange de racisme et de fondamentalisme) tentèrent de récupérer les émeutes. Les commerçants, qui craignaient pour leur boutique, certains membres de la force publique et les organisations communalistes organisèrent leur « autodéfense » dans quelques zones rurales et urbaines et aidèrent la police à reprendre le contrôle de la situation.

Face au spectre de conflits intercommunautaires, la population, consciente du danger, prit peur et recula. La police avait dès lors le champ libre pour achever le travail. Tout ceci entacha malheureusement l'image du mouvement des jeunes.

En avril 1999, de nouvelles émeutes secouèrent l'île mauricienne de Rodrigues, suite au décès d'une femme renversée par un car de police entré en trombe dans son jardin. Cet événement coïncida avec des manifestations de chômeurs et de syndicats en faveur de la création d'emplois protégés pour les jeunes, une revendication à l'opposé de la politique gouvernementale.

Une nouvelle période s'ouvre. Le défi pour les militants progressistes, et ceux qui se battent contre le capitalisme libéral, est de construire un mouvement qui répondent aux aspirations de la jeunesse, des chômeurs, des précaires, des femmes et des salariés. Nous savons désormais que résister, mener des actions défensives, ne suffit pas. Nous devons passer à l'offensive.

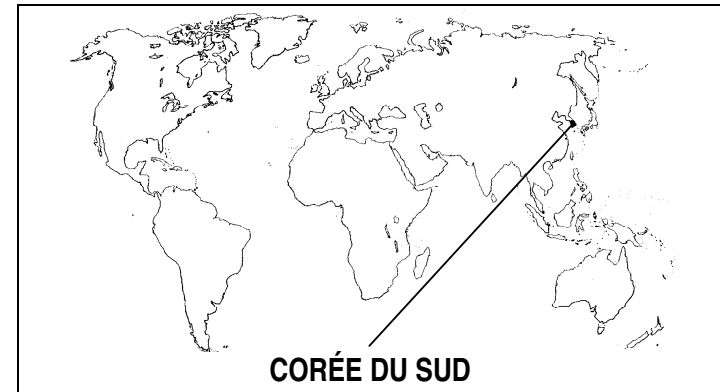
Port-Louis, septembre 1999.

Traduit de l'anglais par Anne-Cécile Robert.

Muvman Liberasyon Fam, 153b, Main Road, GRNW, Port-Louis, Mauritius

Fax : (230) 2082132 ; E-mail : mlf@bow.intnet.mu

Corée du Sud



Population : 45.7 millions (dont 84 % urbaine)
 Espérance de vie : 72.4 ans (4.7 % de décès avant 40 ans, 17 % avant 60 ans)
 Mortalité enfants - de 5 ans : 6 ‰ Alphabétisation des adultes : 97 %
 Femmes avec emploi salarié : 41 % Chômage officiel (1992) : 2.6 *
 Nombre de syndiqués (1995) : 1 615 000 (13 % des salariés)

Produit national brut (PNB) : 485.2 milliards \$
 Par habitant : 10 550 \$ Croissance annuelle moyenne 1975-95 : 8.3 % *
 Produit intérieur brut (PIB) : 442.5 milliards \$
 Agriculture : 6 % Industrie : 43 % Services : 51 %
 Consom. privée : 55 % Consom. publ. : 11 % Epargne int. brute : 34 %

Exportations : 38 % du PIB **Importations** : 39 % du PIB
 Principales export. : produits chimiques (7 %), articles manufacturés (33 %),
 machines et matériel de transport (52 %)
 Destinations : pays industrialisés (46 %), pays en développement (50 %)

Dette extérieure : 143.4 milliards \$ (33 % du PNB) 1985 : 54.6 milliards \$ (60 %)
 Service de la dette : 12 651 millions \$ (A comparer avec l'aide reçue : -160 millions \$**)
 Ce service égale 7.5 % des exportations (chiffres 1996) ou 48 % des budgets publics
 de l'enseignement et de la santé réunis.

Investissements directs étrangers nets :
 En 1997 : 2 341 millions \$ * En 1985 : 234 millions \$

Rang selon l'Indicateur du développement humain (PNUD) : 30 s/174 pays

* Avant la crise !

** La Corée du Sud étant membre de l'OCDE, il s'agit d'aide versée.

Chiffres 1997, sauf indications contraires. Voir définitions et sources en annexe

Les syndicats face à la mondialisation financière

*par Ha-Soon Park**

Le gouvernement de Kim Dae Jung a pris ses fonctions alors que la crise économique ne faisait que commencer.

Cette crise était le résultat de facteurs à la fois internes et externes.

Depuis les années 1970, le capitalisme coréen était entré dans une logique d'accumulation qui l'avait rendu de plus en plus dépendant de l'économie mondiale. De surcroît, il s'intégra dans la mondialisation financière du capitalisme en plein contexte de récession. L'admission, en 1996, de la Corée à l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE), apparût alors comme un symbole de cette intégration.

Le capitalisme financier international s'est ainsi vu ouvrir largement les portes de l'économie coréenne, tandis que les conglomérats nationaux avaient la possibilité d'emprunter librement des sommes importantes sur les marchés mondiaux. Ce système participa à la surproduction internationale

* Ha Soon-Park est chercheur attaché à la direction du KCTU (Korean Confederation of Trade Unions - Confédération coréenne des syndicats).

Corée du Sud

de l'époque et provoqua de multiples faillites, un déficit accru de la balance des paiements et une augmentation de la dette extérieure. Quand les financiers internationaux prirent conscience de la fragilité de l'économie coréenne, ils quittèrent le pays. La crise éclata sous la forme d'une crise monétaire.

Le FMI prescrivit alors une hausse des taux d'intérêts et une politique d'austérité dans le but de réduire le déficit public et d'attirer les capitaux étrangers. Il imposa une libéralisation totale des marchés financiers ainsi que des programmes d'ajustement structurel (PAS). Ces PAS impliquèrent la fermeture des banques jugées non viables, la liberté des fusions et acquisitions, la privatisation des entreprises d'Etat, la « rationalisation » du secteur public et une réforme du système des *chaebols* (conglomérats).

Le gouvernement de M. Kim Dae Jung, qui venait juste d'être constitué, accepta les prescriptions du FMI non seulement sans résister, mais avec enthousiasme.

Le FMI accentue la concentration du capital

Les remèdes du FMI eurent pour premier résultat d'accentuer la domination du capitalisme financier international sur l'économie coréenne tout en élargissant l'emprise et la concentration des cinq conglomérats les plus importants.

Grâce à l'intervention du FMI, les capitaux étrangers purent se sortir sans dommage de la mauvaise posture dans laquelle leurs investissements hasardeux les avaient placés. Ils obtinrent non seulement

des garanties de remboursement, mais une augmentation des taux d'intérêts, dans le cadre du rééchelonnement de la dette.

On assista à un exemple typique de ce que, semble-t-il, il est convenu d'appeler le « hasard moral » : le remboursement de la dette fut réalisé grâce aux prêts du FMI et aux surplus gigantesques de la balance des paiements ; la politique d'austérité et la hausse des taux d'intérêt, imposées par le FMI, attirèrent un nouvel afflux de capitaux étrangers ; et les surplus de la balance des paiements, quant à eux, furent arrachés au moyen de coupes claires dans les dépenses publiques (investissement et consommation), entraînant banqueroutes et montée du chômage.

Non seulement les conglomérats ne furent pas dissous mais, au contraire, ils se développèrent. Ainsi, les cinq plus importants d'entre eux grossirent : fin 1998, leur valeur avait augmenté de 37,8 trillions de won (env. 30 milliards de dollars), soit de 13,8 % par rapport à l'année précédente. Ils représentaient désormais 65,8 % de la valeur totale des 30 premiers groupes coréens, soit 3,1 % de plus.

Cette expansion des *chaebols* se traduisit par une diversification de leurs activités : *Hyundai*, par exemple, prit des participations dans les assurances, la finance, les grands magasins, en plus de l'automobile et des semi-conducteurs, tout en se préparant à investir dans l'armée et le nucléaire en voie de privatisation. Dans le même temps, avec le soutien du gouvernement, le groupe *LG* acheva pratiquement sa mainmise brutale sur *Dacom*, le second serveur téléphonique du pays et se prépara

Corée du Sud

à faire de même avec la *Korean Gas Corporation*, le fournisseur national de gaz urbain.

Le renforcement des *chaebols* accentua aussi la concentration du capital entre les mains de quelques familles : la famille possédant le groupe *Daewoo*, par exemple, vit sa participation augmenter de 4,62 %, pour atteindre 28,2 % du capital. Il en va de même pour les familles des propriétaires des groupes *SK*, *Hyundai* et *LG*, qui toutes ont vu leurs paquets d'actions augmenter, de même que celle possédant *Samsung*, quoique de façon plus « modeste ».

Ce processus de restructuration a été financé par une injection sans précédent de fonds publics. Le gouvernement a notamment émis des bons du trésor pour quelque 64 trillions de won (50 milliards de dollars) afin de financer la réforme du secteur bancaire (garanties offertes sur l'épargne, prêts à taux zéro, capitalisation, etc.). Non satisfaite, la Banque mondiale a demandé au gouvernement d'investir encore plus de fonds, faisant pression pour qu'il émette 50 nouveaux trillions de bonds. Toutes ces dépenses seront inévitablement couvertes par une augmentation des impôts payés par le contribuable.

Une thérapie de choc aux conséquences dramatiques

Ce processus de restructuration a conduit parallèlement à une grave détérioration du marché du travail. Le gouvernement estimait à 1,7 million le nombre de chômeurs en 1998 (7 à 8 % de la population active), contre seulement 500 000 avant la crise. Il a annoncé, au printemps 1999, que le

nombre de chômeurs était descendu à 1,5 million. Mais ce chiffre prend en compte les emplois à temps partiels distribués dans le cadre des programmes de lutte pour l'emploi. Selon les calculs de la KCTU, il y aurait en réalité 4 millions de chômeurs en Corée si on compte le temps partiel, le travail au noir et les demandeurs d'emploi découragés.

Parallèlement, les conditions de travail se sont considérablement dégradées : les cadences et les heures de travail ont été augmentées, tandis que les salaires étaient drastiquement réduits. Les employeurs tentent d'introduire un système de salaires au mérite, l'annualisation et l'individualisation des rémunérations, dans le but d'étouffer tout mouvement syndical. En outre, la crise a favorisé le développement du travail précaire et à temps partiel.

Si la crise est fondamentalement le produit d'une compétition entre grands groupes monopolistiques, tant à l'échelle interne qu'internationale, si elle est une conséquence de la mondialisation financière, ceux qui provoquent ce désastre économique sont les *chaebols* et le gouvernement. Et ce sont eux que la politique de restructuration favorise. A l'inverse, les salariés et les citoyens ordinaires, qui ne sont pour rien dans la crise, sont obligés de supporter le fardeau et le coût du redressement. Rien n'a été tenté pour que le capitalisme financier prenne sa part de la charge ; rien n'a non plus été demandé aux chefs d'entreprise et aux établissements bancaires défaillants. De plus, un contrôle démocratique des monopoles, pourtant souhaitable, n'a pas davantage été sérieusement envisagé. Au contraire, la population a subi une augmentation des impôts, une baisse des salaires et l'exclusion.

Corée du Sud

Au total, les PAS ont affaibli l'économie coréenne et accru sa dépendance vis-à-vis du capitalisme étranger. Ils ont provoqué un chômage de masse et instauré un système de santé à deux vitesses. Non seulement les PAS n'ont pas permis la nécessaire réforme du système économique et social, mais ils ont précipité la Corée dans une course sans précédent à la concentration et aux inégalités.

La KCTU aux avant-postes de la résistance

Les origines de la lutte de la KCTU contre le néolibéralisme sont antérieures à l'intervention du FMI. En effet, les attaques contre le monde du travail commencèrent en 1996 et culminèrent avec la mise en place, en avril de la même année, de la Commission présidentielle pour la réforme du tissu industriel. La KCTU prit part aux négociations dans le but de faire échec au projet néolibéral et de faire avancer les droits des salariés. Cette action s'inscrivait dans la continuité d'une lutte de plusieurs décennies contre l'interdiction des syndicats et de leur action sur le terrain politique - soit l'intervention de la « tierce partie » - ainsi que pour l'abolition des lois qui empêchaient l'émergence d'un mouvement syndical indépendant. De leur côté, le gouvernement et les employeurs cherchaient à promouvoir la flexibilité du marché du travail, les licenciements expéditifs, le travail temporaire, les horaires plus souples, etc.

Sept mois de négociations ne permirent pas de rapprocher les points de vue des uns et des autres. Le gouvernement fit entériner alors, à la hussarde,

les intérêts des employeurs par le biais d'une nouvelle loi. Le 26 décembre 1996, contre toute attente, il reporta la légalisation des syndicats et introduisit la possibilité de licenciements économiques et de mise au chômage technique. Il s'agissait d'une première étape vers l'instauration du droit pour les employeurs de licencier unilatéralement. La KCTU déclencha alors une grève générale. 528 organisations participèrent à ce mouvement sans précédent qui, un mois durant, impliqua au total 3,6 millions de personnes. Cette mobilisation imposa une seconde lecture de la loi à l'assemblée nationale. Cependant, compte tenu de l'absence de représentants du monde du travail parmi les députés, il ne fut possible que de repousser la loi de deux ans.

En revanche, certains progrès furent accomplis sur le terrain des droits des salariés ; ceux-ci ouvrirent la voie à la reconnaissance de plusieurs syndicats, dont la KCTU. Par ailleurs, faisant suite à la mise en oeuvre des PAS, une commission tripartite fut mise en place en janvier 1998.

Il y a lieu de noter ici que la KCTU avait demandé, dès le début de la crise, une négociation sur la réforme des *chaebols* et sur la sécurité de l'emploi. Elle avait en outre annoncé son intention d'empêcher l'introduction unilatérale d'une législation sur le chômage technique. Cependant, tout le monde se laissant séduire par la campagne de « salut public » orchestrée par le gouvernement, la KCTU convint de participer à la commission tripartite, bien que la flexibilisation du marché du travail fut inscrite à son ordre du jour. Elle y accepta en particulier une mesure augmentant le pouvoir des

Corée du Sud

employeurs en cas de licenciements techniques - une disposition plus défavorable aux salariés que celle prévue par la loi reportée pour deux ans.

Mise aux voix, lors du congrès de la KCTU tenu le 9 février 1998, cette nouvelle réglementation fut cependant repoussée à la majorité absolue. Une direction d'urgence fut mise en place pour organiser une grève générale et demander le retrait de la commission tripartite. Le gouvernement fit adopter la nouvelle disposition sur le chômage technique et celle-ci entra en vigueur des février 1998.

Une période d'errance

Affaiblie par l'aggravation de la crise et la campagne de mobilisation euphorique orchestrée par le gouvernement pour prétendument lutter contre elle, la KCTU entama alors une série d'actions maladroites : elle participa à la commission tripartite, approuva la nouvelle législation, appela à la grève générale, participa à nouveau aux négociations, puis s'en retira... En bref, elle se montra incapable de réagir aux désastres provoqués par les PAS dans le secteur public.

L'inefficacité de la KCTU s'explique à plusieurs titres :

En premier lieu, personne ne pouvait prévoir l'étendue des régressions sociales qu'amèneraient les PAS. Le gouvernement de Kim Dae Jung et le FMI eux-mêmes en étaient incapables. Les réajustements réguliers des prévisions macro-économiques, comme le taux de croissance, l'illustrent. A l'origine, ce dernier devait approcher 2 %. En réalité, de révision en révision, on constata une diminution de 6 % de la production nationale.

En second lieu, la société coréenne des années 1990 perdit de vue la dépendance extérieure de l'économie nationale. Même au sein du mouvement social, on commença à croire que la dépendance structurelle vis-à-vis de l'étranger était un problème du passé. L'adhésion du pays à l'OCDE - le club des riches - et un produit national brut par tête de 10 000 dollars contribuèrent à brouiller les cartes. Il fallut du temps pour que le choc provoqué par la crise monétaire et financière soit surmonté. Ce fut seulement quand les conséquences de la crise commencèrent à se faire sentir que la population réalisa que le pays ne disposait plus que de 3,9 millions de réserves en devises, que la Corée dépendait à 100 % de l'extérieur pour son approvisionnement en énergie et que l'autosuffisance alimentaire n'était couverte qu'à 30 %.

La plupart des gens ignoraient tout de l'économie mondiale et n'étaient pas en mesure de percevoir immédiatement l'injustice des demandes formulées par le FMI, ni de s'opposer à leurs conséquences. Ils crurent la propagande gouvernementale qui faisait de l'incurie des équipes dirigeantes précédentes la cause de la crise. Ceux qui se rendaient compte de la véritable nature des problèmes étaient noyés dans l'euphorie de la campagne officielle de redressement national.

En troisième lieu, le président Kim Dae Jung bénéficiait d'une image progressiste. Les syndicats étaient ainsi incités à adopter une attitude certes critique, mais « coopérative ». Cette perception du nouveau gouvernement était favorisée, en outre, par la concomitance d'un changement politique historique avec la crise économique. Le président suscitait

Corée du Sud

ainsi l'espoir et l'attente de réformes. Le discours gouvernemental insistait d'ailleurs sur la nécessité de changements, en particulier dans le système des *chaebols*. Beaucoup de gens estimaient que les sacrifices étaient inévitables et que la charge pourrait en être équitablement répartie. Enfin, le mouvement syndical et social était enfermé dans les limites des frontières nationales et ne parvenait pas à développer une nouvelle stratégie.

Il était difficile pour les travailleurs de se libérer de la rhétorique officielle : « Notre pays traverse une crise, nous devons concentrer toute notre énergie à sauver la Corée. » Les travailleurs donnèrent à la crise le nom de « crise FMI ». La dépression était considérée comme le plus grand défi que le pays ait eu à surmonter depuis la guerre dans les années 1950. Toute la nation était mobilisée dans cet effort, comme le montra la campagne appelant à des dons d'or par les particuliers.

L'amorce d'un tournant ?

La nouvelle direction de la KCTU, investie en mars 1998, commença à organiser la résistance et la contre-attaque. La réunion publique du 1er mai et la grève générale de deux jours qui suivit marquèrent un tournant dans le mouvement syndical. Le renouveau de l'action de la KCTU coïncida avec l'apparition des premiers effets des PAS, dont même certains économistes classiques s'alarmèrent. La grève générale de mai n'était qu'un écho lointain de la grande mobilisation de 1996, en termes de mobilisation et d'intensité. Cependant, elle marqua un tournant dans la mesure où il s'agissait de la première opposition consciente à la politique du

gouvernement de Kim Dae Jung. Les négociations qui suivirent la grève ainsi que les difficultés qui s'annonçaient dans l'organisation de la grève de juin, incitèrent la KCTU à participer à la commission tripartite réinstallée par le gouvernement.

Le déroulement des travaux démontrèrent à la KCTU sa propre faiblesse.

Celle-ci fut soulignée par la marginalisation de la Commission dans le processus de restructuration des secteurs publics et bancaire. La KCTU finit par annoncer qu'elle ne participerait plus aux réunions, sans toutefois se retirer officiellement.

Cette décision fut suivie, durant le mois de juillet, par une série de grèves coordonnées par des syndicats membres de la KCTU dans la métallurgie et le secteur public, soit des secteurs confrontés à des restructurations importantes. La KCTU reprit sa place au sein de la Commission tout en amorçant une nouvelle forme de lutte. Elle entreprit de tisser une large alliance qui aboutit à un rassemblement populaire massif en novembre ainsi que, en décembre, à une grève de la faim de 28 jours de son président. Cette dernière déboucha sur le retrait du syndicat de la Commission tripartite en janvier 1999.

Le malaise vis-à-vis de la Commission tripartite venait du fait qu'elle était perçue comme le moyen de transférer aux seuls salariés le fardeau et le coût de la crise. Le monde du travail a été contraint de négocier l'ampleur et les conséquences des coupes claires dans le budget du secteur public, mais il ne fut pas autorisé à discuter le programme de restructuration lui-même.

***Revendications du rassemblement
populaire de novembre 1998***

- 1) Sanction des responsables des *chaebols*, des hommes politiques incompetents et corrompus et des bureaucrates responsables de l'effondrement économique.
- 2) Abrogation de l'accord injuste passé avec le FMI, obtention de l'annulation de la dette et restauration de la souveraineté économique.
- 3) Suspension des licenciements économiques et garantie de la sécurité de l'emploi en ramenant la semaine de travail à 40 heures.
- 4) Octroi garanti des allocations chômage par la création d'un fonds alimenté par des prélèvements sociaux, une taxe spéciale sur les plus-values d'un certain montant et la réduction des dépenses militaires.
- 5) Annulation de la dette foncière des fermiers, garantie d'un juste prix pour les produits agricoles et réalisation de l'autosuffisance alimentaire.
- 6) Garantie de logement pour les sans-abri et les victimes d'expulsions ; légalisation des vendeurs des rues et garantie d'un niveau de vie suffisant pour les personnes handicapées.
- 7) Aboutissement de la légalisation des syndicats d'enseignants et élaboration d'une nouvelle politique de l'éducation.
- 8) Promotion de la démocratie par la réforme du système politique et des médias.
- 9) Cessation de la privatisation aveugle des intérêts publics et de leur bradage auprès de l'étranger.
- 10) Fin d'une politique de l'emploi confinant les femmes dans le travail au noir ou les emplois précaires et définition d'une politique spécifique de lutte contre le chômage des femmes.
- 11) Réforme du système de santé afin de garantir à tous le droit à la santé.
- 12) Abrogation de la loi sur la sécurité nationale et libération de tous les prisonniers politiques ; adoption d'une loi reconnaissant le martyr enduré par les militants de la démocratie et favorisant la réunification et le respect des droits humains.

En outre, la plupart des questions discutées, et qui firent l'objet d'accords, furent privées d'effet par la mauvaise volonté ou le sabotage gouvernemental. L'un des acquis des négociations fut cependant une législation autorisant les enseignants à former des syndicats, ce qui ouvrait la voie à la reconnaissance du Chunkyojo, le syndicat des enseignants et des employés de l'éducation nationale.

Mais, cette victoire nécessita 28 jours de grève de la faim du président de la KCTU, ainsi que des pressions répétées au sein de la Commission.

Depuis 1999, la KCTU et les salariés sont confrontés à la mise en œuvre des plans de restructuration. Les transformations affectent toutes les entreprises, petites et grandes. Mais elles interviennent à des rythmes différents et selon des méthodes variées. La KCTU a concentré son effort sur la convergence des mouvements syndicaux dans une action unique et concertée afin de forcer le gouvernement à changer de politique.

Malgré la volonté commune, la campagne d'avril-mai organisée par la KCTU s'est divisée en plusieurs mouvements séparés sur divers lieux de travail, suivant les mots d'ordre de différentes organisations. La KCTU est toujours confrontée au défi que représente la mise en place d'un mouvement d'ampleur nationale.

En juin 1999, les perspectives d'actions ont été renouvelées par la découverte de l'implication du bureau du procureur dans l'organisation de mini mouvements de grève destinés à discréditer et à affaiblir le mouvement syndical. 200 responsables de la KCTU se lancèrent alors dans une campagne

Corée du Sud

de grèves de la faim. Ils demandèrent la libération immédiate des syndicalistes emprisonnés, l'ouverture d'une enquête sur le rôle du procureur dans la « redéfinition » des relations sociales et l'abolition de l'intervention du procureur dans les conflits sociaux. Le 23 juin 1999 [la veille du jour où cette allocution fut prononcée, N.d.l.e.] ils étaient dans leur dixième jour de grève.

Séoul et Paris, juin 1999.

Traduit de l'anglais par Anne-Cécile Robert.

Les intertitres sont de l'édition.

Korean Confederation of Trade Unions (KCTU), 5th Fl. Daeyoung Bld,
139 Youngdeungpo-2-ga, Yougdeungpo-ku, Seoul 150-032, Korea
Tél. : (82) (2) 26360165 ; Fax : (82) (2) 26351134
E-mail : inter@kctu.org ; http://kctu.org

Répression syndicale

297 membres de la KCTU étaient détenus ou poursuivis entre janvier 1998 et juin 1999. 257 d'entre eux étaient en prison, 38 faisaient l'objet de mandats d'arrêt.

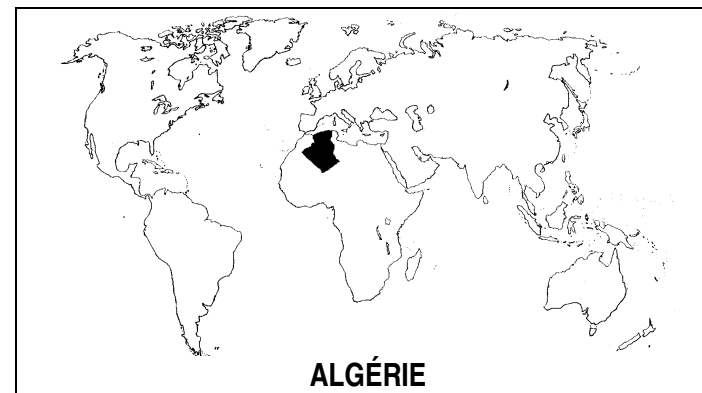
Au 10 juin 1999, 191 membres de la KCTU étaient en prison ou recherchés, 72 étaient en détention provisoire, en attente d'un jugement ou d'une procédure d'appel, 29 faisaient l'objet de mandats d'arrêt.

Le nombre de syndicalistes ayant fait l'objet de poursuites en 1998 était deux fois plus élevé que celui des syndicalistes poursuivis entre 1993 et 1997 sous le gouvernement de Kim Young Sam.

Ces chiffres soulignent la politique répressive du gouvernement de Kim Dae Jung.

Données fournies par la KCTU lors des Rencontres internationales « La dictature des marchés financiers ? Un autre monde est possible », Saint-Denis près de Paris, 24-26 juin 1999.

Algérie



Population : 29.4 millions (dont 57 % urbaine)
 Espérance de vie : 68.9 ans (9 % de décès avant 40 ans, 19 % avant 60 ans)
 Mortalité enfants - de 5 ans : 39 ‰ Alphabétisation des adultes : 60 % (E:48%)
 Femmes avec emploi salarié : 17 %

Produit national brut (PNB) : 43.9 milliards \$
 Par habitant : 1 500 \$ Croissance annuelle moyenne 1975-95 : 2.7 %
 Produit intérieur brut (PIB) : 47.1 milliards \$
 Agriculture : 11 % Industrie : 49 % Services : 39 %
 Consom. privée : 51 % Consom. publ. : 14 % Epargne int. brute : 35 %

Exportations : 31 % du PIB **Importations** : 22 % du PIB
 Principales export. : pétrole, gaz (92 %), produits manufacturés (6 %)
 Destinations : pays industrialisés (80 %), pays en développement (15 %)

Dette extérieure : 30.9 milliards \$ (69 % du PNB) 1985 : 18.3 milliards \$ (32 %)
 Service de la dette : 3 993 millions \$ (A comparer avec l'aide reçue : 997 millions \$)
 Ce service égale 27 % des export. ou 177 % du budget public de l'enseignement.

Investissements directs étrangers nets :
 En 1997 : 7 millions \$

Rang selon l'Indicateur du développement humain (PNUD) : 109 s/174 pays
 Population disposant de moins d'un dollar par jour : 1.6 % (1989-94)
 Rapport entre revenus des 20% les plus riches et des 20% les plus pauvres : 6.7

Chiffres 1997, sauf indications contraires. Voir définitions et sources en annexe.

Le refus de la politique de l'endettement

*par Hocine Zehouane**

C'est à l'occasion d'un embrasement de la rue, en octobre 1988, que l'existence de la dette algérienne fut révélée au grand public. Longtemps en effet, le pouvoir algérien tint la question de la dette pour un secret d'Etat. Peu de temps auparavant, le colonel Chadli, alors chef de l'Etat, affirmait béatement devant les caméras de la télévision que la crise économique qui secouait bien des pays à travers le monde « était passée comme un nuage au dessus de l'Algérie » (sic).

Cette attitude, incompréhensible pour un observateur occidental, tenait à la fois à une culture de pouvoir qui s'apparente à celle des sociétés secrètes et à une euphorie conjoncturelle due à la montée du prix du baril du pétrole à 34 dollars US durant la guerre irako-iranienne. Curieusement, c'est alors que la rente pétrolière avait augmenté presque du

* Hocine Zehouane est avocat agréé à la Cour suprême, vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH, fondée en 1985) et membre fondateur de l'association AIRS (Amis des initiatives pour la résistance sociale, fondée en 1995 et en attente d'un arrêté d'agrément du Ministre de l'intérieur).

simple au double que le volume de la dette avait progressé d'autant.

Il y a là un paradoxe qui s'explique en partie par cet état de béatitude, mais aussi par un côté quelque peu irresponsable du colonel Bendjedid que ses pairs venaient de porter au pouvoir. Ce climat euphorique confirmait les nouveaux dirigeants dans leur certitude de pouvoir rembourser.

L'irresponsabilité de Chadli le poussait à rechercher des fonds pour satisfaire les appétits de plus en plus voraces de sa clientèle politique. Pour neutraliser tout mouvement de protestation sociale, ce dernier alla même jusqu'à lancer un vaste programme d'importation de produits de consommation de masse baptisé « Programme anti-pénuries ».

Pendant plusieurs années, on entretint ainsi l'illusion d'être dans une société de consommation. Ce n'est qu'en octobre 1988, neuf ans après l'arrivée de Chadli au pouvoir, alors que le système était secoué par des dissensions internes et la guerre des clans, que la crise éclate dans la rue.

Décrire ici les fondements et les ressorts de cette crise serait sans doute trop long. Toujours est-il que c'est à cette occasion que pour la première fois, face à l'émeute et aux cris de « Chadli assassin », ce dernier imputa la dégradation des conditions de vie à la chute du prix du pétrole. Dans la foulée les Algériens apprirent que leur pays était endetté de 26 milliards de dollars...

La dette, un secret d'Etat

L'homme de la rue en fut stupéfait. Chaque Algérien, apprit ainsi qu'on lui avait accolé 1000 dollars de dette, nourrissons compris.

Depuis, le spectre de cette dette hante la scène algérienne. Associé à la violence qui allait se généraliser quatre ans plus tard après l'arrêt forcé du processus électoral en 1992, le phénomène prit le sens d'une fatalité qui fait perdre aux Algériens toute emprise sur leur destin.

Quelques temps après les émeutes, un Premier ministre écarté du pouvoir, et actuellement réfugié à Londres, affirma devant l'Institut des sciences sociales du Caroubier que près de 26 milliards de dollars auraient été détournés par des gestionnaires sous forme de « commissions » lors de transactions extérieures.

Cela fit l'effet d'une bombe ! Sommé de s'expliquer et de fournir des cas précis, il se contenta d'expliquer que, partant du postulat qui veut que la corruption soit la règle dans les rouages de la bureaucratie étatique, il n'avait fait qu'appliquer la règle de trois à l'ensemble des contrats passés avec l'extérieur et, qu'en retenant un prélèvement de 10 %, il avait obtenu le chiffre de 26 milliards. Léger et irresponsable sans doute de la part d'un homme qui fut Ministre du plan et des finances puis Premier ministre durant toute la période incriminée, soit durant 9 ans.

En situation normale et dans une société politiquement sereine, cela aurait été porté au registre des incartades. Mais ce ne fut pas le cas en Algérie. Le débat y était à tel point dramatisé que l'auteur

de cette affirmation eut peur pour sa vie et qu'il s'enfuit à Londres, où il se trouve encore.

L'impact de cette déclaration sur l'opinion populaire fut considérable : spontanément, les 26 milliards de dette furent associés aux 26 milliards présumés détournés. La bureaucratie avait endetté le peuple pour s'enrichir. Le système était désormais mis à nu, implacable et cynique : les financiers prêteurs poussent les dictatures des pays du Sud à l'emprunt et ces dernières détournent ensuite cet argent pour leur propre compte, vers les pays du Nord.

L'un après l'autre, les chefs de gouvernement qui se succédèrent depuis 1989 portèrent le boulet de cette dette avec une mauvaise conscience à peine voilée. Aucun n'osa prendre des mesures courageuses pour inverser cette dynamique vers le désendettement, ni assumer publiquement la responsabilité d'une politique de soumission au FMI. Ils se contentèrent tous d'attendre. Mais attendre quoi ?

L'attente eut son terme logique en 1994. Le Premier ministre Redha Malek, la mine défaite, annonça à la télévision qu'il était forcé de recourir au rééchelonnement. Les revenus pétroliers mis à mal par la chute des prix du baril, et équivalant à peine au montant du service de la dette pour l'année en cours, obligation était faite de ré-échelonner. C'était un aveux d'échec considérable.

Pour en atténuer moralement la charge, on fit appel à l'autorité de Michel Camdessus. Il fut interviewé à la télévision par le directeur de l'agence nationale Algérie Presse Service (APS) afin de convaincre les Algériens que c'est pour leur plus

grand bien. En fait, dès cette époque les dictateurs algériens et leurs serviteurs perdirent toute autonomie de manœuvre.

La rançon dictée par le FMI fut immédiate :

1. « libéralisation » du commerce extérieur ;
2. relèvement du taux de l'argent, jusqu'à 22 % ;
3. dévaluation du dinar de 2,5 fois.

Les spéculateurs s'en donnent à coeur joie

La valeur du dollar, qui était de 20 dinars auparavant, fut portée à 54. Les conséquences immédiates en furent désastreuses. Loin d'être libéralisé, le commerce extérieur fut livré aux spéculateurs et aux puissances de l'argent parasite. Des monopoles furent constitués à travers des réseaux occultes par des personnages de trempe maffieuse, tant au sein qu'en dehors du pouvoir. L'argent du rééchelonnement fut partagé entre les centres du pouvoir qui exerçaient des activités spéculatives d'importation de produits de consommation courante. Ces centres se répartirent les filières de médicaments, de l'agroalimentaire, de matériaux de construction, des arts ménagers, etc. Des fortunes colossales se sont ainsi constituées en très peu de temps.

On nous a rapporté le cas d'un de ces personnages qui en une seule opération d'importation portant sur six cent mille tonnes de fer à béton « rebuté » (importé de pays de l'Est), a réalisé un bénéfice de près de 700 milliards de dinars (en centimes bien sûr). Ayant bénéficié d'une dotation de 210 millions de dollars, il était censé régénérer des installations de productions d'acier sur le plan local et régler aussi la question de la pénurie du produit

à l'échelle nationale. De tels exemples peuvent être relevés dans d'autres secteurs.

Les PME fermèrent les unes après les autres, incapables de résister au déversement de la pacotille importée à vil prix sur le marché local. Leurs propriétaires se reconvertirent, comme ils purent, dans le tertiaire et, pour les plus introduits, à leur tour dans l'importation.

Les entreprises publiques, plus lourdes, sont restées paralysées. Leurs factures d'importations furent multipliées du jour au lendemain par dix à cause de la dévaluation. Dans l'impossibilité de supporter le nouveau taux du crédit, elles furent incapables d'investir dans quoi que ce soit.

Les centrales syndicales restent inertes

Au même moment, il y eut un déchaînement sans précédent des actes terroristes ciblant, outre des personnes physiques, des entreprises publiques. Ce fut comme si on assistait à un plan diabolique de mise à mort du secteur public. Cette pression de la violence qui prit des proportions hallucinantes paralysa toute tentative de regroupement national pour une résistance organisée. La centrale syndicale UGTA, depuis longtemps soumise par le pouvoir qui avait déjà réussi à corrompre toute sa direction, n'esquissa aucune résistance digne de ce nom.

Certes beaucoup de mouvements de grèves ont agité le paysage social par le passé, mais ils n'ont jamais été centralisés. Un mouvement fut même entrepris par les travailleurs du secteur du bâtiment qui décidèrent de marcher sur le palais du gouvernement, où siège le Premier ministre, mais il

resta sectoriel et ponctuel. Le pouvoir réussit à le désamorcer avec quelques concessions matérielles.

En réalité la classe ouvrière a perdu sa matrice nationale : l'UGTA reste investie et neutralisée par les services de sécurité. Sous le couvert de l'état d'exception, les regroupements et rassemblements sont prohibés et les dirigeants de l'UGTA logent dans l'enclave résidentielle du Club des pins, avec les ministres et les généraux.

La classe politique n'accorde aucun intérêt à la question de l'endettement. Les critiques d'une ou deux formations dites d'opposition restent à l'état de pétitions de principe. En somme, les politiques, dont le souci majeur est d'éviter tout heurt frontal avec les militaires, pensent que le combat est inégal...

Naissance d'une Association pour la résistance sociale

C'est dans un tel contexte que des militants venus de la gauche syndicale, de l'Université, du milieu des droits de l'homme ainsi que quelques juristes décidèrent de créer une association ayant pour objet de mener la résistance contre la gestion de la dette par le pouvoir algérien sous le diktat du FMI.

Les promoteurs de l'initiative avaient inscrit dans leur projet la résistance sociale comme alternative à la démission de la classe politique et à la trahison de la direction syndicale. Le sigle adopté pour l'association fut AIRS (Amis des Initiatives pour la résistance sociale).

Malgré l'accomplissement de toutes les formalités réglementaires, les services du ministère de

l'Intérieur refusèrent de prendre l'arrêté d'agrément nécessaire à la reconnaissance légale de l'association, sans pour autant oser saisir le juge administratif d'une requête de non conformité à la loi. Curieuse situation !

Juridiquement, l'association est régulièrement constituée, mais dans la pratique ses activités sont entravées. A chaque occasion, qu'il s'agisse d'une location de salle, d'un rassemblement ou d'une quelconque autre démarche, l'administration exige la production de l'arrêté d'agrément. La position du Ministère de l'intérieur procède d'un esprit lâche et sournois. En refusant de prendre l'arrêté d'agrément, il sait qu'il gêne considérablement les activités de l'association qui bute contre une administration bureaucrate et tatillonne. Lâche, il n'ose pas aller devant les tribunaux sachant que l'association est épaulée par des avocats courageux qui peuvent se servir du procès pour faire celui du gouvernement et du FMI.

Sûre de son bon droit, l'association dénonça dans la presse ces perfidies et entreprit de développer ses activités en public. Sa première tâche fut de lancer un bulletin d'information intitulé *Somoud* (Résistance), dans le but de diffuser un contre-discours sur la problématique de la dette. D'emblée, celui-ci effraya : dans le préambule des statuts de l'association, les fondateurs font en effet état de leur ambition de mettre à nu la politique antisociale du FMI et des fonctionnaires bien nourris qui lui servent de relais locaux.

Après une phase de ramification régionale, l'association envisagea d'organiser des états généraux sur la problématique de la dette à l'échelle

nationale pour dégager une alternative de résistance sociale à la politique de soumission du pouvoir algérien au FMI. Son ordre du jour des états généraux fut défini au cours d'une assemblée tenue à Alger en décembre 1996 et rendez-vous fut pris pour le printemps 1997.

Il s'agissait :

1. de construire une argumentation, d'abord juridique, visant à démontrer le caractère illicite de la dette contractée par des dirigeants sans légitimité constitutionnelle et par conséquent sans mandat pour engager l'ensemble du peuple, voire les générations à venir. La théorie civiliste de la cause et celle de l'incapacité furent invoquées pour mettre en exergue l'illégalité des contrats d'endettement et l'incapacité des emprunteurs algériens. Finalement, il s'agit de qualifier comme frauduleux des contrats conclus dans l'intérêt unique des parties, de façon obscure et au détriment de peuples privés de tout pouvoir d'intervention ;
2. de s'interroger sur la destination et l'affectation des fonds empruntés, qui dans bien des cas ont pris des chemins occultes pour échouer sur les comptes personnels des dirigeants emprunteurs à l'étranger ;
3. d'énoncer une revendication de réparation du préjudice causé à la communauté par ce concert frauduleux entre des dirigeants véreux et des puissances financières usurières et peu scrupuleuses. « Les voleurs seront les payeurs », tel fut l'intitulé d'un chapitre consacré à cette revendication ;

4. de démontrer le caractère perfide des programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI qui, loin de permettre aux pays endettés de restructurer leurs économies de façon performante, les poussent au contraire à procéder à leur faire subir des désstructurations cannibales. La fonction du marché s'en trouve pervertie. Au lieu d'assurer la remise à niveau d'entreprises en difficulté, on affecte l'argent des rééchelonnements à enrichir des importateurs spéculant sur des produits de consommation qui ne sont pas de première nécessité.

Quand ce programme fut révélé, le président de l'Association, un jeune cadre syndicaliste, très influent dans le bassin industriel de Rouiba dans la banlieue d'Alger, fut enlevé par la redoutable sécurité militaire à la veille du long week-end marqué par les fêtes du Sacrifice. Ces pratiques sont connues dans les pays policiers et permettent aux appareils répressifs de se donner le temps suffisant pour leurs basses œuvres avant que l'alerte ne soit donnée en direction de l'opinion, en particulier internationale, par les proches des victimes.

Selon le récit que l'intéressé nous fit de ces péripéties, il fut emmené les yeux bandés dans un lieu qu'il réussit à identifier comme une caserne sur les hauteurs d'Alger. Il lui était reproché d'avoir organisé une assemblée générale d'une association non agréée par le ministère de l'Intérieur. Le collectif éleva une dénonciation vigoureuse de cet acte et mis en accusation l'attitude même du gouvernement. Aucun organe d'information n'osa publier la protestation, même sous forme de placard publicitaire à titre onéreux.

Ceci illustre le caractère violent de la lutte autour des enjeux de la dette en Algérie. A l'heure où nous sommes, la résistance active à la politique officielle est réprimée, soit ouvertement soit sournoisement, par les appareils du système et ses alliés.

Cependant il faut noter une résistance passive très large de la part de la population et des acteurs engagés dans le système de production. Aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune entreprise publique n'avait été privatisée au jour où ces lignes sont écrites. Le comité de privatisation préposé à cet effet n'arrête pas de faire des appels à d'éventuels prétendants, sans succès.

C'est là une caractéristique surprenante de la situation algérienne. En outre, bien que les services de sécurité demeurent sur le qui-vive pour briser tout mouvement d'ampleur nationale, une hantise demeure chez les dirigeants quels qu'ils soient : celle d'un nouvel embrasement de la rue.

Les ouvriers ne se laissent pas « persuader »

Cette peur obsessionnelle d'une déflagration de la rue est nourrie par le sentiment bien coupable que, sous le couvert d'un « réajustement structurel » de l'économie, c'est un véritable viol qui est perpétré contre de larges pans de la société.

« Il faut leur expliquer [aux ouvriers] », conseillait Camdessus à la télévision. Expliquer quoi ? Qu'ils doivent souscrire à la perte de leur emploi, de la couverture sociale d'un minimum de sécurité pour leurs enfants ? En fait nul besoin de rhétorique pour comprendre les enjeux et mesurer le danger.

Pour la première fois dans l'histoire du pays des ouvriers réduits au désespoir ont eu recours au

suicide lors de la fermeture de grands magasins de distribution. C'est un avertissement terrible. Cette violence, que les victimes ont retourné contre elles-mêmes, nul ne peut en prévenir les enchaînements en cas de licenciements à large échelle. Ce climat tétanise les managers de la privatisation.

Un certain docteur Metboul, économiste de pacotille qui s'est fait remarquer par ses placards publicitaires dans les journaux avoua, après quatre ans de campagne soutenue, n'avoir privatisé que pour 500 millions de dollars. Son service vient d'être supprimé à la faveur des changements survenus récemment à la tête de l'Etat. Ce n'est pas un aveu d'échec, c'est un constat d'impéritie.

Le nouveau ministre préposé à la privatisation, tout aussi loquace et confus, ne tarda pas non plus à comprendre qu'il héritait d'un dossier explosif. En effet les ouvriers des complexes industriels se sont chargés de le lui rappeler :

A la *Société nationale des véhicules industriels (SNVI)*, dans la banlieue d'Alger, qu'il a ciblée en premier, il eut la désagréable surprise de recevoir une riposte cinglante et sans équivoque. Le secrétaire de la Centrale syndicale en personne fut obligé d'agiter la menace d'une grève générale dans le cas où la société serait démantelée. Recul du ministre qui réajusta cette fois son discours pour ne plus parler que d'une privatisation partielle et éventuelle.

Au complexe sidérurgique d'Elhadjar, à l'est du pays, 6 000 ouvriers sont entrés en conflit ouvert et violent avec leur direction et les forces de l'ordre ; ces dernières n'ont pas hésité à recourir aux tirs à balles en caoutchouc contre les manifestants.

Une allusion ambiguë à la privatisation des hydrocarbures (*Sonatrach*) mit en émoi la fédération syndicale des pétroliers.

Ces exemples montrent combien la politique dite de réajustement structurel est perçue en réalité comme une politique agressive de déstructuration menée sous le diktat du FMI, de la Banque mondiale et de réseaux, ceux-là occultes, de puissances financières maffieuses en mal de blanchiment d'argent.

**Ni la mondialisation, ni les privatisations
ne sont une fatalité**

Le débat sur les notions de structures, de marché, de mondialisation ou d'américanisation est fui par les partisans de l'efficacité ultra libérale. En somme ils se limitent à un argument d'autorité sous la forme du syllogisme suivant : la mondialisation est une fatalité et partout elle implique privatisation. Donc nous sommes obligés de privatiser. La nécessité de privatiser n'est pas liée à la recherche d'une structuration plus performante de l'économie, mais est donnée implicitement comme une contrainte fatale.

La bureaucratie, qui a ses propres intérêts à défendre, est scindée en deux : d'un côté, les décideurs de la haute administration, dont le langage recoupe celui de la bureaucratie des institutions internationales, et de l'autre, les gestionnaires au niveau inférieur des unités de production.

Les premiers ont partie liée avec ces réseaux invisibles qui, à l'échelle mondiale, manipulent des mouvements de valeurs et décident ainsi du sort de sociétés entières de manière souvent imperceptible

aux profanes. Leurs arrières sont assurés non seulement en Algérie mais plus encore à l'extérieur.

Les seconds sont sous la menace de perdre leur situation et les avantages qui s'y attachent. Ils sont objectivement hostiles à la politique de la privatisation, mais leur position intermédiaire les rend ambivalents. Autant ils sont victimes des diktats de la bureaucratie supérieure, autant ils ont la hantise des mouvements ouvriers qui symbolisent dans leur imaginaire le bas de l'échelle sociale.

Il y a là un véritable noeud gordien. Le nouveau chef de l'Etat, ramené par les militaires à la suite d'une crise du sérail qui obligea son prédécesseur à partir avant l'achèvement de son mandat, n'arrête pas de caracoler de forum en forum pour convaincre que l'Algérie offre pour les investisseurs des conditions de choix. Rien n'y fait, ces derniers ne se bousculent pas aux portes d'Alger. La *Coface* française a même dernièrement affiché publiquement qu'elle maintenait l'Algérie dans la zone à risque.

L'interprétation de la violence demeure un enjeu pour la lecture de la crise

La violence est encore endémique et perceptible au quotidien. Les colonnes des journaux le rappellent à tout moment à qui voudrait l'ignorer.

Mais cette violence justement pose problème, non pas au niveau de son expression la plus visible et la plus insoutenable, à savoir les bombes, les attentats ou les actions des groupes armés, mais de sa polysémie profonde. Le fait que cette question de la violence, de qui fait quoi et pourquoi, soit parvenue à imprégner de façon lancinante tous les rapports conflictuels, à tous les niveaux, indique que son

interprétation est devenue un enjeu pour la lecture de la crise.

A un niveau vulgaire, on trouve ceux qui ramènent tout aux actions terroristes de « hordes islamistes barbares » contre les forces de la modernité. A leurs yeux tout doit être subordonné à la lutte pour leur élimination, y compris le droit de lutter pour la protection de son emploi, la sécurité sociale, la retraite, un revenu minimum et la dignité pour tous.

A un niveau plus subtil il y a ceux qui y voient, pour reprendre les termes d'Alain Joxe et d'Alberto Santos, non pas l'expression d'un affrontement entre classes préexistantes pour leur maintien ou leur reproduction, mais d'un processus de stratification avec bouleversement du système social tout entier. Dans un tel processus, une classe émergente cherche à asseoir son hégémonie par la manipulation et la gestion du désordre. La difficulté d'interprétation est que le théâtre d'opérations excède désormais le cadre interne traditionnel et que les facteurs endogènes et exogènes s'imbriquent au point que leurs pouvoirs de détermination, ou de surdétermination, se confondent.

Aucun pays n'offre l'exemple aussi dense d'une telle imbrication, pour des raisons à la fois historiques, géographiques et culturelles. En cela l'issue à terme de la partie qui se joue depuis plus de dix ans en Algérie, l'inflexion ou le renversement des rapports de force dans un sens ou dans un autre, ne manquera pas de résonance à l'échelle régionale et internationale.

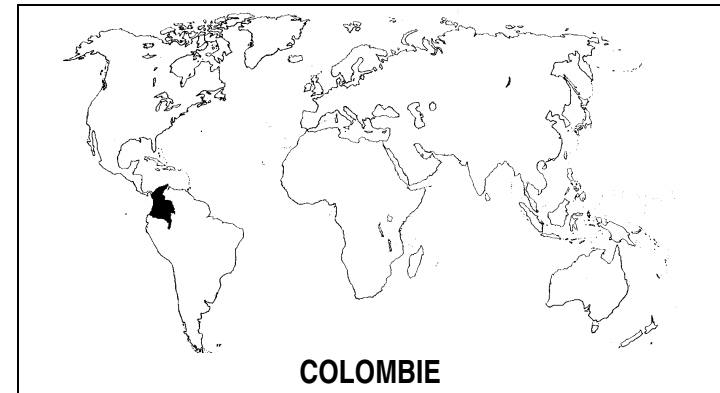
A l'heure qu'il est, tout indique que nous sommes encore dans une phase historique fort tumultueuse.

Alger, mai 2000.

Les intertitres sont de l'édition.

Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH)
38 rue Mohamed Rabia, Kouba, Alger 16000, Algérie.
Fax : (0021) 3020282003
E-mail : ryad_dz@yahoo.fr

Colombie



Population : 40 millions (dont 74 % urbaine)

Espérance de vie : 70.4 ans (10 % de décès avant 40 ans, 21 % avant 60 ans)

Mortalité enfants - de 5 ans : 30 ‰ Alphabétisation des adultes : 91 %

Femmes avec emploi salarié : 32 % Chômage officiel (1992) : 12.4 %

Nombre de syndiqués (1995) : 840 000

Produit national brut (PNB) : 87.1 milliards \$

Par habitant : 2 180 \$ Croissance annuelle moyenne 1975-95 : 4.2 %

Produit intérieur brut (PIB) : 95.7 milliards \$

Agriculture : 11 % Industrie : 20 % Services : 69 %

Consom. privée : 45 % Consom. publ. : 11 % Epargne int. brute : 44 %

Exportations : 15 % du PIB

Importations : 18 % du PIB

Principales export. : produits alim. (26 %), combust. (34 %, dont pétrole : 22 %), produits manufacturés (34 %)

Destinations : pays industrialisés (68 %), pays en développement (30 %)

Dette extérieure : 31.8 milliards \$ (34 % du PNB) 1985 : 14.2 milliards \$ (43 %)

Service de la dette : 3 871 millions \$ (A comparer avec l'aide reçue : 274 millions \$)

Ce service égale 27 % des exportations ou 65 % des budgets publics de l'enseignement et de la santé réunis.

Investissements directs étrangers nets :

En 1997 : 2 447 millions \$

En 1985 : 1 023 millions \$

Rang selon l'Indicateur du développement humain (PNUD) : 57 s/174 pays

Population disposant de moins d'un dollar par jour : 7.4 % (1989-94)

Rapport entre revenus des 20% les plus riches et des 20% les plus pauvres : 15.5

Chiffres 1997, sauf indications contraires. Voir définitions et sources en annexe.

La lutte sociale dans le difficile contexte colombien

*par Rodrigo Acosta**

Prise entre les deux tours des dernières élections présidentielles, une photographie où le candidat et actuel président conservateur, M. Andrés Pastrana, apparaissait à la même table que les commandants guérilleros de la plus puissante des organisations d'opposition armée, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), provoqua dans le pays une forte expectative. Elle ne fut pas pour peu dans le résultat du scrutin qui vit la victoire de M. Pastrana.

Un rideau de fumée

Pourtant, deux années de gestion gouvernementale, l'ouverture de négociations avec la guérilla et l'existence de la *zona de distensión* (zone

* Rodrigo H. Acosta B. est membre de la direction de la Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT), de Bogota et de Cundinamarca, membre de la direction de Sintratéléfonos et représentant des mouvements civiques au sein du *Comando* national de grève.

Colombie

démilitarisée)¹ le démontrent : il ne s'agissait que d'un rideau de fumée. M. Pastrana se gagne la sympathie de larges secteurs de l'opinion internationale en médiatisant largement un dialogue de paix censé rechercher une solution négociée au conflit armé. Mais, en même temps, il demande au gouvernement des Etats-Unis une aide militaire supplémentaire pour affronter la guérilla. Depuis plus d'un an, la présence des services de renseignements américains - censés lutter contre le narcotrafic - s'est généralisée sur le territoire national.²

Pendant ce temps, la crise sociale s'est aggravée : chômage croissant (60 % de la population réellement active pour ne donner qu'un chiffre concernant la capitale) ; privatisations des entreprises d'Etat et des services publics ; licenciements massifs de travailleurs ; harcèlements, arrestations et assassinats des dirigeants civiques et syndicaux ; faillite de l'industrie et du secteur agricole ; pauvreté allant de pair avec une exclusion sociale en constante progression.

¹ L'armée s'est retirée le 7 novembre 1998 d'une zone de 42 000 kilomètres carrés comprenant cinq *municipios* (San Vicente del Caguan, La Macarena, Vista Hermosa, Mesetas et Uribe), pour permettre aux dirigeants des FARC de négocier en sécurité. Depuis, des pourparlers sont en cours pour démilitariser une seconde zone de 4 000 kilomètres carrés dans le Sud du Bolivar, futur zone de négociation avec l'Armée de libération nationale (ELN).

² la Première rencontre internationale contre l'intervention nord américaine en Colombie a eu lieu le 30 octobre 1999. Un réseau internet a été créé. Pour plus d'informations écrire à : colcontramilitarnorteamericanos@hotmail.com

En novembre 1999, des paysans et indigènes du Cauca ont coupé la route Panaméricaine pendant quinze jours, pour protester contre le non-respect des accords signés au terme de manifestations qui s'étaient déroulées l'année précédente. Ils ont arraché un nouvel accord portant sur la santé, l'éducation, l'emploi, la récupération économique. Le prix de cette victoire est amer, comme à l'accoutumée : les massacres augmentent dans la région, amenant les gens à faire à nouveau la plus juste des réclamations, celle portant sur le droit à la vie.

Producteurs de riz et de coton, camionneurs et transporteurs, tous les secteurs de la société amenés à exprimer leur mécontentement sont logés à la même enseigne.

Des foules d'usagers du système financier, affectés par le système UPAC³, ont déjà coupé les voies de communication à plusieurs reprises et ont porté plainte devant la Cour constitutionnelle. Affectés par le remboursement de crédits qu'aggrave l'inflation, et auxquels s'ajoutent les intérêts sur le capital, ils se trouvent sous la menace d'une expropriation de logements dont ils ont déjà payé jusqu'à dix, quinze voire vingt fois la valeur réelle.

La multiplication et la diversité des mouvements de contestation - manifestations de paysans, occupations pacifiques par les indigènes⁴ - montrent

³ Unité de pouvoir d'achat : utilisé par les secteurs financiers et bancaires pour octroyer des crédits aux acheteurs de logements.

⁴ On se souvient de l'occupation pacifique de la Croix rouge internationale et de l'établissement d'un campement dans les jardins du ministère de l'Environnement par les Embera Katio afin de stopper le remplissage du barrage Urra I étant donnés les

Colombie

l'ampleur de la crise économique, politique et sociale que connaît le pays.

Guerre politique et répression néolibérale

Deux facteurs se sont additionnés pour créer l'actuel conflit social : la guerre politique et la répression néolibérale. Déclenchée il y a plus d'un siècle, la guerre politique a explosé après l'assassinat du dirigeant de l'aile gauche du Parti libéral, Jorge Eliécer Gaitan, le 9 avril 1948. Ce crime et la période de violence qui s'ensuivit, ont brisé la possibilité de voir un représentant des milieux populaires arriver au pouvoir et modifier la configuration injuste de l'Etat colombien.

Cette guerre s'est prolongée à travers la fermeture des espaces politiques et de participation, l'hégémonie des hommes politiques des partis traditionnels - libéral et conservateur - sur l'administration de l'Etat. Leur corruption et leurs pratiques clientélistes ont permis de maintenir la richesse nationale dans les mains d'une minorité : l'actuelle oligarchie. Représentant moins de 3 % de la population, celle-ci possède près de 70 % de la propriété.

De son côté, l'application du modèle néolibéral cause plus de misère que la guerre politique. Le premier pas dans sa mise en œuvre eut lieu lors de l'adoption par l'Assemblée nationale constituante, le 6 juillet 1991, de la nouvelle Charte du pays. Le 1er septembre 1988, la guérilla du M-19 avait cessé

graves impacts négatifs tant au niveau social, économique, culturel, environnemental que politique. Pour toute communication : camaemka@col3.telecom.com.co

les hostilité et s'était transformée en un parti politique (l'Alliance démocratique M-19) qui jouissait alors d'un fort courant de sympathie. L'adoption de cette nouvelle Constitution amena d'autres groupes armés à déposer les armes⁵.

Cependant, allant de pair avec la clameur populaire qui s'élevait pour réclamer la paix, la loi de l'initiative privée s'imposait dans la prestation des services publics - voirie, égouts, énergie électrique, télécommunications, gaz, ramassage et traitement des ordures. La Loi 142 de 1994 a converti ces services, jusque-là du ressort de l'Etat, en une juteuse affaire.

Les subventions ont été éliminées et les tarifs ont augmenté de manière spectaculaire. L'énergie a ainsi subi une hausse de plus de 300 % depuis 1994 ; pour la seule année 1998, le prix du téléphone local est passé de 5 pesos par minute à 15 pesos. Le même phénomène s'est produit quant à la facturation de l'eau. Tout cela pour le plus grand profit de transnationales qui se sont emparées de 85 % de la propriété des entreprises publiques d'électricité, acquises à des prix dérisoires (51 % de l'Entreprise d'énergie de Bogota ont été vendus 2 800 millions de dollars, un tiers de leur valeur réelle ; sur cette somme, 1 100 millions de dollars ont été décapitalisés en 1999). L'Entreprise de télécommunication de Santa Fe de Bogota (ETB), la plus grande d'Amérique latine avec plus de 2 millions de lignes, devrait être offerte pour 2 milliards de dollars, soit un

⁵ La guérilla Quintin Lame (indigène), une fraction de l'Armée populaire de libération (EPL), une aile dissidente de l'Armée de libération nationale (ELN) et du parti révolutionnaire des travailleurs (PRT).

Colombie

cinquième de sa valeur réelle⁶. Derrière cette braderie, se profilent la corruption des transnationales et la pression du Fonds monétaire international (FMI) pour que la Colombie réduise son déficit fiscal et le compte courant négatif de sa balance des paiements, c'est-à-dire obtienne des devises pour continuer à amortir une dette extérieure par ailleurs impayable⁷.

Le Congrès a également approuvé la Loi 100 de 1993, qui a converti la santé en un nouveau négoce, à travers la création de la « médecine prépayée ». La modification du statut fiscal a mené d'innombrables hôpitaux à la faillite. La création de fonds privés de retraites et de pensions a remplacé le critère de solidarité entre générations par une capitalisation individuelle à laquelle les employeurs - l'Etat s'avérant parmi eux le plus important - doivent des milliards de pesos⁸. En 2000, alors que l'obtention d'une pension ou d'une retraite tient désormais du miracle, il faut transférer 11 % du budget national à ce secteur spéculatif.

La nouvelle législation sur l'éducation a provoqué une diminution du transfert fiscal en direction de ce secteur. Elle a également permis à l'Etat de se décharger de ce service essentiel sur les *municipios* - dont 80 % sont en faillite et sans ressources. De même le Congrès, à l'initiative du gouvernement,

⁶ En 1993, le gouvernement a tenté de vendre *Telecom* et les entreprises régionales de télécommunication, mais une grève des communications nationales et internationales l'a obligé à retirer le projet de loi.

⁷ La dette extérieure (privée et publique) équivaut à 30 197 millions de dollars.

⁸ Un franc français = 307 pesos (29 juin 2000).

a-t-il approuvé des lois sur la flexibilisation du travail (la plus connue étant la Loi 50 de 1990), sur la politique des changes, la réforme financière, le tout pour permettre l'entrée sans entraves du capital étranger.

Les mesures d'ouverture économique ont facilité l'entrée sans entraves de produits étrangers et mené à la faillite tant l'industrie nationale que l'agriculture. Selon les premières estimations du gouvernement, le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 5 % en 1999. Comme dans le reste des pays d'Amérique latine, c'est l'effondrement de la demande intérieure qui explique la crise. La consommation des ménages a diminué de 7,4 % et l'investissement s'est littéralement effondré : - 33,6 % (et - 65,4 % pour l'investissement privé). En raison de la récession économique, on s'attend, pour l'année 2000, à une chute de 2,3 milliards de pesos dans la collecte des impôts.

Le budget colombien était évalué à 44 milliards de pesos en 1999. Le paiement du service de la dette (externe et interne) a représenté 14,8 milliards de pesos, soit 33 % du total ; 10,7 % (4,7 milliards de pesos) ont été destinés aux fonds de pension maintenant sous administration privée ; 18 % (7,9 milliards de pesos) aux opérations de sécurité, communément appelés dépenses pour la guerre ; 18,2 % (8 milliards de pesos) transférés aux régions (départements et districts spéciaux). Au bout du compte, ces quatre rubriques absorbent 80 % du budget national. Comment l'investissement social serait-il possible ?

L'implantation du modèle néolibéral - concocté et imposé par les organismes financiers internationaux -

Colombie

touche absolument tous les niveaux de la gestion du ministère des Finances et du département du Plan : le programme macroéconomique, le budget, le contrôle de l'inflation, les taux de change et d'intérêt, la compression de la masse monétaire, etc.

Malgré les présupposés économiques avancés en faveur d'une telle pratique les conséquences de cette situation sont catastrophiques : baisse de la productivité, augmentation de l'endettement interne et externe, diminution de l'investissement social et finalement, transfert des richesses en faveur de la banque nationale et des banques internationales.

Parmi les moyens d'assujettir le Gouvernement colombien et de lui imposer ce modèle, on trouve en bonne place les nouvelles mesures de réajustement, en « échange » des prêts pour le Plan Colombia (1.5 milliards de dollars).

Le débat sur les droits économiques n'est pas nouveau

Bien que par manque de convergence, et du fait de la répression, les perspectives de la lutte sociale se soient parfois quelque peu estompées, le débat sur les droits socio-économiques a toujours été à l'ordre du jour en Colombie. Et les temps forts de cette lutte sont fortement ancrés dans la conscience collective.

En 1918 déjà une grève des chemins de fer avait touché la Côte caraïbe (Cartagena, Barranquilla y Santa Martha). Mais c'est le 6 décembre 1928 qui constitue une des grandes bornes historiques de la mémoire collective colombienne. Ce jour-là, sous le gouvernement de Miguel Abadía, des milliers de

paysans, « esclaves » en grève de la compagnie bananière américaine *United Fruit Company*, tombèrent assassinés, sous les rafales de la police. Les jours suivants, pour prévenir la menace de cette « insurrection communiste », les bateaux *yankis* longeaient les côtes du pays.

Puis, 1929 fut l'année des premières grèves dans les communications. Dix ans plus tard, ce mouvement aboutissait à la nationalisation de l'*Empresa de Teléfonos de Bogotá* en 1940. La formation des syndicats CTC et UCT, créés respectivement en 1942 et 1947, date de cette époque.

De 1947 à 1954 le pays connaît une guerre civile qui fera 200 000 morts. En 1948, l'assassinat du leader libéral Jorge Eliecer Gaitan déclenche une émeute qui s'étend à l'ensemble du pays et sera réprimée dans le sang.

Une grève nationale est déclenchée en 1957, sous le gouvernement de Rojas Pinilla. L'année suivante le *Frente Nacional* (1958-1974) est instauré, à l'exclusion de tout autre parti ou représentation sociale.

L'origine des mouvements insurgés et de lutte pour la terre remonte aux années 1960.

En septembre 1977, une importante grève civique fut rendue possible par les liens de la direction syndicale de l'époque avec d'autres secteurs : mouvement étudiant, milliers de dépossédés en lutte pour la terre, etc. Par la suite, la lutte devint essentiellement sectorielle.

Des grèves civiques nationales sont suivies en 1981 et 1985. En octobre 1988, c'est une grève générale syndicale qui témoigne une fois encore de

Colombie

la persistance des mouvements de lutte qui se sont concrétisés par la création d'organisations telles que la *Coordinadora de Movimientos Cívicos*, 1983 ; le *Comité de Unidad del Sindicalismo independiente*, 1984 ; la *Central Unitaria de Trabajadores de Colombia*, 1986 ; la CGTE, 1992. 1995 est l'année de la « signature » du premier pacte social, pendant le gouvernement de Samper. Dans les derniers jours du gouvernement de M. Virgilio Barco en 1990, et au début du mandat de M. Cesar Gaviria Trujillo, les conséquences de l'application du modèle néolibéral ont mené aux premiers combats unitaires.

Au moment où la Constitution fut mise en adéquation avec les exigences du capital, la crise fut analysée et ses futures conséquences amenèrent les centrales ouvrières - Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Confédération générale des travailleurs démocratiques (CGTD), Confédération des travailleurs de Colombie (CTC) - et la Confédération des retraités de Colombie (CPC) à réclamer, à travers un document largement diffusé, « que l'ouverture économique soit suspendue et que la politique économique et salariale soit discutée avec les travailleurs et les patrons ». La convergence des centrales ouvrières et de leurs syndicats affiliés permit la naissance du *Comando* national unitaire - quoique avec la seule participation des travailleurs publics.

Il apparaît aujourd'hui que cette réaction ne fut pas assez forte. Il aurait fallu davantage de décision et d'engagement, et, surtout, une plus grande diffusion de l'appel. En effet, c'est sous le gouvernement de M. César Gaviria que furent approuvées la Loi 100 de sécurité sociale et la Loi 142 des services

publics, sans que le mouvement syndical puisse anticiper ni même faire connaître le contenu pernicieux de ces lois à la population.

Certes, apparaît alors, avec une plus grande capacité de convocation et de décision, une tendance interne à la CUT menée par des dirigeants des services publics qui, depuis un certain temps, mêlaient luttes civique et syndicale. Apparaît également la Coordination des services publics et des entités territoriales, regroupant les syndicats les plus importants. Entre autres actions, cette coordination dirige la prise pacifique de l'ambassade d'Espagne, du ministère des Finances, et mène des grèves dans ce secteur.

Le mouvement syndical fléchit à nouveau durant la présidence de M. Ernesto Samper, celle du « saut social » (et de sa promesse de « pacte social ») et, bien qu'avec une moindre intensité, les privatisations se poursuivent. Lorsque le gouvernement des Etats-Unis tente d'obtenir le départ de M. Samper, en raison de ses liens supposés avec le narcotrafic⁹, les secteurs syndicaux se mobilisent au nom de la lutte anti-impérialiste, et du même coup pour la défense de l'Etat et de ce fameux « pacte social », ce qui signifiait moins de salaire, plus de chômage et le retrait des représentants syndicaux des lieux de concertation.

Une fois résolue la situation judiciaire de M. Samper, la Loi 344 de 1997 annonce le premier ajustement fiscal. Le *Comando* syndical unitaire - les syndicats du secteur public - réagit en menant

⁹ Le président Samper est alors accusé d'avoir reçu 22,2 millions de francs du cartel de Cali pour financer sa campagne électorale.

Colombie

une grève totale de quatorze jours en février. Les acquis, bien que partiels, alimentent la lutte... Mais même dans ces conditions, le gouvernement liquide l'Institut de commercialisation agricole (Idema).¹⁰ En avril 1998 dans le cadre de la grève de Sintra-teléfonos, le défenseur des droits humains Eduardo Umaña Mendoza est assassiné.

C'est alors que M. Andrés Pastrana arrive au pouvoir. Il annonce un « tour de vis » pour diminuer le déficit fiscal et de nouvelles réformes structurelles. Pour s'opposer à cette politique, le mouvement syndical - avec comme acteur principal le secteur public -, lance à nouveau une grève qui dure près d'un mois (entre septembre et octobre 1998). La confrontation avec le pouvoir est rude. Mais la production n'est pas affectée ; la banque, les télécommunications, l'industrie pétrolière, les services continuent à fonctionner.

Après une déclaration unilatérale du gouvernement qui satisfait quelques revendications, le mouvement est suspendu et, dans ses grandes lignes, le Plan national de développement du président est approuvé. Le 20 octobre, un jour après avoir participé à l'organisation de la « marche des torches » depuis la place Umaña Mendoza (centre de Bogota), le vice-président national de la CUT est assassiné ; victimes des paramilitaires, huit autres dirigeants régionaux subissent le même sort.

¹⁰ Les négociations n'ayant pas abouti au niveau national, elles furent encore plus compliquées au niveau régional du fait de la décentralisation.

Luttes syndicales et mouvements populaires

Les secteurs syndicaux insistent sur l'importance des liens avec les secteurs populaires. Début 1999, l'Assemblée nationale des délégués de la CUT prend comme exemple la Coordination des organisations et mouvements sociaux de Bogota. Précédée dans le temps par la *Telaraña social*¹¹, elle a été le centre de convergence de la majorité des habitants du sud et de l'ouest de la capitale et a obtenu son plus grand succès lors de la grève de 1995. Celle-ci dura huit jours et, bénéficiant d'une présence massive de la population (un million et demi de personnes), provoqua la fermeture des voies de communication, suspendant l'approvisionnement de Bogota qui avait alors pour maire un fidèle partisan du néolibéralisme

La première *protesta* de 1999 intègre des usagers des services publics. Le 28 avril, en coordination avec les petits transporteurs et les taxis, et avec une large participation des jeunes et des femmes, les habitants bloquent les quartiers les plus pauvres de Bogota (Usme et Ciudad Bolivar). La Rencontre nationale pour constituer le Front social et politique est réalisée. D'un autre côté, lors de la rencontre nationale des organisations sociales, la population organisée exige la formation d'un *Comando* national unitaire représentatif de la population civile, jusque-là dispersée dans des luttes sectorielles.

¹¹ Nom adopté par le réseau d'organisations sociales (syndicats, comités communaux, petits partis politiques) de Bogota et du département de Cundinamarca.

Colombie

Les acquis de la journée du 28 avril ont été partiels mais la capacité d'organisation des divers secteurs contestataires a été mise en évidence. Ce, au moment où s'annoncent de nouveaux défis : approbation du budget national pour l'an 2000, mesures d'ajustement, révision des conventions collectives, augmentation des impôts, coupe dans les ressources des municipalités, approfondissement de la privatisation dans l'éducation, augmentation de la vente d'actifs de l'Etat et congélation des salaires du secteur d'Etat, liquidation illégale de la Caisse de crédit agricole et licenciement massif de ses travailleurs.

Il s'agit désormais, pour le mouvement syndical, d'imposer une nouvelle configuration de l'Etat et de donner un sens politique à la lutte sociale. Un *Comando* national de grève est formé, comprenant 20 représentants des divers secteurs sociaux ; les présidents des trois centrales ouvrières, de la Confédération des retraités, des quatre mouvements organisés du secteur agricole, des mouvements civiques, communaux, de transporteurs, des professeurs universitaires, des étudiants, des victimes de l'Upac, des femmes, des *coopérativistes* et des usagers des services de l'Etat.

Le *Comando* national annonce une grève civique « illimitée » à partir du 31 août 1999. Des demandes régionales et sectorielles sont rédigées et regroupées dans un Cahier de doléances national (*pliego nacional*) en 41 points dans lequel la renégociation de la dette externe et interne, la baisse des intérêts de placement et la promotion de la productivité nationale tiennent une place particulière.

La population se sent représentée. Le premier jour, la grève est totale. Jusqu'aux détenus - et à leurs gardiens - qui s'élèvent contre la surpopulation carcérale. Des routes sont coupées, les transports sont interrompus et des barricades se dressent dans les principales villes du pays. La répression est féroce. La police et l'armée, les services de renseignements font front commun. Blindés, cavalerie, tirs tendus et gaz lacrymogènes... Plus de 3 000 personnes sont arrêtées, 1 000 sont inculpées pour « terrorisme ». Le *Comando* national de grève décide de suspendre le mouvement et entame une négociation qui, selon les résultats, pourrait aboutir à la reprise de la Grève civique nationale.

Une table centrale de négociation et 10 tables sectorielles sont établies du 13 septembre jusqu'au 4 octobre 1999. Mais le gouvernement ne retire aucun de ses projets de loi. Le 14 septembre, une nouvelle journée de grève est lancée, mais elle est suivie dans de moindres proportions. Le Congrès approuve le budget national qui favorise la spéculation financière et, face à l'imminence de l'approbation des projets de loi, la Fédération colombienne des éducateurs (FECODE) entame le 14 octobre une grève nationale de durée indéterminée avec l'espoir que les autres secteurs pourront réagir à temps. Mais le repli avait déjà eu lieu.

Tandis que les renseignements militaires repri-maient les réunions et que le harcèlement s'accen-tuait, il n'a pas été possible de maintenir à la fois une présence aux tables de négociation et dans la base populaire en repli. En fait, il a manqué un authentique débat, une planification à long terme, un véritable lien entre le mouvement syndical et les

Colombie

structures populaires, un système effectif et autonome de communication massive. L'absence d'éducation politique a obéré la capacité de réagir. Mais même ainsi, et même si la guerre sale menée à travers les paramilitaires continue, cette expérience de l'unité ouvre de nouvelles perspectives.

Quelles perspectives pour la lutte ?

Les conséquences du modèle sont chaque jour plus négatives. La majorité des Colombiens ne dispose pas d'emploi et ne survit que grâce au *rebusque*¹² dans le secteur informel de l'économie ; il n'y a pas de sécurité sociale ni d'éducation pour les exclus. Dans ces conditions, la population recommence à s'organiser et rejoint la lutte internationale. C'est ainsi que le *Comando* national de grève a participé à la journée internationale du 30 novembre 1999, contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle (Etats-Unis).

La convergence des mouvements civiques populaires très largement représentatifs de la population - mères de familles, étudiants, usagers des services publics - est assurée par la Coordination des organisations et mouvements sociaux à Bogota qui préconise entre autre de mieux prendre en compte les doléances régionales dans les actions nationales et propose un Plan d'action incluant une Rencontre civique et populaire au cours du premier semestre 2000.

La lutte sur le terrain politique fait désormais partie de l'agenda 2000 et la promotion des 41 points du Cahier de doléances national s'inscrit

¹² Commerce informel et « petits boulots ».

dans le processus de retour à la paix. Cette promotion doit être permanente, y compris au sein des audiences publiques tenues avec les FARC¹³ et des espaces de négociation ouverts avec l'Armée de libération nationale (ELN). Ce, dans le respect de l'autonomie du mouvement social, mais y compris en reconnaissant les convergences qui peuvent exister avec les insurgés.

L'expérience du *Comando* national de grève constitue un apprentissage collectif national digne d'être transféré à la lutte internationale. Mais des correctifs doivent permettre des prises de décisions démocratiques, respectueuses des engagements des divers secteurs impliqués. Les acteurs sociaux autres que ceux du syndicalisme doivent s'organiser davantage et les travailleurs doivent veiller à une meilleure intégration structurelle avec la population. Nous devons en outre créer un réseau de communication massif mais alternatif, peu onéreux et qui parvienne aux bases populaires, au moins un journal mensuel ou une chaîne de télévision.

Le véritable combat international contre le modèle néolibéral est à présent commencé. L'heure est venue d'organiser, réfléchir et corriger. Cette observation concerne en tout premier lieu certains partis politiques européens supposés « conséquents ». En s'abstenant de voter devant leurs Parlements ou en appuyant l'action militaire de l'OTAN au Kosovo, ils ont créé un dangereux précédent qui pourrait faciliter une intervention militaire américaine en Colombie.

¹³ Consultations de la « société civile » organisée par les FARC et le gouvernement dans la zone démilitarisée.

Colombie

Depuis ce pays, nous ne demandons pas seulement la solidarité, mais aussi une plus grande cohérence dans la lutte globale. Du fait de l'échange international déséquilibré et du paiement de la dette extérieure (qui a déjà été payée plus de dix fois !), les bénéficiaires du transfert de la richesse et du travail des peuples du Tiers Monde sont fondamentalement les habitants des pays développés.

Il convient donc d'établir une plus grande continuité dans les relations entre le Nord et le Sud, dans la préparation stratégique de nos luttes communes, d'utiliser la technologie informatique pour créer un réseau de réseaux Internet, d'élaborer davantage d'accords entre les organisations. Nous avons tous besoin d'un modèle économique et social alternatif, dans lequel, plutôt que le grand capital transnational, l'homme soit au centre de l'économie.

Bogota, mars 2000.

Traduit de l'espagnol par Maurice Lemoine.

Les intertitres sont de l'édition.

CUT- Central unidaria de trabajadores, Calle 35/7-25 piso 9, Santafé de Bogota, Colombia.

Tél. : (0057) (1) 2888577 ; fax : (0057) (1) 2875769

Déclarations du Sud sur la dette

Dossier préparé par l'AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs)

Michel Camdessus affirmait avant son départ de la direction du FMI, que « nul ne prône plus désormais de prétendues politiques alternatives de développement. »¹ Pourtant, les organisations du Sud ont, ces derniers temps, multiplié les déclarations et les prises de position sur le problème de la dette et la réforme des institutions financières internationales. Elles vont bien souvent beaucoup plus loin dans leurs analyses et revendications que celles de leurs homologues du Nord.

Pour une annulation pure et simple, sans condition, de la dette

« Ce n'est pas une question de charité, c'est une question de justice. »² ; « ...nous demandons la restitution de ce qui nous a été pris injustement, et des réparations pour les dommages subis. »³ Le Sud a déjà payé depuis longtemps, c'est le Nord qui conserve une dette envers ces pays.

Toutes ces déclarations replacent leur lutte pour l'abolition de la dette dans une perspective plus globale : il est nécessaire « d'aller au delà des objectifs du Jubilé pour situer le débat sur la dette dans le cadre plus large de la lutte pour la justice économique et sociale. »⁴

Cette mise en perspective se retrouve dans la manière dont la dette est analysée. La dette n'est pas seulement de nature économique. Son remboursement a des implications sociales et s'accomplit par la violation de droits humains (éducation, santé...). « Il est immoral, en outre, de payer la dette extérieure parce que, pour le faire, les gouvernements de nos pays doivent lui consacrer un pourcentage très élevé du budget de l'Etat, ce qui affecte principalement les programmes sociaux, les salaires des travailleurs et des travailleuses, provoquant le chômage et affectant gravement le fonctionnement de l'économie. »⁵

¹ *Le Monde*, 16-17 janvier 2000.

² Déclaration de Yaoundé.

³ Déclaration de Jubilé Sud-Sud.

⁴ Déclaration de Yaoundé.

⁵ Déclaration de Tegucigalpa.

Déclaration du Sud

L'aspect écologique doit également être pris en compte puisque les ressources naturelles ont été pillées durant la colonisation et le sont encore aujourd'hui pour assurer le remboursement de la dette extérieure. La résolution du problème de la dette doit englober tous les aspects : économique, social mais également culturel, écologique, technique, politique. « La dette extérieure est un problème politique, social, historique et écologique. »⁶ « La dette n'est pas simplement un problème économique. C'est fondamentalement un problème moral et éthique qui fait appel à des solutions diverses notamment d'ordre politique, juridique et social. »⁷

L'analyse est aussi temporelle. Ces déclarations se situent dans une perspective historique rarement rencontrée dans les déclarations du Nord. « En fait, ce sont les peuples et les pays du Sud qui sont les créanciers d'une dette historique sociale et écologique. »⁸ « (...) les racines de la dette proviennent de l'histoire de l'esclavage et du colonialisme (...) »⁹ « La résolution du problème de la dette extérieure implique la réparation historique que les pays du Nord doivent aux peuples du Sud pour le pillage et la dévastation qu'ils ont réalisés pendant 500 ans et encore de nos jours à travers la mise en place des programmes d'ajustement structurel, la conditionnalité des investissements, les traités commerciaux. »¹⁰

La spirale de l'endettement, dans laquelle se sont trouvés enfermés certains pays, est mise au grand jour : « (...) l'imposition de la part des créanciers d'une taxe de risque aux débiteurs afin de prévenir toute insolvabilité possible donne le droit à ces derniers de se déclarer insolubles sans bonus. (...) les gouvernements alliés à de grandes entreprises et à des banques privées endettées à l'étranger ont provoqué l'étatisation de la dette extérieure privée, socialisant ainsi les coûts et engageant encore plus les fonds publics au paiement de la dette extérieure. »¹¹

La Déclaration faite à l'occasion du premier sommet « Jubilé 2000 Sud-Sud » marque la volonté de ne pas se laisser enfermer dans des catégories (telles que les *PPTE* – pays pauvres très

⁶ Déclaration de Jubilé Sud-Sud.

⁷ Déclaration de Yaoundé.

⁸ Déclaration de Jubilee Sud-Sud.

⁹ Déclaration d'Accra.

¹⁰ Déclaration de Buenos Aires.

¹¹ Verdict du Tribunal de la dette extérieure du Brésil.

endettés) qui divisent les pays du Sud et par là diluent leurs revendications. Les participants se prononcent pour une annulation totale et inconditionnelle de la dette. « Nous rejetons tous les plans du Nord qui divisent les peuples du Sud. Nous refusons d'être classifiés comme pays pauvres surendettés ou pays pauvres modérément endettés. »¹²

La société civile du Sud se tourne naturellement vers l'avenir. Continuer à payer, c'est hypothéquer le futur des pays du Sud et, par là, empêcher tout développement durable. Les politiques d'ajustement structurel « augmentent la dette sociale et écologique vis-à-vis de nos peuples et affectent gravement leurs droits humains et le jeu démocratique. »¹³ Il est d'ailleurs fait allusion aux précédents historiques d'annulation des dettes, l'Allemagne en 1953 et le Pérou en 1956, qui leur ont permis un certain redémarrage économique.¹⁴

Pour cela, certains proposent d'« élargir la capacité de la société civile » et demandent « réparation et audit sur les prêts, de nouveaux accords financiers internationaux ; (...) l'aide internationale doit être canalisée en premier vers le développement humain ; (...) un contrôle parlementaire des prêts » doit s'instaurer¹⁵. Les acteurs du Sud comptent bien se réapproprier la réflexion sur la dette. Ils demandent « le renforcement de la participation de la société civile aux négociations sur la dette, la démystification de la question de l'endettement par une large diffusion des informations, l'éducation et la sensibilisation des masses avec des moyens didactiques appropriés. »¹⁶

Des dettes contractées par des régimes non démocratiques

Les déclarations du Sud insistent également sur le fait que l'argent n'a pas profité aux populations sur lesquelles pèse désormais le remboursement. La dette politique est la dette héritée de régimes non démocratiquement élus : « (...) l'endettement brésilien excessif a été créé surtout lors des trois dernières décades, marquées par 21 ans de dictature ; (...) cet endettement a été créé par des gouvernements dictatoriaux donc illégitimes et anti-populaires (...) »¹⁷.

¹² Déclaration de Jubilé Sud-Sud.

¹³ Déclaration de Buenos Aires.

¹⁴ Déclaration de Tegucigalpa.

¹⁵ Déclaration de Lusaka.

¹⁶ Déclaration de Yaoundé.

¹⁷ Verdict du Tribunal de la dette extérieure du Brésil.

Déclaration du Sud

Ces déclarations débouchent sur une remise en question du rôle des institutions financières internationales dans le système économique mondial. Cette critique s'impose plus que jamais après les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, de septembre 1999, lors desquelles ces institutions ont adopté officiellement de prétendus « Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté » (CSLP). Les associations prennent note de ce changement de vocabulaire mais proclament qu'elles ne sont pas dupes, ces effets d'annonce n'impliquant pas pour autant une réelle modification de leur politique : « Reconnaissant le désastreux impact du FMI dans le monde, nous [demandons qu'il] cesse immédiatement d'imposer des programmes de type ajustement structurel comme condition à l'octroi de ses prêts ou de ses programmes. »¹⁸ « Nous nous opposons à la création [des CSLP] qui n'est rien d'autre qu'une tentative du FMI en vue d'élargir son rôle et d'avoir une base plus large pour intervenir dans les économies des pays du Sud. »¹⁹

« L'ajustement structurel détériore gravement la situation socio-économique des femmes ; [il] favorise l'exploitation des ouvriers (...), détruit (...) la production agricole paysanne. »²⁰ Quant à la Banque mondiale, elle est également rendue responsable de la montée de la corruption, de l'aggravation du chômage et de la privatisation de l'économie au détriment de la facilité d'accès aux services publics.

Voilà pourquoi les acteurs du Sud récusent « l'autorité du FMI et de la Banque mondiale en tant qu'instruments de domination du Nord et [décident] de travailler à la construction d'une nouvelle architecture financière internationale. »²¹ Le FMI « est incapable de réduire la pauvreté ; (...) ses programmes et sa politique sont la cause majeure du maintien de la pauvreté et de l'exploitation de nos économies. »²²

Il convient de noter finalement que les déclarations faites par Jubilé 2000, celles d'Accra, de Lusaka, de Gauteng et de Yaoundé font référence au « consensus africain ». Ce consensus est né en 1983 sur une initiative de Julius Nyerere, alors Président de

¹⁸ Déclaration de Taegu.

¹⁹ Déclaration de Jubilé Sud-Sud.

²⁰ Lettre ouverte du Sud à la Banque mondiale.

²¹ Déclaration et résolutions de la délégation africaine aux journées internationales d'ATTAC.

²² Déclaration de Jubilé Sud-Sud.

FMI : les peuples entrent en résistance

Tanzanie. L'idée fut reprise en août 1999. Un groupe d'experts fut alors mis en place, qui souhaite développer une alternative aux politiques proposées par les institutions financières internationales et les gouvernements du Nord comme instrument de domination sur le Sud.

Liste et références des déclarations :

- Déclaration d'Accra : Jubilé 2000/Afrique, avril 1998, Ghana ;
- Déclaration de Tegucigalpa : janvier 1999, Honduras ;
- Verdict du Tribunal de la dette extérieure du Brésil, 26-28 avril 1999, Rio de Janeiro ;
- Déclaration de Lusaka : mai 1999, Zambie.
Pour en savoir plus : cadtm@skynet.be
- Déclaration de Buenos Aires : coalition latino-américaine et caribéenne de Jubilé 2000, 23 septembre 1999, Argentine.
Pour en savoir plus : dialogo@wamani.apc.org
- Déclaration clôturant le Sommet Sud-Sud Jubilé 2000 : novembre 1999, Afrique du Sud ;
Ces 6 déclarations sont disponibles sur www.jubileesouth.net
- Déclaration et résolutions de la délégation africaine ayant assisté aux journées internationales d'ATTAC à Paris du 24 au 26 juin 1999 ;
Disponible sur : www.attac.org Pour en savoir plus : attac@attac.org
- Lettre ouverte du Sud à la Banque mondiale, du 6 octobre 1999 ;
Pour en savoir plus : agirici@globenet.org
- Déclaration de Taegu : diverses organisations, 8 octobre 1999, Corée.
Pour en savoir plus : admin@focusweb.org
- Déclaration de Yaoundé : diverses Eglises et associations du Nord comme du Sud, 12 janvier 2000, Cameroun.
Pour en savoir plus : peace.humanus@camnet.cm ; lennart.renofalt@telia.com
- Consensus Africain. Contact: Sandra Badenga : badengasandra@hotmail.com

Cette liste n'a pas la prétention d'être exhaustive. Toutes ces déclarations sont disponibles sur le site de la Campagne française pour la réforme des Institutions financières internationales (www.globenet.org/ifi) ou auprès de l'AITEC (e-mail : aitec@globenet.org).

Sources et glossaire

1) Sources des fiches par pays

Remarques générales :

Les éléments livrés dans les fiches de présentation des pays doivent être lus avec circonspection. Tout d'abord, selon les sources, les chiffres peuvent différer considérablement et certaines statistiques sont peu sûres. Ensuite, la qualité même de certains indicateurs est sujette à discussion. (Voir à ce propos, pour les principaux d'entre eux, le glossaire en deuxième partie de la présente annexe).

Les références ci-dessous suivent l'ordre des fiches. Sauf indications contraires, les chiffres mentionnés se réfèrent à 1997.

- * **Population** : en millions d'habitants. Source : ONU, *World Population Prospects 1950-2050 : The Revision 1998*, Division de la population, New York.
- * Population urbaine : les définitions sont variables d'un pays à l'autre. Généralement il s'agit du pourcentage de la population totale vivant dans des agglomérations de plus de 2 000 habitants, voire de plus de 5 000. Source : ibidem, révision 1996.
- * Espérance de vie (à la naissance) : nombre d'années que vivrait en moyenne un nouveau-né si les caractéristiques de mortalité de la population au moment de sa naissance demeuraient les mêmes tout au long de sa vie. Source : ibidem, révision 1998.
- * Décès avant 40 ans : probabilité de décéder avant 40 ans en pourcentage de la population totale. Source : ibidem.
- * Décès avant 60 ans : idem.
- * Mortalité des enfants de moins de 5 ans : probabilité de décès des enfants de leur naissance à la fin de leur cinquième année, exprimée en pour mille. Source : UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, New York, Oxford University Press, 1999.
- * Alphabétisation des adultes (taux d') : pourcentage des personnes de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprenant, lire et écrire un texte simple et court sur leur vie quotidienne. Source : (d'après une correspondance avec l'UNESCO, Paris), PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, Programme des Nations Unies pour le développement, Genève et New York. Publié par De Boeck, Paris, 1999.

- * Femmes en emploi : pourcentage des femmes de plus de quinze ans exerçant une activité lucrative, dans le secteur formel. Source : ibidem, selon des données fournies par le BIT.
- * Travail féminin non rémunéré : part non rémunérée (ménage, etc.) du total d'heures de travail que les femmes accomplissent. Source : ibidem.
- * **Produit national brut ou PNB** [voir glossaire] : en milliards de dollars américains. Source : Banque mondiale, *World Development Indicators 1999*, CD-ROM, Washington, DC, 1999.
- * PNB par habitant : produit national brut divisé par le nombre d'habitants, exprimé en dollars, par an et en fonction du taux de change moyen de la monnaie locale, sans tenir compte de leur pouvoir d'achat respectif dans chaque pays. Source : Ibidem.
- * Croissance annuelle moyenne : taux de croissance moyen annuel du PNB durant la période indiquée, en l'occurrence de 1975 à 1995, compris. Source : ibidem ; calculs : PNUD.
- * Produit intérieur brut ou PIB [voir glossaire] : en milliards de dollars. Source : ibidem.
- * Agriculture, industrie, services : en pourcentage du PIB. Source : ibidem. L'industrie comprend les industries extractives et manufacturières, la construction, l'électricité, le gaz et l'eau. Les chiffres pour cette dernière sont de 1994 ou de 1995, selon les cas.
Note : « Les pourcentages ayant été arrondis, leur total peut ne pas être égal à zéro » (BM).
- * Consommation publique : en pourcentage du PIB. Total des dépenses courantes engagées pour les achats de biens et services par les entités du secteur public à tous les échelons, compte non tenu, en général, des entreprises publiques. Source : ibidem.
- * Consommation privée : consommation finale des ménages et des institutions privées sans but lucratif au service des ménages. Source : ibidem.
- * Epargne intérieure brute : part du revenu intérieur brut disponible qui n'est pas affecté à des opérations de consommation finale. Source : ibidem.
- * **Exportations - Importations** : en pourcentage du PIB. Valeur de tous les biens et services respectivement fournis au, acquis du, reste du monde, dont le transport de marchandises, l'assurance, etc. Source : ibidem.

Annexes

- * Principales exportations : marchandises, à l'exclusion des services. Source : CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et de développement 1996/97*. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, New York et Genève, 1999.
- * Destinations : principales zones de destination des exportations, en pourcentage du total. Pays industrialisés : pays de l'Europe orientale non compris (en l'occurrence, pour ces six pays, dans chaque cas moins de 1 %). Source : ibidem.
- * **Dette extérieure** [voir glossaire] : en milliards de dollars et en % du PNB, en 1997. Source : Banque mondiale, *World Development Indicators 1999*, CD-ROM, Washington, DC, 1999. Pour l'année 1985, ibidem.
- * Service de la dette [voir glossaire] : par année, en millions de dollars, puis en pourcentage du total des exportations de biens et services et en comparaison des budgets publics de la santé et/ou de l'enseignement, selon les chiffres disponibles. Source : chiffres calculés à partir des données fournies par le même CD-ROM.
- * Aide reçue : « Montants nets des dons et des prêts accordés, à des conditions de faveur, à certains pays et territoires par des organismes publics, avec pour objectif principal la promotion du développement économique et du bien-être » (PNUD). En millions de dollars. Source : OCDE, *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays bénéficiaires de l'aide*, Organisation pour le développement et la coopération économiques, Paris, 1999.
- * **Investissements directs étrangers nets** [voir glossaire] : flux nets, en millions de dollars. Source : PNUD, op. cit.
- * **Rang selon l'Indicateur du développement humain ou IDH** [voir glossaire] : rang obtenu par le pays en question, parmi les 174 recensés, selon cet indice établi le PNUD.
- * Population disposant de moins d'un dollar par jour : population en deçà du seuil dit d'« extrême pauvreté absolue ». En pourcentage de la population totale, sur la base de la période 1989-94. Idem pour celle en deçà du seuil dit « de pauvreté nationale », soit « le seuil de revenu considéré comme approprié pour un pays par ses autorités » (PNUD). Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 1997*, Washington, DC.
- * Rapport entre revenus des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres : indicateur servant à illustrer l'ampleur de

FMI : les peuples entrent en résistance

la disparité des revenus dans un pays donné, en comparant le revenu des 20 % de la population jouissant des plus hauts revenus à celui des 20 % disposant des plus bas revenus. Plus ce rapport est élevé, plus la disparité est grande. Selon le dernier Rapport du PNUD, qui se base sur la période 1980-1994, il s'échelonne entre 2.6, en Slovaquie, et 32.1, au Brésil. Les chiffres ne sont pas disponibles pour tous les pays. Source : PNUD, op. cit., rapport calculé par ce dernier à partir de données de la Banque mondiale datant de 1995.

2) Glossaire

Dettes (et service de la dette)

Il est question ici de l'ensemble de la dette *extérieure* du pays, qui se décompose formellement en trois parties : la dette *privée*, la dette *bilatérale* et la dette *multilatérale*.

La *dette privée* correspond aux emprunts contractés par des privés localisés dans le pays auprès de prêteurs basés à l'étranger, quel que soit le statut de ces derniers.

La *dette bilatérale*, à mettre généralement au pluriel, regroupe les emprunts effectués par l'administration publique centrale, éventuellement par des entités régionales (provinces, Etats fédérés, etc.) ou par des entreprises publiques, auprès d'autres Etats.

La *dette multilatérale* est celle qui est due par l'Etat central à des institutions financières internationales : FMI, Banque mondiale, banques de développement régionales ou d'autres institutions comme le Fonds européen de développement ou celui de l'OCDE.

Les deux dernières réunies constituent la *dette publique extérieure*. Mais il est à remarquer que de nombreuses dettes d'origine *privée* finissent en dettes *publiques* à la suite de divers mécanismes, souvent pervers : cautions étatiques en cas de débiteurs privés défaillants, remboursement forcé des dettes privées au moyen de nouveaux emprunts, publics cette fois-ci, etc.

Cette dette publique *extérieure* se distingue elle-même de la dette publique *intérieure*.

Pour les pays du Tiers Monde, cette distinction est particulièrement importante du fait que leur dette extérieure, quelles qu'en soient les composantes, est nécessairement libellée, et obligatoirement remboursée, en *devises*, autrement dit en monnaies « fortes » difficiles à acquérir. A l'opposé, les Etats-Unis

Annexes

peuvent contracter l'essentiel de leurs emprunts en dollars, soit en leur propre monnaie qu'ils sont parvenus à imposer comme instrument d'échange international quasi universel.

Le *service de la dette* correspond lui à l'ensemble des devises requises chaque année pour le paiement tout à la fois des intérêts et des amortissements exigibles relatifs aux capitaux empruntés.

Indicateur du développement humain

Calculé pour la première fois en 1990 par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et publié depuis lors dans son Rapport annuel, cet indice se veut un « outil de mesure simple ». Il s'agit d'un indice composite combinant espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation des adultes, taux de scolarisation des enfants dans les différents degrés et produit intérieur brut réel par habitant (PPA, voir plus bas). Son propos est de traduire plus précisément que ne le ferait la seule indication du revenu « les avancées dans la plupart des capacités humaines de base : vivre longtemps, acquérir des connaissances et bénéficier d'un niveau de vie correct. »

Source : PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1999*, pages 127 et suivantes.

Produit intérieur brut et produit national brut

Le *produit intérieur brut (PIB)* représente la richesse totale créée à l'intérieur des frontières d'un pays donné, quelles que soient la nationalité des personnes actives ou l'origine des entreprises qui ont contribué à la somme de ces valeurs ajoutées.

Le *produit national brut (PNB)* reflète par contre les richesses créées par tous les actifs d'une *nationalité*, qu'ils résident ou non dans leur pays. Il comprend donc les revenus acquis par certains d'entre eux à l'étranger, qu'il s'agisse par exemple de succursales d'entreprises du pays ou de travailleurs immigrés.

Ainsi la production, ou plus exactement la valeur ajoutée, d'une succursale de *Renault* au Brésil s'inscrira au compte du *PIB* du Brésil, et non de la France, mais elle sera par contre comprise dans le *PNB* de la France, et non dans celui du Brésil.

Ces mesures, d'ailleurs variables selon les sources, sont souvent contestées. On leur reproche tout d'abord de ne pas rendre compte correctement des apports du secteur public et de ne pas comprendre par ailleurs les valeurs ajoutées par le secteur dit « informel », alors que ces activités de survie économique concernent parfois une très large portion de la population. On remarque ensuite que les comparaisons internationales qui en

FMI : les peuples entrent en résistance

résultent, établies en dollars américains sur la base de taux de change moyen, ne traduisent pas les différences de niveaux des prix, et donc de pouvoir d'achat, entre chaque pays.

C'est pourquoi, il est également calculé pour chaque pays un PIB par habitant dit *réel*, fixé selon une *parité de pouvoir d'achat (PPA)*. Celui-ci s'exprime en dollars (fictifs) censés refléter un pouvoir d'achat identique à celui qu'ils auraient aux Etats-Unis. Exemple : si dans un pays donné le PIB par habitant, calculé sur la base du taux de change moyen, est de 1000 \$ par an, mais qu'en même temps le « coût de la vie » (le prix du « panier de la ménagère ») y est deux fois plus bas qu'aux Etats-Unis, le PIB *réel* par habitant sera estimé de 2000 \$ PPA.

Plus fondamentalement, le PIB ou le PNB, notamment leurs taux de *croissance* annuels, ne disent rien de la répartition des richesses créées, ni de leur utilité sociale. Ainsi, paradoxalement, une catastrophe comme celle de l'*Erika*, et la réparation des dommages qu'elle aura causés, auront pour effet d'augmenter le PIB français ! C'est pourquoi d'autres indicateurs ont été mis au point, dont l'*Indicateur du développement humain (IDH)* présenté plus haut.

Programmes d'ajustement structurel

Les programmes d'ajustement structurel se subdivisent généralement en deux composantes distinctes : la *stabilisation économique à court terme*, comprenant certaines mesures immédiates ayant trait à la demande, et l'*ajustement structurel* proprement dit, consistant en des réformes plus fondamentales de l'offre et des structures productives.

La *stabilisation économique* comprend :

- dévaluation de la monnaie et unification des taux de change, incluant l'élimination des contrôles étatiques qui seraient exercés sur ces derniers ;
- austérité budgétaire, réduction du nombre de fonctionnaires, coupes drastiques dans les budgets sociaux, etc. ;
- libéralisation des prix, élimination des subsides et subventions ;
- fixation des prix de certains biens de première nécessité, comme ceux des carburants, ou de certains services publics ;
- désindexation des salaires.

L'*ajustement structurel* inscrit à son programme :

- libéralisation du commerce et ouverture totale aux produits étrangers ;

Annexes

- libéralisation du système bancaire et privatisation des banques publiques ;
- privatisation à marche forcée de diverses entreprises publiques ;
- libre circulation des capitaux, abandon des contrôles sur les investissements étrangers ou sur les rapatriements des profits ;
- privatisation de la terre et contre-réforme agraire ;
- réorganisation prioritaire de la production vers la demande extérieure (solvable) ;
- déréglementation du marché du travail, flexibilité, mobilité, etc. ;
- réforme de la taxation, introduction notamment d'un système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) si elle n'existe pas ;
- introduction du système de fonds de pension privé ;
- limitation des pouvoirs des syndicats.

Plus généralement, l'ajustement structurel sanctifie la réorganisation de l'économie en fonction des « critères du marché » et sanctionne toute politique définie selon d'autres points de référence tels que le « bien public », le « prima du politique », etc. Il s'accompagne d'une prétendue définition d'une « bonne gouvernance », accompagnée il est vrai depuis quelques années de « filets sociaux » et de la promesse de « mesures d'élimination de l'extrême pauvreté », mais qui ne sont que de l'habillage.

Sources pour cette partie : *La Bourse ou la vie*, Eric Toussaint, éd. CADTM/CETIM/Syllepse/Pire, 1998.

QUELQUES COMPARAISONS INTERNATIONALES

Chiffres 1997

Pour les définitions, voir « Sources et glossaires ».

PAYS COMPARÉS	USA	F	B	CH	CAN
Surface : en km ²	9 363 500	551 602	30 520	41 284	9 976 139
Population : en millions d'habitants	271.8	58.5	10.1	7.3	30.3
PNB : en milliards de dollars	7 783.1	1 541.6	272.4	305.2	595.0
PNB par habitant : en dollars	29 080	26 300	26 730	43 000	19 640
PIB par habitant : en dollars	21 541	18 554	16 809	26 441	16 525

Dans les tableaux ci-dessous, 10.5 x + indique, par exemple, que la surface du pays comparé, la France, etc., est 10.5 fois **plus** grande que celle du pays de référence, à gauche. 6.5 x – indiquerait au contraire qu'elle est 6.5 fois **moins** grande.

AFRIQUE DU SUD	USA	F	B	CH	CAN
Surface : 1 221 307 km ²	7.7 x +	2.2 x –	40.0 x –	29.6 x –	8.2 x +
Population : 38.8 millions d'habitants	7.0 x +	1.5 x +	3.8 x –	5.3 x –	1.3 x –
PNB : 130.2 milliards de dollars	59.8 x +	11.8 x +	2.1 x +	2.3 x +	4.6 x +
PNB par habitant : 3 210 dollars	9.1 x +	8.2 x +	8.3 x +	13.4 x +	6.1 x +
PIB par habitant : 2 336 dollars	9.2 x +	7.9 x +	7.2 x +	11.3 x +	7.1 x +

ALGÉRIE	USA	F	B	CH	CAN
Surface : 2 381 740 km ²	3.9 x +	4.3 x –	78.0 x –	57.7 x –	4.2 x +
Population : 29.4 millions d'habitants	9.2 x +	2.0 x +	2.9 x –	4.0 x –	=
PNB : 43.9 milliards de dollars	177.3 x +	35.1 x +	6.2 x +	7.0 x +	6.7 x +
PNB par habitant : 1 500 dollars	19.4 x +	17.5 x +	17.8 x +	28.7 x +	13.1 x +
PIB par habitant : 2 352 dollars	9.2 x +	7.9 x +	7.1 x +	11.2 x +	7.0 x +

BRÉSIL	USA	F	B	CH	CAN
Surface : 8 511 965 km ²	1.1 x +	15.4 x –	278.9 x –	206.2 x –	1.2 x +
Population : 163.7 millions d'habitants	1.7 x +	2.8 x –	16.2 x –	22.4 x –	5.4 x –
PNB : 784.0 milliards de dollars	9.9 x +	2.0 x +	2.9 x –	2.6 x –	1.3 x –
PNB par habitant : 4 790 dollars	6.1 x +	5.5 x +	5.6 x +	9.0 x +	4.1 x +
PIB par habitant : 2 107 dollars	10.2 x +	8.8 x +	8.0 x +	12.5 x +	7.8 x +

Annexes

COLOMBIE	USA	F	B	CH	CAN
Surface : 1 138 914 km ²	8.2 x +	2.1 x -	37.3 x -	27.6 x -	8.8 x +
Population : 40.0 millions d'habitants	6.8 x +	1.5 x +	4.0 x -	5.5 x -	1.3 x -
PNB : 87.1 milliards de dollars	89.4 x +	17.7 x +	3.1 x +	3.5 x +	6.8 x +
PNB par habitant : 2 180 dollars	13.3 x +	12.1 x +	12.3 x +	19.8 x +	9.0 x +
PIB par habitant : 1 321 dollars	16.3 x +	14.0 x +	12.7 x +	20.0 x +	12.5 x +
CORÉE DU SUD	USA	F	B	CH	CAN
Surface : 99 020 km ²	94.6 x +	5.6 x +	3.2 x -	2.4 x -	100.7 x +
Population : 45.7 millions d'habitants	5.9 x +	1.3 x +	4.5 x -	6.3 x -	1.5 x -
PNB : 485.2 milliards de dollars	16.0 x +	3.2 x +	1.8 x -	1.6 x -	1.2 x +
PNB par habitant : 10 550 dollars	2.8 x +	2.5 x +	2.5 x +	4.1 x +	1.9 x +
PIB par habitant : 6 251 dollars	3.4 x +	3.0 x +	2.7 x +	4.2 x +	2.6 x +

ILE MAURICE	USA	F	B	CH	CAN
Surface : 2 040 km ²	4590 x +	270.4 x +	15.0 x +	20.2 x +	4890 x +
Population : 1.1 million d'habitants	247.9 x +	53.2 x +	9.2 x +	6.6 x +	27.5 x +
PNB : 4.4 milliards de dollars	1769 x +	350.4 x +	61.9 x +	69.4 x +	135.2 x +
PNB par habitant : 3 870 dollars	7.5 x +	6.8 x +	6.9 x +	11.1 x +	5.1 x +
PIB par habitant : 2 752 dollars	7.8 x +	6.7 x +	6.1 x +	9.6 x +	6.0 x +

167 PAYS « EN DÉVELOPPEMENT »	USA	F	B	CH	CAN
Population : 4 502.9 millions d'habitants	16.6 x -	77.0 x -	445.8 x -	616.8 x -	148.6 x -
PNB : 5 725.6 milliards de dollars	1.4 x +	3.7 x -	21.0 x -	18.8 x -	9.6 x -
PNB par habitant : 1 314 dollars	22.1 x +	20.0 x +	20.3 x +	32.8 x +	14.9 x +
PIB par habitant : 908 dollars	23.7 x +	20.4 x +	18.5 x +	29.1 x +	18.2 x +

Adresses, sites, livres

Adresses des contributeurs

- * AIDC (Alternative Information & Development Centre), P O Box 12943, Mowbray 7700, Cape Town, South Afrika
Tél. : (27) (21) 6851565/6 ; fax : (27) (21) 6851645
E-mail : aidc@iafrica.com ; <http://aidc.org.za>
- * CUT/RS (Central única dos trabalhadores / Rio Grande do Sul), rua Dr. Vicente de Paula Dutra 215, CEP 90110-200, B. Praia de Belas - POA - RS, Brasil
Tél. : (55) (51) 2242484 ; fax : (55) (51) 2242125
- * KCTU (Korean Confederation of Trade Unions), 5th Fl. Daeyoung Bld, 139 Youngdeungpo-2-ga, Yougdeungpo-ku, Seoul 150-032, Korea
Tél. : (82) (2) 26360165 ; fax : (82) (2) 26351134
E-mail : inter@kctu.org ; <http://kctu.org>
- * Muvman Liberasyon Fam, 153b Main Road, GRNW, Port-Louis, Mauritius
Fax : (230) 2082132 ; E-mail : mlf@bow.intnet.mu
- * LADDH (Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme), 38 rue Mohamed Rabia, Kouba, Alger 16000, Algérie.
Fax : (0021) 3020282003 ; E-mail : ryad_dz@yahoo.fr
- * CUT- Central unidaria de trabajadores, Calle 35/7-25 piso 9, Santafé de Bogota, Colombia.
Tél. : (0057) (1) 2888577 ; fax : (0057) (1) 2875769
- * ATTAC (Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide au citoyen), 9bis rue de Valence, 75005 Paris, France.
Tél. : (33) (0) 143363054 ; fax : (33) (0) 143362626
<http://www.attac.org> (voir ce site pour les comités régionaux)
- * CETIM (Centre Europe - Tiers Monde), 6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse
Tél. : (41) (22) 7315963 ; fax : (41) (22) 731 91 52
E-mail : cetim@bluewin.ch ; <http://www.cetim.ch> (dès nov. 2000)
- * CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), 29 rue Plantin, 1070 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32) (2) 5275990 ; fax : (32) (2) 5226127
E-mail : cadtm@skynet.be ; <http://users.skynet.be/cadtm>
- * AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs), 21ter rue Voltaire, 75011 Paris, France
Tél. : (33) (0) 143712222 ; fax : (33) (0) 144647455
E-mail : aitec@globenet.org ; <http://www.globenet.org/aitec>

Annexes

- * Editions Syllepse, 42 rue d'Avron, 75020 Paris, France
Tél. : (33) (0) 142491078 ; E-mail : Syllepse@wanadoo.fr
- * Agir ici pour un monde solidaire, 14 passage Dubail, 75010 Paris, France
Tél. : (33) (0) 140350700 ; fax : (33) (0) 140350620
E-mail : agirici@globenet.org

Quelques autres sites WEB

- * Campagne française pour la réforme des Institutions financières internationales (IFI) : www.globenet.org/ifi
 - * Amis de la Terre : www.amisdela terre.org
 - * Bretton Woods Project : www.brettonwoodsproject.org
 - * Friends of the Earth international : www.foe.org
 - * World Development Movement : www.oneworld.org
 - * SAPRIN : www.developmentgap.org/saprin
 - * Focus on the Global South : www.focusweb.org
 - * Third World Network : www.twinside.org.sg
 - * Jubilee 2000 South : www.jubileesouth.net
 - * Jubilee 2000 South Africa : www.aidc.org.za/j2000
 - * Eurodad : www.oneworld.org/eurodad
 - * Action mondiale des peuples (AMP) : www.agp.org
- Et les sites des IFI :
- * FMI : www.imf.org
 - * Banque mondiale : www.worldbank.org

Quelques livres (autre ceux cités)

- * *Comprendre les institutions financières internationales : une clé pour l'action citoyenne*, Agir ici, AITEC, CRID, 1999. Tél. : (33) 140350700
- * *Guide-citoyen du FMI*, Les Amis de la Terre, 2000. Tél. : (33) (0) 148513222
- * *Mondialisation, institutions financières internationales et développement durable*, Archimède et Léonard, Hors-série No 14, AITEC, 2000. Tél. : (33) (0) 143712222
- * *FMI : Les droits de l'Homme ajustés*, La revue nouvelle, juillet-août 1999. Tél. : (32) (2) 6403107
- * *Mondialisation et développement durable : quelles instances de régulation ?* Solagral, MOST-UNESCO, Montpellier, 1998.
- * *Contre la dictature du marché*, collectif sous la coordination de Bernard Cassen, Liêm Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert (Attac), La Dispute/Syllepse/VO Editions, 1999.